

# RAPPORT ANNUEL D'OXFAM

2013 - 2014



OXFAM



A

AVANT-PROPOS



1

À PROPOS D'OXFAM



2

DROIT DE SE FAIRE ENTENDRE



3

JUSTICE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES



4

SAUVER DES VIES, AUJOURD'HUI ET DEMAIN



5

ALIMENTATION DURABLE ET ACCÈS AUX RESSOURCES NATURELLES



6

FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET SERVICES ESSENTIELS



7

FINANCEMENT



8

DÉPENSES



C

CONTACTEZ-NOUS



POUR ACCÉDER À UNE SECTION, CLIQUEZ SUR LA PHOTO CORRESPONDANTE.



# AVANT-PROPOS

## Oxfam change le monde mais aussi sa manière de fonctionner.

Nous avons consacré l'année écoulée, qui fut aussi ma première en tant que directrice générale, à livrer et gagner des batailles importantes et à inlassablement armer des femmes et des hommes contre la pauvreté. L'action d'Oxfam a touché 20,7 millions de personnes dans 96 pays au cours de l'exercice 2013-2014.

Je suis fière des résultats obtenus par nos 10 000 collègues à travers le monde, qui font campagne en faveur de la justice, qui travaillent auprès des

communautés et de nos partenaires locaux pour aider des personnes en situation de pauvreté à se réaliser pleinement, et qui sauvent des vies et aident à restaurer les moyens de subsistance suite à des catastrophes naturelles et à des conflits armés.

Lorsque le typhon Haiyan s'est abattu sur les Philippines, Oxfam a été parmi les premières organisations à lancer son intervention d'urgence. Nous continuons d'y aider des femmes et des hommes à reconstruire leur vie ravagée.

Nos opérations humanitaires se sont heurtées à maints obstacles, que ce soit dans le cadre de la crise lancinante en Syrie ou du conflit qui perdure et aggrave le dénuement au Soudan du Sud. De Gaza à la Somalie en passant par la République centrafricaine et le Mali, nos services humanitaires ont été énormément sollicités. Cela signifie, bien évidemment, que nous avons souvent fait appel à la générosité de nos sympathisantes et sympathisants, dont les dons nous permettent d'opérer avec efficacité sur le terrain.

Cette année, nous avons mis en œuvre notre nouveau plan stratégique de six ans. Celui-ci définit une démarche commune à l'ensemble d'Oxfam dans six domaines d'action prioritaires nous permettant de donner aux personnes en situation de pauvreté les moyens de déterminer leur propre avenir. Nous travaillons à cet objectif au sein des communautés locales, souvent en aidant des groupes de femmes à faire valoir leurs droits ou à adopter des méthodes plus efficaces de production ou de commercialisation. Nous y travaillons également sur la scène internationale, en amenant les États, les multinationales et les

organismes internationaux à respecter le point de vue des populations les plus pauvres du monde. Cela a été une grande victoire quand, après plusieurs dizaines d'années, les efforts d'Oxfam et de ses nombreux partenaires ont finalement porté leurs fruits et abouti à l'adoption du Traité sur le commerce des armes. Nous avons également marqué des points en interpellant les géants de l'agroalimentaire pour les inciter à améliorer leurs politiques – ce qu'ils font ! Ces entreprises suivent les





orientations d'Oxfam sur les meilleures pratiques en matière de promotion des droits des femmes, de lutte contre le changement climatique et de respect des droits fonciers, notamment. Et nous continuerons à mener campagne sur une série d'autres enjeux.

Toutes les activités d'Oxfam trouvent leur source dans notre indignation face aux inégalités dans le monde. Nous avons donc produit un rapport et lancé avec succès une campagne dénonçant le fait que seulement 85 milliardaires possèdent autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale. Attendez-vous à de nombreuses autres actions contre ces inégalités extrêmes au cours de l'année à venir.

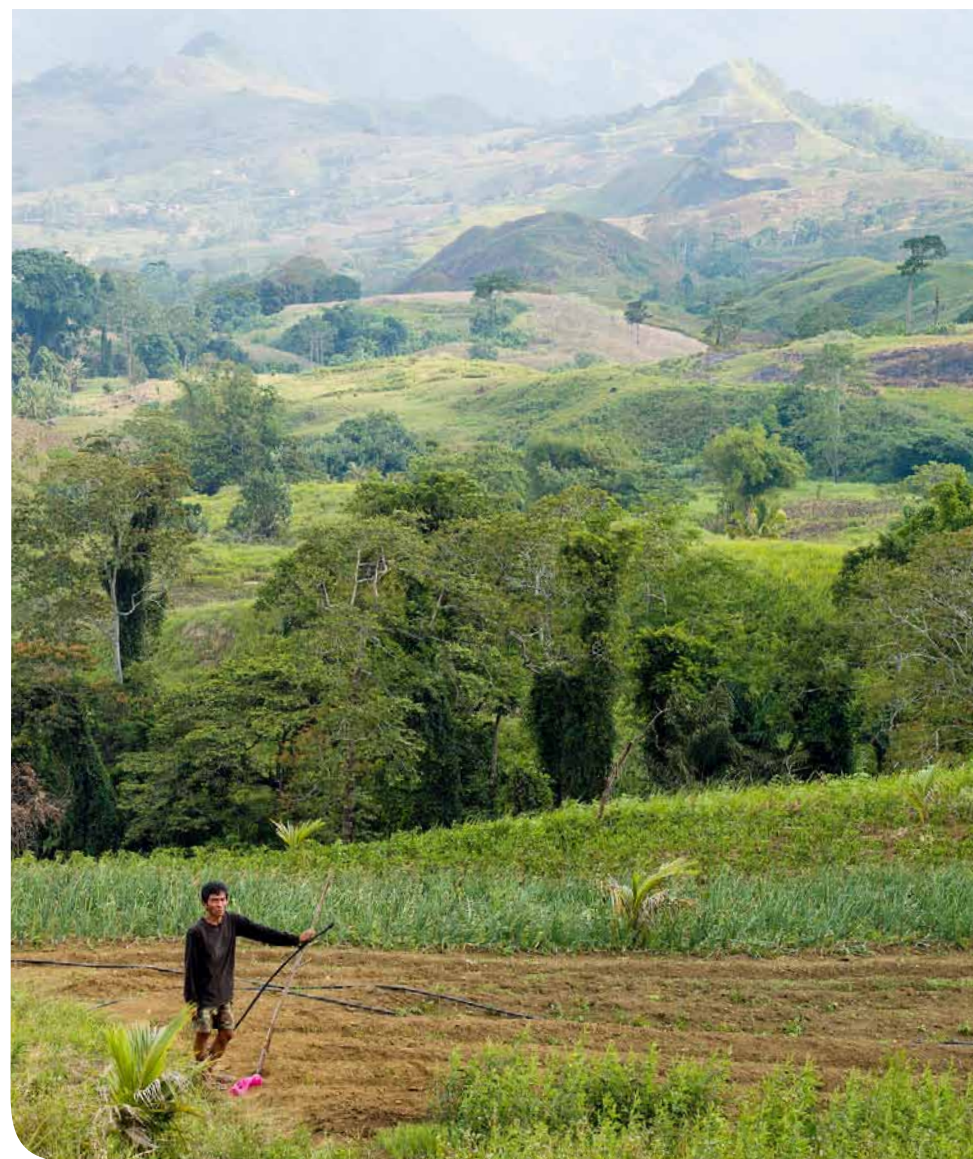
Mais nous ne nous contentons pas d'interpeller les autres ; nous avons également lancé une grande vague de changement pour redéfinir notre propre organisation. Dans le cadre de notre initiative Oxfam 2020, nous

avons engagé un processus ambitieux qui vise à renforcer notre efficacité et notre pérennité. Il vise aussi à asseoir notre légitimité et notre crédibilité en donnant plus de poids aux acteurs du Sud dans la formulation de nos stratégies, à la tête de l'organisation et à tous les échelons de notre action. Ce processus supposera un changement structurel et culturel, avec une plus grande décentralisation, une présence et un pouvoir plus importants des pays du Sud, ainsi qu'un partage renforcé des connaissances. Ce travail d'introspection et les bases posées au cours de l'année écoulée permettront d'inscrire l'impact d'Oxfam dans la durée.

Winnie Byanyima

**WINNIE BYANYIMA**

DIRECTRICE GÉNÉRALE, OXFAM INTERNATIONAL



**CI-DESSUS À DROITE :** Josephine Alad-Ad, 47 ans, vit à Sitio Martinao, sur l'île de Mindanao, aux Philippines. Membre d'un « club de femmes pour l'amélioration rurale », elle participe à un projet d'adaptation aux changements climatiques. Après avoir essuyé de mauvaises récoltes plusieurs saisons de suite, elle plante des fruitiers et des caoutchoucs qui ont besoin de moins d'eau et lui permettent de poursuivre ses cultures, même en cas de temps exceptionnellement sec. PHOTO © Tessa Bunney | OXFAM







# À PROPOS D'OXFAM

## QUI NOUS SOMMES ET CE QUE NOUS FAISONS

Une personne sur trois dans le monde vit dans la pauvreté. Oxfam est déterminée à changer cette situation en mobilisant le pouvoir citoyen contre la pauvreté. À travers le monde, Oxfam s'emploie à trouver des solutions concrètes et innovantes pour que chacune et chacun puisse sortir de la pauvreté et se réaliser pleinement. En cas de crise, nous sauvons des vies et aidons les personnes touchées à retrouver leurs moyens de subsistance. Nous militons en outre pour que

les voix des populations pauvres soient entendues et pèsent dans les décisions locales et internationales qui les concernent. Dans toutes ses actions, Oxfam travaille avec des organisations partenaires et auprès de femmes et d'hommes vulnérables pour mettre fin aux injustices qui engendrent la pauvreté.

Oxfam est une confédération de 17 organisations collaborant ensemble dans plus de 90 pays. Oxfam a plus de 10 000 salariés et près de 50 000 stagiaires ou bénévoles à travers le monde.

Toutes les activités d'Oxfam s'inscrivent dans le cadre de notre engagement en faveur de cinq droits fondamentaux :

- le droit à des moyens de subsistance durables
- le droit aux services sociaux de base
- le droit à la vie et à la sécurité
- le droit de se faire entendre
- le droit à une identité

Les 17 affiliés Oxfam partagent une vision et des principes communs ainsi que, dans une large mesure, des pratiques de travail. Nous sommes tous animés par les valeurs d'une même marque, la même ambition et le même engagement. Nous nous sommes unis dans le cadre d'une confédération internationale, car nous avons la conviction de pouvoir renforcer notre impact en travaillant en collaboration étroite.

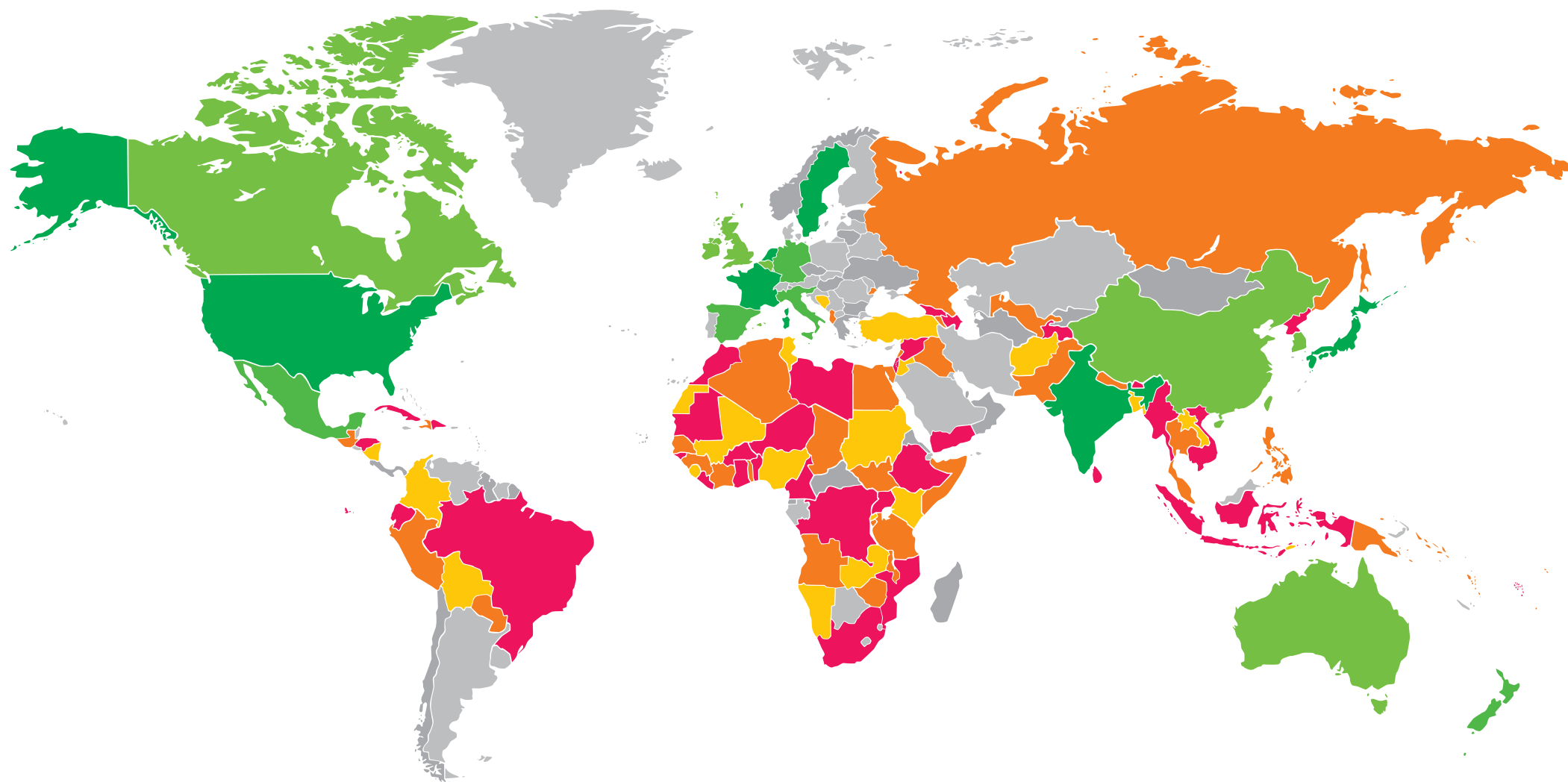
Oxfam International est enregistrée comme fondation à La Haye, au Pays-Bas. Chaque affilié est membre de la fondation et souscrit à ses statuts par un accord d'affiliation. Le secrétariat Oxfam International assure une mission de coordination et de soutien au sein

de la confédération. Tous les affiliés ont adopté un plan stratégique commun établissant un programme d'action pour l'ensemble de la confédération, dans le cadre duquel chaque affilié peut piocher les approches et les thématiques qui lui permettront d'avoir le plus d'impact dans son contexte particulier.

Afin d'assurer la bonne mise en œuvre de ce plan stratégique, tous les affiliés Oxfam se sont engagés à améliorer nos méthodes de travail collectif. En 2020 :

- notre organisation reflétera mieux le monde, rassemblant des acteurs du Nord et du Sud sur un pied d'égalité, grâce à une représentation, une influence et un pouvoir plus importants des pays du Sud ;
- nous aurons renforcé notre pouvoir d'influence par la capitalisation et le partage de connaissances au sein et en dehors d'Oxfam ;
- nous aurons simplifié et rationalisé nos méthodes de travail collectif, notamment dans les programmes pays, en réduisant la complexité tout en gardant le souci d'une large intégration et un esprit d'ouverture.





PARTOUT DANS LE MONDE, OXFAM MOBILISE LE POUVOIR CITOYEN CONTRE LA PAUVRETÉ

PAYS DANS LESQUELS SE TROUVE UN SIÈGE OXFAM

PAYS OÙ NOUS INTERVENONS



## LE PLAN STRATÉGIQUE D'OXFAM

Pour la période 2013-2019, tous les affiliés Oxfam se sont engagés à poursuivre six objectifs de changement externe et six objectifs de changement opérationnel, tous énoncés dans le Plan stratégique d'Oxfam intitulé « Le pouvoir citoyen contre la pauvreté ». Ces objectifs constituent le cadre d'action pour l'ensemble des affiliés, dans l'ensemble des pays où Oxfam est active.

## OBJECTIFS DE CHANGEMENT EXTERNE : SIX OBJECTIFS POUR CHANGER LE MONDE

### OBJECTIF 1 CITOYENNETÉ ACTIVE

D'ici 2019 : davantage de femmes, de jeunes et de personnes pauvres et marginalisées exerceront leurs droits civils et politiques pour influencer la prise de décisions en intervenant auprès des pouvoirs publics et en demandant aux gouvernements et aux entreprises de répondre du respect de leurs droits.

### OBJECTIF 2

#### PROMOTION DE LA JUSTICE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

D'ici 2019 : davantage de femmes pauvres et marginalisées revendiqueront et promouvront leurs droits grâce à l'engagement et au leadership des femmes et de leurs organisations, et les violences faites aux femmes seront considérablement moins répandues et moins socialement acceptables.

### OBJECTIF 3

#### SAUVER DES VIES, AUJOURD'HUI ET DEMAIN

D'ici 2019 : le nombre d'hommes, de femmes et d'enfants mourant ou souffrant de maladies, d'insécurité ou de privations diminuera grâce à une réduction des effets des catastrophes naturelles. Les personnes les plus vulnérables exerceront leur droit à une eau potable, à l'alimentation, à l'assainissement et à la satisfaction de leurs autres besoins fondamentaux, ainsi que leur droit de vivre sans violence ni coercition et de prendre leur destin en main.

### OBJECTIF 4

#### ALIMENTATION DURABLE

D'ici 2019 : davantage de personnes pauvres habitant en milieu rural bénéficieront d'une amélioration de leur sécurité alimentaire, de leurs revenus et de leur résilience grâce à des systèmes alimentaires considérablement plus équitables et durables.

### OBJECTIF 5

#### PARTAGE ÉQUITABLE DES RESSOURCES NATURELLES

D'ici 2019 : les populations les plus marginalisées du monde bénéficieront d'une prospérité et une résilience considérablement accrues, malgré la concurrence croissante pour l'accès aux ressources foncières, hydriques, alimentaires et énergétiques et les difficultés dues aux changements climatiques.

### OBJECTIF 6

#### FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET UNIVERSALITÉ DES SERVICES ESSENTIELS

D'ici 2019 : il y aura une amélioration de la qualité et de la quantité des flux financiers destinés à lutter contre la pauvreté et les inégalités et à donner aux citoyens, notamment aux femmes, les moyens de demander davantage de transparence dans les recettes et les dépenses de leur gouvernement, des bailleurs de fonds et du secteur privé. Davantage de femmes, d'hommes, de filles et de garçons exerceront leur droit d'accès universel à des services de santé et d'éducation de qualité, ce qui leur permettra de devenir des membres à part entière de leurs communautés et renforcera le tissu économique, social et démocratique de leurs sociétés respectives.



## OBJECTIFS DE CHANGEMENT OPÉRATIONNEL : SIX OBJECTIFS POUR CHANGER NOTRE FAÇON DE TRAVAILLER

### OBJECTIF 1 CRÉATION D'UN RÉSEAU MONDIAL D'INFLUENCE

D'ici 2019 : des changements profonds et durables s'opéreront dans la vie des personnes confrontées à la pauvreté et à l'injustice, suite à la création d'un réseau mondial d'influence uni autour d'une même vision du changement. Ce réseau amplifiera notre impact de manière tangible, accentuera notre influence internationale et soutiendra les mouvements progressistes à tous les échelons.

### OBJECTIF 2 QUALITÉ DES PROGRAMMES ET SUIVI- ÉVALUATION-APPRENTISSAGE (MEL) : D'ICI 2019 :

Oxfam pourra témoigner d'une culture d'innovation et d'apprentissage fondé sur des données factuelles, une culture qui aura permis d'améliorer progressivement la qualité des programmes et qui aura renforcé notre redevabilité et notre capacité d'amener des changements profonds dans la vie des gens.

### OBJECTIF 3 RENFORCEMENT DE LA REDEVABILITÉ

D'ici 2019 : Oxfam sera en mesure de démontrer que sa volonté de renforcer la redevabilité contribue à accroître son impact.

### OBJECTIF 4 INVESTISSEMENT DANS LES RESSOURCES HUMAINES

D'ici 2019 : Oxfam sera un réseau souple et agile d'organisations dotées d'un personnel et de bénévoles compétents et motivés qui s'emploient à réaliser les objectifs de changement.

### OBJECTIF 5 EFFICACITÉ PAR RAPPORT AUX COÛTS

D'ici 2019 : pendant toute la durée du plan stratégique, Oxfam veillera à ce que son activité offre, dans tous ses aspects, un excellent rapport coût-efficacité. Les économies dégagées grâce aux mesures d'optimisation de l'efficacité seront réinvesties dans la poursuite des objectifs du plan.

### OBJECTIF 6 STRATÉGIES DE FINANCEMENT

D'ici 2019 : un changement radical en matière d'investissement, de collecte de fonds et de coopération entre affiliés permettra d'obtenir 100 à 300 millions d'euros de plus que prévu et nous permettra d'augmenter l'envergure et l'impact de l'action d'Oxfam.

1. Nous considérons toutes les personnes qui participent à un projet comme des bénéficiaires directs, dans la mesure où elles sont engagées dans les activités du projet et ont un accès direct aux produits ou services de ce projet. Nous incluons également les personnes qui, sans être engagées dans les activités du projet, bénéficient aussi directement des activités, produits ou services du projet, lorsque l'ensemble des trois critères suivants s'applique : 1) des personnes ne participant pas au projet ont été expressément identifiées dans le plan d'exécution comme les bénéficiaires directement visés par le projet ; 2) ces personnes ont bénéficié du projet pendant l'exercice fiscal (2013-2014). Autrement dit, au moment de la comptabilisation, le bénéfice s'est déjà concrétisé, avec l'assurance suffisante que l'accès (le bénéfice) est direct, et non potentiel (si des doutes existent quant à la réalité de l'accès (du bénéfice), la personne n'a pas été comptée) ; 3) elles ont un lien direct avec les participantes et participants au projet (par exemple, ces personnes font partie du ménage d'un participant ou une participante).
2. Ce chiffre repose sur le processus conjoint de rapport sur les résultats, mené pour la première fois cette année sur la base de définitions communes. Nous avons comptabilisé comme partenaires les relations de financement matérialisées par un accord contractuel écrit avec des organisations autonomes, indépendantes et rendant des comptes, et dans le cadre desquelles Oxfam a apporté des financements au cours de l'exercice 2013-2014 afin d'atteindre des objectifs communs précis ou de long terme. Les relations sans apport de financement n'ont été indiquées que si la relation reposait sur un accord écrit ou si la relation était établie depuis au moins un an et que le partenaire participait activement aux différentes phases du cycle de gestion du projet, y compris la planification et conception, la mise en œuvre et le suivi-évaluation-apprentissage. Les institutions, les fournisseurs, les consultants et les sous-traitants n'ont pas été considérés comme des partenaires.



## NOMBRE DES BÉNÉFICIAIRES DIRECTS DE L'ACTION D'OXFAM À TRAVERS LE MONDE EN 2013-2014



# TOTAL

(y compris les pays sièges des affiliés et les bureaux de plaidoyer d'OI)

## 20 700 000<sup>1</sup>

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

## 52%<sup>2</sup>

DE FEMMES ET DE FILLES

### LÉGENDE

- % ONG NATIONALES, Y COMPRIS LES ORGANISATIONS DE FEMMES
- % ONG INTERNATIONALES
- % ADMINISTRATIONS ET SECTEUR PUBLIC
- % ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, DE FORMATION ET DE RECHERCHE
- % AUTRES (Y COMPRIS LES RÉSEAUX, LES ORGANISATIONS DE L'ONU ET LE SECTEUR PRIVÉ)
- PAYS SIÈGES DES AFFILIÉS OXFAM (SUR LA CARTE)

## AM. LATINE ET CARAÏBES

## 1 300 000

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

## 47%

DE FEMMES ET DE FILLES



## AFRIQUE DE L'OUEST

## 3 400 000

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

## 52%

DE FEMMES ET DE FILLES



## AFRIQUE AUSTRALE

## 800 000

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

## 66%

DE FEMMES ET DE FILLES



## AFRIQUE CENTRALE ET DE L'EST

## 1 400 000

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

## 56%

DE FEMMES ET DE FILLES



## CORNE DE L'AFRIQUE

## 3 700 000

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

## 50%

DE FEMMES ET DE FILLES



## MOYEN-ORIENT, MAGHREB & EX-URSS

## 2 800 000

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

## 48%

DE FEMMES ET DE FILLES



## ASIE DU SUD

## 4 200 000

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

## 56%

DE FEMMES ET DE FILLES



## ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE

## 2 900 000

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

## 50%

DE FEMMES ET DE FILLES



Dans le souci d'améliorer notre redevabilité vis-à-vis de nos parties prenantes, nous avons, pour la première fois cette année, rassemblé les données statistiques de l'ensemble des affiliés concernant le nombre de bénéficiaires directs d'Oxfam. Étant donné l'ampleur et l'intensité de notre action, nous reconnaissons toute la difficulté d'établir une telle mesure. Nous avons utilisé nos propres systèmes de suivi pour compiler les données, et les chiffres ont été dûment arrondis, le cas échéant. Nous avons tout mis en œuvre pour éviter les doubles-comptabilisations. Il risque néanmoins d'exister des chevauchements entre activités, puisque des personnes ont reçu une aide dans plus d'un de nos domaines d'action. De plus, nous ne pouvons pas garantir que, pour ce premier exercice complet de collecte des données, tous les bureaux pays ont suivi le processus d'assurance qualité des données avec la même rigueur. Aucune donnée n'était disponible pour la France, le Japon, l'Irlande et le Soudan. Pour le Soudan du Sud, le Myanmar, le groupe des pays du Maghreb et le Guatemala, seules des données non finalisées étaient disponibles ; nous ne les avons pas incluses. D'autres données relatives à nos programmes régionaux peuvent manquer. Autre problème de qualité des données : pour l'Australie, les chiffres reposent sur des données provisoires portant sur la période de juillet 2013 à avril 2014. Il se peut en outre que le nombre de bénéficiaires au Cambodge soit légèrement sous-estimé, car les rapports de nos partenaires pour l'exercice 2013-2014 n'étaient pas tous disponibles au moment de l'établissement du présent rapport. Enfin, les données d'Oxfam Novib portent sur une période de 15 mois, du 01/01/2013 au 31/03/2014.

NOTES DE BAS DE PAGE 1 ET 2 À LA PAGE PRÉCÉDENTE







# DROIT DE SE FAIRE ENTENDRE

## INTRODUCTION

Un monde sans pauvreté est un monde dans lequel toutes les voix sont écoutées et tous les êtres humains sont traités sur un pied d'égalité. La pauvreté ne se limite pas à un manque de nourriture, d'abri, voire d'assurance maladie. Sortir de la pauvreté signifie devenir membre à part entière d'une communauté et pouvoir participer aux décisions. L'action d'Oxfam en matière de gouvernance permet à des femmes et des hommes de faire part de leurs préoccupations et leurs priorités aux personnes en situation de pouvoir. Ils

peuvent revendiquer leurs droits pleins et entiers de citoyennes et citoyens. L'approche du « droit de se faire entendre » permettra à davantage de personnes de faire valoir leurs droits à une vie meilleure.

En 2013, avec l'aide d'Oxfam, des communautés marginalisées et des mouvements de jeunes et de femmes parvenaient déjà à surmonter les difficultés économiques, les inégalités et parfois les dangers de mort auxquels ils se trouvaient confrontés. En Inde, 1 500 familles de 15 bidonvilles ont pu s'opposer à leur expulsion lors d'un grand festival religieux, et une

communauté de chiffonniers a obtenu la gratuité de l'éducation pour leurs enfants d'âge préscolaire, après 14 années de lobbying et de soutien de la part d'Oxfam. En Arménie, grâce au programme d'Oxfam intitulé « Les femmes se font entendre » (RHV, *Raising Her Voice*), des femmes négocient actuellement avec les administrations locales dans le cadre de campagnes épistolaires afin d'apporter des améliorations au sein de leurs communautés.

Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour soutenir ces mouvements de base, surtout lorsque les gouvernements restreignent le droit fondamental d'association de leurs citoyennes et citoyens. Oxfam et ses partenaires pressent les États de respecter les droits civils et politiques. Nous renforçons la capacité des organisations de la société civile à se mobiliser autour des priorités des populations pauvres, marginalisées et autochtones. Le meilleur moyen d'y parvenir est de créer les conditions permettant à ces populations d'exprimer leurs besoins, avec leurs propres mots, pour que leur voix légitime soit entendue.

En 2013, Oxfam a poursuivi quatre grands objectifs dans le cadre de ses programmes promouvant le droit de se faire entendre :

### EXPRESSION :

Les jeunes, les femmes et les autres groupes marginalisés exerceront leur droit de s'associer, d'accéder librement à l'information, de participer aux décisions publiques et de recourir à la loi pour vaincre les injustices.

### RÉACTIVITÉ :

Les États et les organisations du secteur privé élaboreront des politiques qui répondent aux besoins des jeunes, des femmes et des autres groupes marginalisés, pour que ceux-ci puissent bénéficier de meilleurs services et d'un niveau de vie plus élevé.

### REDEVABILITÉ (OU OBLIGATION DE RENDRE DES COMPTES) :

Les États et les organisations du secteur privé rendront davantage compte de la réalisation de leurs promesses en faveur des pauvres et du respect des droits légaux des citoyennes et citoyens.



**CITOYENNETÉ ACTIVE :**

Davantage de citoyennes et citoyens du monde contribueront à vaincre la pauvreté et les injustices par leurs choix personnels de consommation (achat de produits du commerce équitable, par exemple), par leurs actions de solidarité avec les populations pauvres et marginalisées et par l'influence qu'ils exercent sur les gouvernements et les entreprises.

Promouvoir résolument et efficacement le droit de se faire entendre est un travail complexe, et Oxfam met en œuvre toute une gamme de méthodes pour favoriser le changement social et politique dans un large éventail de pays et de contextes. Ce travail peut consister aussi bien à aider des groupes locaux à gagner en assurance, qu'à promouvoir l'accès à l'information et aux technologies, former des réseaux avec des personnes d'autres pays ou encore engager le dialogue avec les administrations publiques et d'autres institutions afin de peser dans les décisions politiques. Les exemples ci-après illustrent la variété de cette gamme d'interventions.

**AFRIQUE : PROMESSES TENUES**

Trop de gouvernements africains manquent à leurs engagements pris dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement à l'horizon 2015 d'améliorer les droits et les conditions de vie de leur population. Le projet « État de l'Union » (SOTU, *State of the Union*), soutenu par Oxfam, effectue un suivi des engagements pris par les États membres de l'Union africaine (UA) et de leur état d'avancement, et vise à permettre aux citoyennes et citoyens de rappeler leur gouvernement à son obligation de rendre des comptes.

## « ON PEUT ACCOMPLIR BEAUCOUP LORSQUE LES PROMESSES SONT TENUES, ET DE RÉELS PROGRÈS ONT ÉTÉ FAITS »

L'approvisionnement alimentaire du continent africain constitue un exemple flagrant de pauvreté qui pourrait être évitée. En 2003, 54 pays africains ont décidé d'investir 10 % de leur budget annuel dans l'amélioration de l'agriculture, afin de renforcer leur

autonomie alimentaire. Pourtant, aujourd'hui, l'Afrique importe un tiers de ses besoins en céréales et les crises alimentaires n'ont jamais été aussi fréquentes. Plusieurs gouvernements louent des terres fertiles à des entreprises internationales, ce qui exacerbe la concurrence dont les pâturages et autres ressources trop rares font l'objet.

En Afrique, un enfant sur huit meurt avant l'âge de cinq ans (Unicef, 2013), et les chefs d'État et de gouvernement de l'UA ont promis de nouvelles politiques et des investissements visant à réduire la mortalité infantile.

Mais, tandis que l'Algérie, l'Égypte et le Rwanda ont accompli des progrès considérables en la matière, d'autres pays, comme le Kenya et le Cameroun, ont reculé et enregistrent aujourd'hui un plus grand nombre de décès évitables d'enfants qu'il y a cinq ans.

On peut accomplir beaucoup lorsque les promesses sont tenues, et de réels progrès ont été faits. Bien que de graves problèmes de corruption persistent, l'Afrique est aujourd'hui gouvernée de manière plus transparente et démocratique qu'il y a plusieurs dizaines d'années. Le Kenya et l'Ouganda ont avancé à pas de géants sur la voie de la gratuité de l'éducation primaire. Les politiques d'accès gratuit aux traitements contre le VIH/sida et la tuberculose, par exemple, sont de plus en plus répandues. Les investissements de l'Égypte dans la santé et le planning familial ont permis de réduire de 50 % les décès de femmes en couches.

En collaboration avec des partenaires tels que l'Institut pour la gouvernance démocratique (IDEG, *Institute for Democratic Governance*), la coalition SOTU a convaincu le gouvernement ghanéen de ratifier une charte de la jeunesse pour répondre aux priorités des jeunes, lesquels représentent 60 % de la population du Ghana. Au Malawi, un cadre de coordination interministérielle a été mis en place afin de promouvoir la transparence



dans les affaires publiques, y compris la tenue d'élections démocratiques. De même, suite au plaidoyer mené par le partenaire d'Oxfam, le centre de formation pour la société civile CESC (*Centro de Aprendizagem e Capacitação de Sociedade Civil*), le gouvernement du Mozambique a rendu compte de la situation des droits civils et humains dans le pays.

À l'approche de l'année 2015, la coalition SOTU accentue la pression sur les gouvernements, et fournissent aux groupes de la société civile des plateformes nationales qui leur permettent de donner voix à leurs préoccupations. Une nouvelle campagne menée sur les réseaux sociaux, « Mon Union africaine », confère une dimension numérique au projet SOTU, afin de mobiliser la jeunesse africaine autour d'une initiative populaire de grande ampleur face aux défis de l'Afrique, en cette période cruciale.

## VISION DE LA JEUNESSE

Le programme de partenariats internationaux de la jeunesse (OIYP, *Oxfam International Youth Partnerships*) a constitué un réseau mondial de jeunes partageant la même vision d'un monde juste et s'engageant activement en faveur d'un changement social durable, équitable et pacifique. Tous les trois ans, 300 jeunes hommes et femmes porteurs de changement au sein de leur communauté rejoignent le réseau OIYP. L'OIYP leur apporte alors un soutien visant à renforcer leurs connaissances et compétences dans les domaines des droits des personnes handicapées, de la justice alimentaire, de la gestion des catastrophes et des droits humains.

Margaret Sirrengo, coordinatrice jeunesse au sein de l'organisation Values Interdevelopmental Network Techniques (VINET), fait partie de la promotion 2010-2013 du programme OIYP au Kenya. En collaboration avec l'association communautaire Everblazing Candles, elle s'emploie à promouvoir l'égalité des droits entre les femmes et les hommes. « OIYP

*a tellement changé ma vie et ma communauté. En 2010, alors jeune femme sans beaucoup d'éducation, j'ai quitté mon village [pour intégrer le programme OIYP] [...] Les gens m'ont [par après] considérée différemment. On a commencé à vraiment s'intéresser à mes activités et à faire preuve d'un grand enthousiasme. J'ai pu faire beaucoup plus que ce que je n'aurais jamais imaginé. L'OIYP m'a formée et a engagé ma communauté sur une nouvelle voie ! »*

En 2013, Oxfam a renforcé son soutien au réseau OIYP avec le lancement d'un programme visant plus particulièrement à former les jeunes pour qu'ils puissent assumer des rôles de premier plan, l'idée étant de les familiariser avec le travail d'Oxfam et de ses alliés et partenaires. Trois programmes pilotes seront mis sur pied au Timor-Leste, dans les îles Salomon et dans la région vietnamienne du Mékong. Ils permettront aux participantes et participants d'acquérir les compétences nécessaires pour remettre en question certaines valeurs, mentalités et comportements propres à leur communauté et leur société.

## À LA RESCOURSSE DES HÉROS DU DÉVELOPPEMENT

Pour être efficace, le travail de développement doit pleinement prendre en compte les connaissances et le savoir-faire des personnes les plus directement concernées par les activités d'intervention. Cela suppose d'écouter pour apprendre des autres et de nous entretenir avec les personnes et les communautés avec lesquelles nous travaillons, afin de vérifier l'impact des projets et programmes d'Oxfam. Nous traitons tout le monde sur un pied d'égalité et estimons que les personnes en situation de pauvreté ont généralement les réponses à la plupart des problèmes auxquels elles se trouvent confrontées. Elles manquent simplement de moyens.

En 2013, Jacqueline Morette, Fatou Doumbia et Vuong Hoang Kim, qui jouent toutes trois un rôle de premier plan au sein de leur communauté, ont accepté de prêter leur visage à la campagne menée par Oxfam pour convaincre le Congrès américain de renoncer à de nouvelles coupes claires dans son aide extérieure. Ce sont de



véritables héroïnes : elles obtiennent des résultats remarquables avec un investissement financier minime. Nous avons la conviction qu'en voyant leurs résultats, les membres du Congrès comprendraient que l'aide publique au développement (APD) contribue directement à sauver des vies.

Des milliers de citoyennes et citoyens des États-Unis se sont associés à la campagne d'Oxfam et ont signé une pétition, s'opposant à ce que le Congrès ampute ce qui n'était déjà qu'une infime fraction (1 %) du budget fédéral, mais avait tant d'impact sur des millions de personnes à travers le monde.

En mettant en lumière le vécu de personnes de chair et d'os, cette campagne a fait mouche : elle a permis de rassurer les politiques américains sur l'efficacité de l'aide et de les convaincre que les responsables communautaires des pays en développement sont des partenaires tout à fait capables et dignes de confiance, qui méritent d'être entendus.

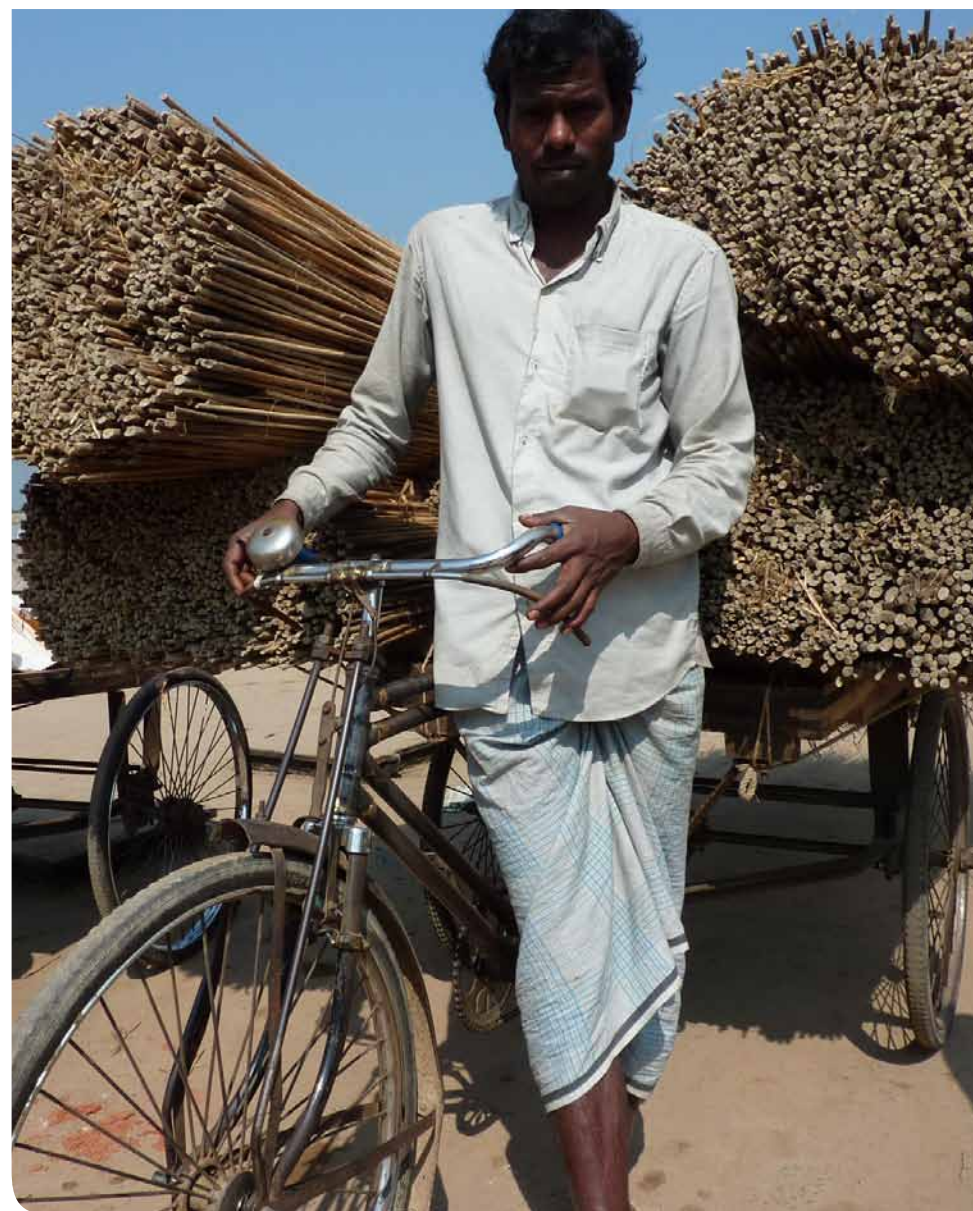
La proposition du Congrès de réduire l'APD pour la troisième année

consécutive n'a pas été ratifiée, et le budget américain de l'aide extérieure a pu être préservé cette année-là. Le Congrès, les sénateurs et la Chambre des députés ont en outre décidé d'adopter des dispositions législatives permettant aux organismes d'aide américains de collaborer plus efficacement avec les architectes locaux du développement et promouvant la redevabilité envers les populations des pays partenaires.

### EN MARCHÉ VERS LA JUSTICE FISCALE

Une gestion transparente et juste des affaires publiques favorise une meilleure prise en main, par les citoyennes et citoyens, de leur propre destin. Des politiques fiscales plus équitables peuvent en outre accroître les recettes de l'État, permettre de mobiliser davantage de fonds pour le financement des services publics et, ainsi, améliorer les conditions de vie de toute personne en situation de pauvreté.

En collaboration avec le Réseau pour la justice fiscale-Afrique (TJN-A) et



**CI-DESSUS À DROITE :** Un homme transportant des tiges de jute à vélo. Au Bangladesh, la pauvreté est profonde et répandue : près de la moitié de la population vit avec moins d'un dollar par jour. PHOTO © Evelien Schotsman | OXFAM



d'autres partenaires actifs dans les différents pays, Oxfam a monté un projet de renforcement des capacités de recherche et de plaidoyer pour une fiscalité juste, CRAFT, dans le but de mettre en place un système fiscal transparent et juste en Ouganda, au Mali, au Sénégal, au Nigeria, au Niger, en Tunisie, en Égypte, au Ghana et au Bangladesh. Dans le cadre de ce projet, Oxfam, avec l'aide de la direction du réseau TJN-A, gère un consortium d'organisations non gouvernementales et de groupes communautaires collaborant étroitement avec les administrations fiscales de chaque pays en question, afin de favoriser le dialogue et l'échange de pratiques exemplaires en matière de justice fiscale.

En Ouganda, l'Institut d'Afrique australe et orientale pour l'information et les négociations commerciales (SEATINI), un partenaire d'Oxfam, a mené un travail de recherche et de plaidoyer auprès des député-e-s, afin de convaincre le gouvernement ougandais de geler toutes les incitations fiscales aux particuliers. Ce programme a bénéficié d'une campagne de publicité

également orchestrée par le SEATINI, brochures, autocollants et banderoles sensibilisant le public et renforçant la visibilité et la popularité de l'idée d'un projet de système fiscal juste et transparent.

### UGANDA : LE POUVOIR CITOYEN

La transparence et l'obligation de rendre des comptes sont essentielles pour développer la confiance entre la population et les personnes en situation de pouvoir, aussi bien dans les administrations publiques que dans le secteur privé. Ces personnes au pouvoir sont donc tenues responsables de la façon dont leurs politiques et leurs pratiques touchent les populations pauvres, et sont incitées à élaborer des stratégies, politiques et pratiques de développement inclusives et favorables aux pauvres. En Ouganda, Citizens Watch-IT (CEW-IT), un partenaire d'Oxfam, a mis au point une campagne visant à rappeler le gouvernement à son obligation de rendre compte de ses politiques publiques et à son engagement de dénoncer la corruption. Son « Manifeste

citoyen » est un contrat social avec le gouvernement et permet à toute Ougandaise et tout Ougandais de poser des questions, de contester les décisions et de s'engager activement dans le développement de son pays.

Cette campagne citoyenne a lieu dans trente districts du pays où elle forme des militantes et militants pour qu'ils puissent réaliser un suivi des fonds d'aide, depuis les bailleurs et les administrations jusqu'aux points de prestation des services, et ainsi déceler et dénoncer les cas de corruption. En 2013, CEW-IT a formé 800 observateurs communautaires, outre les 5 000 personnes qui s'étaient chargées d'observer les élections de 2011. Des communautés de surveillance se sont formées dans les écoles, les centres de santé et les comités d'usagers de l'eau, afin de réclamer l'amélioration des services en Ouganda. D'autres observateurs ont mobilisé des jeunes qui se sont unis et ont utilisé des ressources en ligne (Uchaguzi, Huduma, bibliothèques électriques, portails Web et centres de données communautaires) dans le cadre d'une



**CI-DESSUS À DROITE :** Manga, une agricultrice de Minya, en Haute-Égypte, récolte du fourrage frais pour ses animaux. Elle travaille également pour notre partenaire Égyptien Better Life (« Une vie meilleure »), en tant que « formatrice » chargée d'expliquer le processus électoral dans les villages. Elle a ainsi réuni les femmes de son village pour parler des candidates et candidats susceptibles de mieux représenter les besoins de leur communauté. PHOTO © Myriam Abdelaziz | OXFAM



campagne de lutte contre la corruption, afin de mettre au jour les achats non conformes (matériaux de construction et pupitres de mauvaise qualité dans une école primaire, par exemple) résultant de détournements d'aides.

Face à cette campagne, le comportement et les pratiques des prestataires de services ont changé, comme en attestent la réduction des absences de personnel et le recouvrement de fonds publics détournés.

### ÉGYPTE : LA LOI DE LEUR CÔTÉ

Les discriminations, les violences et la crainte de violences constituent des obstacles majeurs à la pleine participation des femmes dans la société égyptienne et à leur jouissance des mêmes droits que les hommes. Une femme qui souhaite se faire entendre au travail ou s'exprimer au nom de sa communauté doit se sentir forte. Si elle subit des violences au sein de son foyer, elle a besoin du soutien et de la confiance nécessaires pour chercher refuge et demander réparation.

Afin de construire cette confiance, la situation personnelle et économique des femmes doit être envisagée dans le cadre plus large des politiques

et législations entravantes. C'est précisément ce type de stratégie qu'Oxfam et son partenaire, le Centre d'assistance juridique des femmes égyptiennes (CEWLA), mettent en œuvre en Égypte. Le CEWLA informe les femmes de leurs droits civils et politiques, et leur apporte toute l'aide dont elles ont besoin quand elles doivent aller en justice. Par exemple, si une femme a besoin d'un prêt social, le centre l'aidera à présenter les documents officiels nécessaires pour que sa demande puisse aboutir.

Près de 4 000 personnes ont bénéficié de services d'aide juridique et de médiation dans le cadre de conflits familiaux, de divorces et de harcèlements sexuels, ainsi que de conseils face à la mutilation sexuelle féminine. Les avocats du CEWLA ont également obtenu des jugements favorables aux mères dans des affaires de garde d'enfants. Si le travail du CEWLA vise principalement à permettre aux femmes de défendre leurs droits, son approche professionnelle et ses succès en justice contribuent également à combattre le problème plus large des inégalités en Égypte, tant dans la sphère familiale que dans la société en général.

### INDE : CONTES URBAINS

Dans les villes indiennes, trop souvent, les investissements d'infrastructures sont décidés à un échelon élevé, loin de la réalité des populations pauvres et vulnérables. Les communautés des zones urbaines défavorisées sont rarement consultées sur leurs besoins en matière d'accès à l'eau, d'installations d'assainissement et de logement. Elles ne connaissent pas non plus le jargon bureaucratique et ne disposent pas des informations nécessaires pour demander l'amélioration des installations auprès des autorités locales, même si elles y ont légalement droit. De leur côté, les fonctionnaires locaux n'ont généralement pas les compétences ni l'expérience nécessaires pour traiter et régler ces questions, et il leur arrive d'interpréter les demandes de ces communautés comme des critiques ou des menaces.

D'origine migrante, de sexe féminin ou faisant figure de pauvres parmi les pauvres, les habitants démunis des villes indiennes se trouvent souvent confrontés à plusieurs motifs de discrimination. Mais, dès lors qu'ils

estiment avoir le droit d'être traités avec dignité, le seul fait de savoir qu'ils peuvent exprimer leurs préoccupations et améliorer leurs conditions de vie les fortifie. Oxfam collabore avec des partenaires pour informer ces populations de leurs droits et identifier les possibilités de communiquer leurs priorités aux responsables politiques. En prenant la parole lors d'assemblées publiques et en organisant des

 **75 000**  
CITOYENNES ET CITOYENS

 **6 500**  
SANS-ABRIS AIDÉS

 **90**  
AGGLOMÉRATIONS

 **7**  
VILLES

 **6**  
ORGANISATIONS PARTENAIRES





manifestations, ils font pression sur les pouvoirs locaux pour que ceux-ci répondent au besoin d'améliorer les possibilités de logement, d'accès à l'eau et d'assainissement dans les bidonvilles.

Actuellement mis en œuvre dans sept villes par six organisations partenaires, le programme d'Oxfam touche directement plus de 75 000 citoyennes et citoyens, dans 90 agglomérations, et aide 6 500 personnes sans-abri.

Oxfam intervient également auprès des autorités responsables du développement urbain au niveau national, afin de les convaincre de réaliser des investissements qui bénéficient aux communautés pauvres.

Résultat remarquable, en 2013-2014, le service de l'urbanisme de la ville de Lucknow a accepté de consulter la main-d'œuvre urbaine, notamment dans les secteurs du commerce de rue, de la construction, du transport

en pousse-pousse et de l'aide ménagère, afin de développer une vision commune de la ville. Un plan inclusif d'aménagement urbain a permis de renforcer la sécurité, de fournir des infrastructures de base et de ménager un espace adéquat pour les sans-abri et les vendeuses et vendeurs de rue. Les campagnes et le plaidoyer persévérants de ces derniers et des groupes de la société civile ont également abouti à l'adoption, en 2014, d'une loi renforçant la protection de la main-d'œuvre urbaine.

## LES FEMMES SE FONT ENTENDRE

Chacun des enjeux sur lesquels Oxfam travaille, du changement climatique à la justice économique, est touché d'une façon ou d'une autre par l'absence de représentation significative des femmes. De 2008 à 2013, le premier programme international d'Oxfam visant à renforcer la participation et le leadership des femmes, « Les femmes se font entendre » (RHV, *Raising her voice*), a considérablement contribué à rétablir l'équilibre.

Aujourd'hui, on estime que plus d'un million de femmes marginalisées en ont bénéficié. Ce programme consistait aussi bien à aider les femmes à peser davantage dans la vie politique qu'à renforcer leur capacité d'influencer les décisions relatives aux services sociaux, aux investissements en matière de développement et aux cadres législatifs.

En cinq ans, Oxfam, en collaboration avec 45 partenaires locaux, 141 groupes militants communautaires et plus de 1 000 organisations coalisées, a contribué à la définition de dix nouvelles lois pour protéger les femmes contre les violences basées sur le genre dans des pays comme l'Ouganda, le Nigeria et le Pakistan. Les partenaires de ce programme ont joué un rôle actif dans l'instauration de neuf autres lois promouvant un éventail plus large de droits des femmes, dont l'une vise à prévenir les violences politiques à l'encontre des femmes candidates et électrices en Bolivie.

**CI-DESSUS À GAUCHE :** Apprentissage de l'alphabet à l'Apna Kendra Bridge School, une école pour enfants qui travaillent. La communauté de chiffonniers de Shanti Busti (littéralement « le bidonville de la paix ») se compose de 210 ménages. Les chiffonniers souffrent de la précarité de leur occupation des terrains. Les familles paient un loyer au propriétaire qui les protège en quelque sorte du risque d'expulsion par les pouvoirs publics. Les chiffonniers n'ont accès à aucun des droits et services dont jouissent le reste de la population indienne, y compris le droit de vote. PHOTO © Tom Pietrasik | OXFAM



Tenir compte des voix et des préoccupations des femmes dans les lieux de décision, tels que les assemblées communautaires, les comités de gestion des ressources ou les coalitions en faveur du changement, permet d'obtenir des résultats formidables. En s'attaquant à la question des inégalités et en encourageant les femmes à prendre de l'assurance, ce programme a ouvert la voie à d'importants avantages sociaux, politiques et économiques considérables pour les femmes marginalisées. Une évaluation externe du programme a confirmé que les projets obtiennent de meilleurs résultats lorsque toutes les parties prenantes sont traitées sur un pied d'égalité et que les initiatives communautaires sont menées parallèlement à un plaidoyer au niveau national.

Bien que le financement de ce programme ait officiellement pris fin en mars 2013, le militantisme individuel et communautaire et les coalitions qu'il avait soutenus restent très actifs dans 25 pays – un autre pas important sur la voie du changement.

## À L'AVENIR

Oxfam poursuivra ses efforts pour renforcer la voix des communautés pauvres et vulnérables, afin que celles-ci puissent participer pleinement aux débats qui détermineront une répartition plus équitable des ressources. Nous travaillerons également avec nos partenaires et nos alliés à maintenir la pression sur les États et le secteur privé, pour que ceux-ci prennent davantage en compte les intérêts des populations pauvres et honorent les promesses qu'ils ont déjà faites.

Les dernières tendances indiquent un renforcement des restrictions imposées à la société civile et de la répression de la liberté de réunion, d'expression et d'association des citoyennes et citoyens. Dans ces circonstances, il est essentiel qu'Oxfam, de même que ses partenaires et alliés, puisse réagir prestement aux changements sociaux, aussi rapides que complexes. Nous devons prendre des mesures décisives pour



sauvegarder l'espace d'expression de la société civile. Le suivi des recettes fiscales et des budgets publics et le renforcement de la participation des citoyennes et citoyens au sein de leur société demeureront une priorité d'Oxfam. Dans tous nos domaines

d'action, nous continuerons d'inscrire les droits des femmes au cœur de nos programmes, afin d'assurer la justice et un changement généralisé et durable dans les rapports de force entre les femmes et les hommes.

**CI-DESSUS À DROITE :** Tika Darlami, 45 ans, à une réunion du groupe de femmes du village de Gumi, dans le district de Surkhet, au Népal. Les « classes de discussion communautaires » sont organisées par le partenaire d'Oxfam : l'Association de femmes pour les femmes marginalisées du Népal. Elles permettent aux femmes de se réunir pour partager leurs expériences et en savoir plus sur leurs droits. PHOTO © Aubrey Wade | OXFAM







# JUSTICE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

## INTRODUCTION

Le Plan stratégique d'Oxfam inscrit le renforcement des droits fondamentaux, tout particulièrement des droits des femmes, au cœur de tout ce que nous faisons. En plus de faciliter l'accès des femmes et des personnes marginalisées à des fonctions valorisées dans l'économie et la société, nous portons une attention particulière à la justice entre les femmes et les hommes et à l'autonomisation des plus pauvres, pour que ces personnes puissent se faire entendre.

Nous nous soucions de la justice entre les femmes et les hommes, car la discrimination systématique à l'égard des femmes et des filles est à la fois une cause et un résultat des inégalités à la base de la pauvreté. Cette discrimination peut être exacerbée par la classe sociale, l'ethnicité et l'âge, ainsi que par des intégrismes, notamment religieux. Souvent, les femmes qui prennent un rôle actif face aux catastrophes, défendent les droits d'accès aux ressources naturelles, luttent contre les abus physiques et sexuels et qui promeuvent

la participation au processus démocratique, font l'objet de violences physiques et morales.

Il apparaît de plus en plus clairement que, là où les femmes prennent leur destin en main et s'unissent autour d'objectifs communs, des progrès et des changements profonds deviennent possibles. Oxfam aide les femmes à développer leurs propres visions et stratégies de changement et collabore avec des organisations et des mouvements affirmant que le respect des droits des femmes constitue un fondement sur lequel repose la réalisation de tous les objectifs de

développement. Tout en travaillant aux côtés d'autres groupes de pression pour amener les États et les institutions publiques à améliorer les politiques et les législations en faveur des femmes, nous avons conscience que, si nous voulons parvenir à un changement durable, nous devons avoir une vision et des aspirations autrement plus ambitieuses. Nous cherchons à induire de vastes changements, profonds et durables, dans les attitudes et les croyances concernant les rapports de force entre les femmes et les hommes et, ce faisant, à contribuer à l'avancement des droits des femmes et de la justice entre les sexes.



## POUR QUE LA FRAISE MAROCAINE N'AIT PAS À ROUGIR

Au Maroc, la culture de la fraise s'est récemment développée de manière spectaculaire pour approvisionner les épiceries et supermarchés européens. La main-d'œuvre, constituée à 80 % de femmes, n'a cependant pas bénéficié de « l'or rouge ». Depuis 2008, Oxfam aide les ouvrières agricoles du secteur, dans le nord du pays, à améliorer leurs conditions de travail. Les droits fondamentaux sont rarement respectés : contrat inexistant, non-respect du salaire minimum, dépassement de la durée légale du travail, et conditions de santé et de sécurité, ainsi que de transport, souvent déplorables. Des enfants sont également employés à la cueillette. Les femmes n'ont pas une bonne connaissance de leurs droits, comme le montre la faiblesse d'une couverture sociale qui pourrait pourtant leur procurer un complément de revenu.

Dans le cadre d'une série de projets conjoints, Oxfam et ses partenaires interviennent auprès des différents acteurs de la chaîne

de production : les cueilleuses elles-mêmes, les exploitations agricoles, les administrations locales et les acheteurs européens. C'est une alliance d'organisations de la société civile et d'ouvrières agricoles, appelée « Unité », qui a coordonné et géré ces projets, organisant des caravanes de sensibilisation allant de village en village pour informer les travailleuses sur leurs droits et les aider à régler leurs problèmes avec les employeurs ou les pouvoirs publics.

Au niveau international, Oxfam a travaillé avec les importateurs européens et les distributeurs marocains pour changer les pratiques. En 2011, cette collaboration a abouti à la mise en place d'un plan d'action (2012-2015) pour améliorer les rémunérations, assurer le respect de l'âge minimum légal requis, permettre l'affiliation à la sécurité sociale et renforcer les normes de santé, de sécurité et de transport. Ce plan officialisait les relations de travail et définissait des objectifs raisonnables et progressifs. Les importateurs ont alors mis en place des mécanismes de suivi des progrès avec l'aide d'Oxfam.

Des producteurs ont bel et bien changé leurs méthodes de travail. Ils ont compris qu'améliorer les conditions de travail de leur main-d'œuvre présentait un intérêt financier et pouvait favoriser le développement de leur entreprise. Même si certains continuent de traîner les pieds, d'autres importateurs de différents pays se joignent au programme et exigent désormais le respect des droits de la main-d'œuvre.

Nous avons la conviction que ce programme aura un retentissement sur l'ensemble du secteur de la fraise et que les normes de travail continueront de s'améliorer au Maroc. Quant aux femmes, loin de n'être que des bénéficiaires, elles estiment jouer un rôle de premier plan dans ce changement. Elles se sont organisées et prennent leur avenir en main. Elles ont notamment créé leur propre association, Al Karama (qui signifie « dignité »), afin de défendre leurs droits au quotidien.

 **52 000**  
BÉNÉFICIAIRES AU TOTAL

 **35 000**  
FEMMES ET FILLES

 **17 000**  
HOMMES ET GARÇONS

 **7**  
ORGANISATIONS PARTENAIRES





### LE MILITANTISME DANS LES PAYS ARABES

Bien qu'elles aient été au premier rang des soulèvements dans le monde arabe, en 2011, les femmes restent peu écoutées. En Tunisie, au Maroc, en Palestine et au Yémen, AMAL (« espoir » en arabe), le partenaire d'Oxfam, collabore avec 13 associations locales pour faire en sorte que l'élan acquis par les femmes au cours des dernières années ne se perde pas.

Il y a trois ans, les photos de manifestantes et les interviews de jeunes militantes inondaient la presse internationale. La porte semblait alors grande ouverte à un changement réel, avec le renversement des gouvernements égyptien, libyen, tunisien et yéménite, la mise en place de processus de transition politique et la nomination de nouveaux dirigeants. Dans la plupart des pays arabes, l'époque paraissait prometteuse pour l'avancement des droits des femmes.

Mais nombre de militantes ont été mises de côté ou ont subi des représailles. Le programme d'AMAL

permet à ces femmes de devenir des actrices de premier plan qui, avec leur communauté, peuvent reconquérir leur droit de participer à la vie politique et civique pour produire un changement positif durable. Au Maroc, tous les partenaires d'Oxfam s'emploient à mobiliser la société civile pour un appel général à la mise en application de l'article 19 de la Constitution de 2011, lequel impose de mettre fin à la discrimination sexuelle et consacre l'égalité entre les femmes et les hommes.

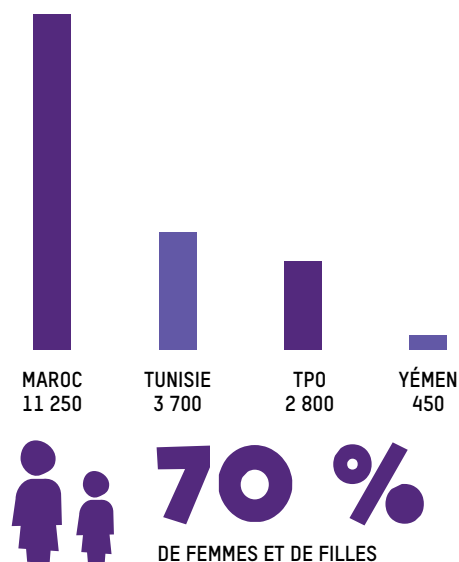
Les moyens mis en œuvre comprennent notamment des événements de sensibilisation, des assemblées publiques et des activités d'information dans le cadre de cours d'alphabétisation dans les régions pauvres, aussi bien urbaines que rurales. L'Union des femmes yéménites ménage des espaces d'expression permettant aux femmes des zones rurales de se réunir pour échanger sur leurs expériences, leurs besoins et leurs aspirations et pour acquérir les compétences pratiques et la confiance nécessaires pour influencer le changement dans leur vie et au sein de leur communauté.



Ces femmes n'ont pas seulement appris à lire et à écrire. Elles ont élaboré des supports leur permettant de définir les problèmes de leur communauté et d'expliquer les solutions à mettre en œuvre. Par exemple, elles ont dressé la carte d'un district pointant les besoins d'infrastructures, telles qu'une route, l'électricité, une école, un hôpital et un projet de distribution d'eau.

# 18 200

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS DANS CES QUATRE PAYS



« Elles ont désormais acquis la confiance nécessaire pour s'exprimer et faire valoir leurs besoins, mais elles ont encore besoin d'un appui pour vaincre ce qui les empêche d'avoir leur mot à dire sur les questions qui les concernent. La pauvreté, les violences domestiques et le carcan des normes sociales et tribales font partie de ces obstacles », explique Thikra, coordinatrice du projet au sein de l'Union des femmes yéménites.

Le bouche à oreille est allé très vite parmi les femmes yéménites, et les groupes de discussion ont été organisés en plus grand nombre que prévu. En Tunisie, notre partenaire, la Ligue des électrices tunisiennes (LET), a formé et accompagné des femmes politiques. Résultat : pas moins de sept femmes ont accédé à des postes de direction au sein de leur parti respectif, et trois ont été élues à des fonctions à responsabilité dans des organisations syndicales et de la société civile. Grâce aux campagnes organisées par nos partenaires pour sensibiliser les jeunes et les femmes, nous avons touché plus de 2 500 personnes dans quatre sites d'intervention.

Dans le Territoire palestinien occupé (TPO), notre partenaire gazaoui, le Centre pour les affaires féminines, a formé des femmes membres de partis politiques et 36 responsables locaux (15 hommes et 21 femmes) dans les domaines du leadership, de l'égalité entre les sexes et des droits des femmes. Il a également enseigné à 38 journalistes (15 hommes et 23 femmes) une approche soucieuse de l'égalité entre les sexes dans la représentation visuelle du rôle des femmes sur la scène politique.

## LUMIÈRE SUR DES RÉCITS INÉDITS

Ces quatre dernières années, Oxfam a travaillé avec vingt organisations de femmes sud-américaines, dans le cadre d'un programme régional visant à renforcer les compétences et les talents de « femmes populaires et diverses » et à diffuser leurs témoignages et leur expérience du changement transformateur au sein de leur communauté. Ces témoignages ont alimenté quatre recueils de récits inédits ou oubliés de femmes pauvres et autochtones, ou de descendance africaine, jouant un rôle moteur dans les zones rurales du Brésil, de

l'Équateur, du Pérou et de la Colombie. Plus de 600 femmes d'organisations partenaires ont été interrogées sur leur vie et leur rôle de leader au sein de leur communauté. L'équipe de recherche a utilisé des techniques d'entretien adaptées afin de bien mettre en lumière le vécu personnel de chacune de ces femmes. Beaucoup ont grandi dans des sociétés patriarcales considérant que les femmes ne sauraient jamais être porteuses de savoir ou de sagesse. Certaines des femmes interrogées ont pu susciter le changement en sensibilisant aux inégalités et en mettant en place les conditions nécessaires au sein de leur communauté pour que les femmes puissent satisfaire à leurs besoins pratiques et stratégiques – points qu'elles jugeaient également essentiels pour faire changer les communautés à l'échelle internationale. Le droit des femmes de vivre à l'abri de la violence était en outre considéré comme un enjeu politique et social, et non simplement un problème auquel les femmes doivent faire face.

Les témoignages recueillis dans le cadre de ce travail de recherche présentent ces femmes agissantes



comme les instigatrices de changements touchant des milliers de personnes et illustrent très bien la mesure dans laquelle les femmes transforment les mentalités au sein de leur communauté et de la société en général. Pour Oxfam, renforcer le leadership transformateur des femmes est un moyen essentiel de lutter contre les injustices et de bâtir des sociétés égalitaires.

### UN « NON » RETENTISSANT AUX VIOLENCES

Depuis 2004, Oxfam s'emploie à mettre fin aux violences faites aux femmes en Inde, où notre expertise en la matière est bien considérée à l'échelle tant communautaire que nationale. Plusieurs viols et meurtres de femmes ont fait grand bruit et soulevé une profonde indignation dernièrement. Face à cette vague de violences, nous avons mis sur pied une campagne très médiatisée, incitant la population indienne à s'opposer aux inégalités et aux violences endémiques auxquelles les femmes se trouvent confrontées au quotidien. Dans les médias aussi bien traditionnels qu'en ligne et à l'aide de créations installées sur les marchés

et dans les centres commerciaux, la campagne **Close the Gap** (« Comblé le fossé ») a invité les membres du public à se poser cette question : que ferais-je pour améliorer la sécurité et l'égalité dans notre société ?

Grâce au formidable travail des partenaires d'Oxfam, dont Youth Ki Awaz, GotStaredAt, la Fondation YP, Gram Vaani et Purple Mangoes, Oxfam a touché plus d'un demi-million de personnes. Le public souhaitait, en très grande majorité, voir un changement de mentalité chez les hommes au foyer et dans la rue. Il pensait également que les femmes doivent mieux connaître leurs droits et être mieux représentées dans les lieux de pouvoir.

Même si les violences faites aux femmes sont profondément ancrées dans la société indienne, la situation peut s'améliorer. Pour cela, nous devons absolument continuer à relayer le message de la campagne sur tous les fronts : réformer la loi, imposer un changement de mentalité au sein du gouvernement et influencer sur d'autres institutions officielles et du secteur privé. Alors seulement les attitudes

et les croyances changeront, ce qui transformera les normes sociales et culturelles, et permettra, in fine, de construire une société plus égalitaire.

Cette campagne a contribué au développement d'un nouveau débat dans lequel les simples citoyennes et citoyens, de même que les personnes qui restent habituellement en marge des débats politiques, ont eu la possibilité d'agir et de se faire entendre.

### À L'ABRI DES REGARDS

« *J'étais régulièrement battue par mon mari alcoolique parce que j'avais eu quatre filles de suite*, raconte Minouti Naik, 25 ans. *Lui et mes beaux-parents cherchaient à me contraindre à retomber enceinte jusqu'à ce que je donne naissance à un garçon. Ils voulaient un garçon pour perpétuer leur nom.* » Face à ce harcèlement permanent, Minouti a sollicité l'aide du Women's Support Centre (WSC) du district de Dhenkanal, dans l'État d'Odisha. Le centre a alors adressé un ferme avertissement à son mari et à ses beaux-parents, leur faisant savoir que les violences faites aux femmes constituent un acte criminel puni par

la loi. « *Sans leur soutien, je n'aurais pas survécu à cette torture* », ajoute Minouti. Le WSC apporte une lueur d'espoir à de nombreuses femmes dans cette situation, qui n'auraient d'autre choix que de souffrir en silence, parfois au risque d'y perdre la vie.

Il en va de même pour nombre de femmes en Inde. Les violences domestiques sont monnaie courante et considérées comme une affaire qui ne concerne que la famille. Elles ne sont pas encore reconnues comme une violation des droits fondamentaux des femmes. Le rapport de la troisième enquête nationale sur la santé familiale (2005-2006), menée par le gouvernement indien, indique qu'un tiers des femmes âgées de 15 à 49 ans ont subi des violences physiques. Au total, 35 % de la population féminine a fait l'objet de violences physiques ou sexuelles, et 37,2 % des femmes mariées ont été victimes de violences conjugales. En 2012, le National Crime Records Bureau (l'institut des statistiques judiciaires en Inde) a également établi que 43,6 % des crimes commis contre les femmes résultaient de la cruauté de l'époux et des beaux-parents.



La loi progressiste sur la protection des femmes contre les violences familiales, adoptée par le parlement indien en 2005, apportait une réponse courageuse à la situation épouvantable des femmes en Inde. Sa mise en application n'est toutefois pas allée de soi. Avec l'appui du gouvernement, Oxfam a donc monté un projet novateur visant à aider les survivantes de violences familiales à se rétablir et leur offrant des services d'aide psychosociale et juridique, un refuge, un soutien financier et des relations qui puissent les aider à refaire leur vie en dehors du cadre de leur famille par alliance. Mis en place en collaboration avec le ministère du Développement de la femme et de l'enfant et le ministère de l'Intérieur, des projets de « promotion d'une vie sans violence pour les femmes indiennes » sont menés depuis les locaux de 17 stations de police dans les États de l'Andhra Pradesh, du Gujarat, de l'Odisha et de l'Uttar Pradesh.

Oxfam Inde a directement aidé près de 39 000 femmes dans le cadre des centres d'assistance et a informé et conseillé plus de 800 000 personnes

dans le cadre d'un programme de mobilisation communautaire mis en œuvre à l'échelle du pays (2009-2014). L'évaluation de ce programme a montré que, dans les régions où un programme d'Oxfam était actif, la bienveillance des hommes et des garçons avait considérablement augmenté par rapport aux régions limitrophes et que la connaissance de la législation en vigueur avait nettement évolué. Armées de cette connaissance, les femmes ont les moyens de défendre leurs droits et de demander réparation pour les violences qui leur ont été infligées.

### DES FEMMES DANS LES FORCES DE POLICE AFGHANES

Pour parvenir à un monde juste et sans pauvreté, il est essentiel de réduire les violences endémiques qui touchent les individus comme les communautés. En Afghanistan, les femmes sont particulièrement vulnérables compte tenu du conflit armé et de leur statut inférieur dans la société. Elles ne représentent que 1 % des effectifs de la police nationale afghane, ce qui permet difficilement aux femmes de porter plainte et d'accéder à la justice.



Souvent rejetées par leur communauté, voire même leur famille, les agentes de police afghanes assument courageusement une profession qui a déjà coûté la vie à l'une d'entre elles. Il est essentiel de recruter davantage de femmes dans la police et de lutter

contre cette stigmatisation afin d'assurer la sécurité des Afghanes et de renforcer la stabilisation du pays.

Nadia et Tuba font toutes deux partie des effectifs de police de la province reculée du Kondôz. Pour une population



de plus de 820 000 habitants, cette province emploie 22 agentes de police. Si ce chiffre peut paraître bien maigre, il faut savoir que les provinces du Panshir et du Nouristan, dans le nord-est du pays, ne comptent absolument aucune femme dans leurs services de police.

*« Quand j'ai intégré la police, j'ai rencontré beaucoup de difficultés, raconte Nadia. Notre société n'accepte pas qu'une femme fasse ce métier. Les gens ne se rendent pas compte de l'importance des femmes dans les forces de police ni des avantages que leur présence apporte pour la société, surtout pour les autres femmes. J'ai même entendu des personnes cultivées traiter les policières de "femmes faciles". Ça m'a fait un choc, mais je suis bien obligée de continuer. La société a besoin de femmes dans la police, tout comme elle a besoin de femmes dans la médecine. »*

En collaboration avec l'Institut de recherche pour les femmes, la paix et la sécurité (RIWPS, *Research Institute for Women, Peace and Security*), Oxfam mène une campagne nationale faisant valoir la

nécessité et tout l'intérêt des effectifs de police féminins pour la communauté.

En septembre 2013, Oxfam a publié le rapport **« Les femmes et la police afghane – Pourquoi un service de police qui respecte et protège les femmes est essentiel pour promouvoir le progrès en Afghanistan »**. Celui-ci visait à combattre les préjugés profondément ancrés dans les mentalités, dans le but de réduire les risques courus par les femmes agentes de police.

*« Le meilleur moyen de rapprocher les agentes de police de la communauté consiste à montrer qu'elles sont tout aussi compétentes que leurs homologues masculins et que la morale ne s'oppose en rien à leur exercice de la profession, explique Wazhma Frogh, directrice générale de RIWPS. Elles doivent être érigées en modèles pour les autres femmes. »* Dans le Kondôz, Tuba abonde dans ce sens : *« Il faut davantage parler des agentes de police et encourager plus de femmes à intégrer les rangs de la police. Je veux être respectée par la société. »*



### LES AGRICULTRICES FONT VALOIR LEURS DROITS

Oxfam collabore avec Women on Farms, une organisation sud-africaine déterminée à faire en sorte que les femmes agricultrices jouissent des mêmes droits constitutionnels que les hommes. Leur action développe les connaissances des femmes et leur permet de gagner de l'assurance, afin que celles-ci puissent faire valoir leurs droits et plaider pour leur traitement juste et équitable au sein du secteur agricole. Elles ont également créé le premier et l'unique syndicat agricole dirigé par des femmes en Afrique du Sud.

Women on Farms met en contact des femmes qui se sentaient auparavant isolées et impuissantes. C'est important pour développer un esprit de solidarité et créer un environnement favorable aux échanges de compétences et d'expériences.

En matière de leadership, Jacoba Armoed n'avait jamais connu que le style tyrannique du propriétaire blanc de ses terres. Mais grâce à l'action de Women on Farms, la conception qu'a Jacoba du leadership a complètement changé. Lorsqu'elle se regarde dans le miroir, elle voit désormais une femme forte, qui sait mener sa barque.



Jacoba a été présentée à d'autres femmes confrontées aux mêmes genres d'abus. Quand elles ont commencé à parler et à se raconter leur vie, elles ont rapidement discerné des problèmes récurrents : la pauvreté, les expulsions, les violences et le manque de respect étaient leur lot commun. Très vite, elles en ont également appris plus sur leurs droits et ont compris que les choses peuvent changer.

Jacoba s'est servie de ses nouvelles connaissances pour tenir tête à son propriétaire. Elle a pu obtenir une injonction interdisant à son propriétaire de la harceler, et les mauvais traitements ont cessé. Elle se sent à présent libre d'agir à sa guise. Son mari a également arrêté de la battre et s'enorgueillit du travail qu'elle accomplit. En privé, il a parfois encore du mal à accepter qu'elle s'absente pour assister à des réunions, mais en public, il parle de sa réussite avec fierté.

### ZAMBIE : LES HOMMES DE DEMAIN

Les violences faites aux femmes sont très répandues en Zambie : selon les estimations d'ONU Femmes (2007), 51,6 % des femmes y ont subi des violences physiques ou sexuelles au cours de leur vie. En 2012, face à ce

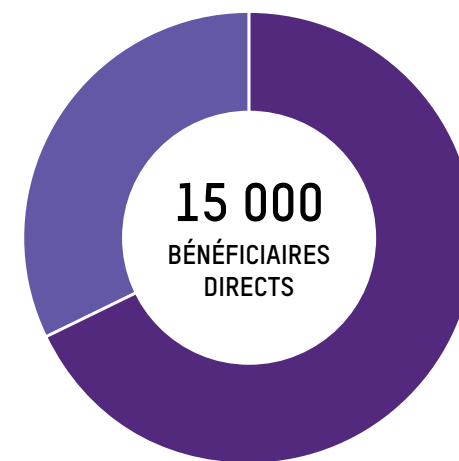
constat, Oxfam a lancé le programme I Care About Her (« Je tiens à elle »), une campagne nationale pour changer les mentalités et combattre les inégalités de pouvoir à l'origine des violences faites aux femmes. Ce programme comprend une campagne d'information dans les médias, des cercles d'éducation communautaires, au sein desquels des hommes et des garçons se mobilisent pour mettre fin aux violences faites aux femmes, ainsi que des activités de plaidoyer visant à améliorer l'application des lois en vigueur.

En collaboration avec le Réseau des hommes, une cellule de l'Association chrétienne des jeunes femmes (YWCA, *Young Women's Christian Association*), cette campagne a réalisé un travail formidable de mobilisation des hommes et des garçons, pour que ceux-ci prônent le changement parmi la population locale, au moyen de groupes de discussion communautaires, notamment. Une émission de télévision, diffusée le samedi matin, a ouvert un espace de discussion sur le rôle des hommes et la masculinité non violente. Cette émission reçoit des appels de tous le pays : des femmes et des hommes témoignent de la violence qu'ils rencontrent et demandent conseil. En 2013, une « marche de 2 000 hommes », visant à attirer l'attention

sur la réalité des violences faites aux femmes dans les communautés zambiennes, a réuni plus de 2 500 hommes qui ont manifesté dans trois communautés : Lusaka, Rufunsa et Choma. De plus, 350 hommes et 200 garçons ont pris part aux événements organisés par les partenaires d'Oxfam, ZNWL et YWCA, pour fêter la Journée internationale des femmes.

Oxfam a conféré une nouvelle dimension à cette campagne en s'associant avec le Forum des éducatrices africaines en Zambie (FAWEZA), ce qui a permis d'élargir l'action aux établissements scolaires. Oxfam et ses partenaires ont ainsi pu mettre en place des groupes de discussion dans vingt écoles du pays. Dans le cadre de ces discussions, les garçons et les filles parlent des inégalités entre les sexes et de la façon dont ils pourraient être les chefs de file d'une nouvelle génération dans laquelle les violences faites aux femmes et aux filles n'ont plus cours. Chishimba Nkocha, secrétaire permanent du ministère de l'Éducation, s'est félicité de la campagne : « *Il est temps que nos communautés et toutes les parties prenantes fassent preuve d'engagement pour changer leurs perceptions, leurs attitudes et leurs croyances, pas seulement dans les paroles, mais aussi dans les actes.* »

Nellie Nyang'wa, directrice pays d'Oxfam en Zambie, s'est adressée aux garçons en ces termes : « *Les garçons, dans dix ans, vous serez des hommes, et nous comptons sur vous pour que vous soyez des agents du changement. Nous croyons en vous et nous avons la ferme intention de vous apporter l'appui nécessaire.* »









# SAUVER DES VIES, AUJOURD'HUI ET DEMAIN

## INTRODUCTION

Nous pensons que toutes les personnes touchées par les conflits armés et les catastrophes naturelles ont des droits fondamentaux, parmi lesquels l'accès à l'eau potable, l'alimentation et l'hygiène. Ces personnes doivent également être protégées contre la violence et la coercition, mais aussi avoir la possibilité de vivre dignement et de prendre leur destin en main.

En 2013-2014, Oxfam est intervenue face à plus de cinquante crises humanitaires et a répondu aux besoins d'un nombre sans précédent de

victimes. Déterminés à protéger les droits des personnes touchées par ces crises, nous leur avons apporté une aide vitale. Nous avons aussi veillé à ce que la souffrance des populations touchées par les crises majeures en Syrie, en République centrafricaine, aux Philippines et au Soudan du Sud, ainsi que dans de nombreuses situations d'urgence de moindre ampleur, continue à être portée à l'attention du public.

L'année écoulée a été tristement marquée par un nombre effroyable de conflits. Selon l'ONU, 2014 a enregistré un nombre de déplacés et de réfugiés qui n'avait plus été atteint depuis la seconde guerre mondiale. Déjà fin

2013, les violences armées avaient chassé de chez elles 51,2 millions de personnes, soit 6 millions de plus qu'en 2012. Cette augmentation massive est essentiellement due à la détérioration de la situation en Syrie au cours des trois dernières années, aux conflits en République centrafricaine et au Soudan du Sud, ainsi qu'aux longues crises, souvent oubliées, que connaissent le Yémen, le Mali, la République démocratique du Congo, la Somalie et le Soudan.

Si les crises les plus importantes étaient d'origine humaine, les catastrophes naturelles ont également été plus nombreuses cette année, faisant des dizaines de millions de victimes. Le super typhon Haiyan, une des tempêtes les plus destructrices jamais vues, a balayé les Philippines, faisant plus de 8 000 morts et dévastant la vie de 14 millions de personnes. En Inde, 12 millions de personnes ont été touchées par le passage du cyclone Phailin. Le Mexique a été frappé simultanément par deux ouragans, l'un arrivant du golfe du Mexique et l'autre du Pacifique. Et un séisme de magnitude 7 a secoué

la Chine. Oxfam est intervenue lors de chacune de ces catastrophes, et de nombreuses autres de moindre envergure qui n'ont pas fait l'objet d'une couverture médiatique internationale. Ces catastrophes climatiques de moindre ampleur, qui concernent 80 % des personnes touchées par des phénomènes naturels, nous rappellent l'impact de plus en plus dévastateur du changement climatique.

Une des caractéristiques communes à toutes ces crises est que les personnes pauvres sont toujours les plus durement touchées. Les femmes sont particulièrement vulnérables, car elles disposent de ressources limitées pour faire face aux situations d'urgence et s'en relever. Aujourd'hui, la moitié des personnes pauvres se trouvent dans des pays en proie à des conflits (ce pourrait être les deux-tiers d'ici 2030) et dans des zones sujettes aux catastrophes naturelles.

Alors que les besoins humanitaires augmentent, les budgets alloués par les gouvernements à l'aide humanitaire se réduisent, ce qui limite la capacité d'intervention de la communauté



internationale. En 2013, malgré d'importants efforts de mobilisation de fonds internationaux, seulement 62 % des besoins de financement de l'aide humanitaire de l'ONU ont été pourvus, soit le plus faible pourcentage en dix ans. Face à ce manque de financement et au nombre croissant de personnes qui souffrent, Oxfam s'est fixé l'objectif audacieux de garantir, d'ici 2019, la reconnaissance des droits des personnes touchées par des crises.

Pour ce faire, nous continuerons à améliorer notre capacité d'intervention en cas de catastrophe et travaillerons étroitement avec les communautés locales pour qu'elles deviennent plus résilientes et puissent par elles-mêmes faire face à une crise. Nous travaillerons également aux côtés des autorités nationales pour renforcer leur capacité à réagir face aux catastrophes. Mais nous maintiendrons aussi la pression sur les responsables politiques et les gouvernements afin qu'ils fassent le nécessaire pour que les citoyennes et citoyens puissent apporter des changements durables dans leur vie. Dans tous ces domaines, nos actions

et nos programmes viseront à faire progresser les droits des femmes.

Cette année, nous avons déjà réalisé des progrès considérables à l'égard de ces objectifs :

### LA CRISE SYRIENNE

Le conflit en Syrie a généré la plus grave crise de réfugiés de ces vingt dernières années. Alors que le pays entame sa quatrième année de conflit, plus de 100 000 personnes ont déjà été tuées et plus de 9 millions ont dû partir de chez elles, soit près de la moitié de la population. Bon nombre des personnes qui ont fui n'ont emporté que les vêtements qu'elles portaient. Elles sont aujourd'hui déplacées dans le pays ou réfugiées dans les pays voisins, où elles vivent dans des abris provisoires, des camps ou un logement en location. De nombreuses familles ne peuvent plus envoyer leurs enfants à l'école, sont endettées et n'ont pas accès aux soins de santé de base. Les communautés et les gouvernements qui les accueillent ont du mal à gérer l'afflux d'un si grand nombre de personnes. La situation



pèse lourdement sur leurs propres infrastructures, les services publics, les logements et les écoles.

### UNE ASSISTANCE QUI SAUVE DES VIES

Depuis 2012, Oxfam fournit de l'eau potable, de l'argent pour acheter à manger, des articles d'hygiène de base et des abris aux réfugiés en Jordanie et au Liban. Dans ces pays, nous soutenons les communautés hôtes et les familles de réfugiés qui vivent dans des camps, des établissements informels et des logements en location. En 2013, nous avons commencé à travailler sur le territoire syrien : travaux de réparation et installation de nouveaux points d'eau, dont des forages, permettant à 930 000 personnes

d'accéder à de l'eau potable dans les zones administrées par le gouvernement et celles occupées par l'opposition.

Au total, Oxfam a porté assistance à près d'un million de personnes en Syrie, en Jordanie et au Liban. La situation en Syrie étant délicate et instable, il nous est difficile d'être aussi réactifs que nous le voudrions dans nos interventions et d'assurer un suivi de l'impact de nos programmes. De multiples autorisations sont nécessaires pour obtenir des visas d'entrée sur le territoire et pouvoir acheminer des fournitures dans le pays.

Avec nos partenaires humanitaires, nous faisons pression pour la pleine



application des résolutions du Conseil de sécurité, qui permettra de garantir l'accès humanitaire.

### **SOLUTIONS IMMÉDIATES ET À LONG TERME**

Il est important de répondre aux besoins des communautés touchées en leur apportant des solutions à la fois immédiates et durables. Au Liban, la distribution d'aide en espèces à plus de 400 000 personnes leur a permis de payer leur loyer et d'acheter des articles ménagers. Ce fut une bouée de sauvetage pour les familles qui avaient peu ou pas d'économies. Une solution à plus long terme était nécessaire en Jordanie, où l'arrivée de plusieurs milliers de réfugiés a lourdement pesé sur le pays, déjà en difficulté en raison de la diminution de ses réserves d'eau. Oxfam a travaillé avec les autorités locales et nationales pour améliorer les systèmes d'alimentation en eau et avec des organisations locales pour aider les communautés à gérer et à protéger les réserves d'eau. Nous continuons également à réclamer une réponse internationale durable à cette crise par le biais d'un travail soutenu de lobbying et d'actions médiatiques.

### **INSCRIRE LES DROITS DES FEMMES AU CŒUR DE TOUT CE QUE NOUS FAISONS**

Popular Relief for Aid and Development (PARD) et l'association Najdeh sont deux organisations libanaises qui travaillent en partenariat avec Oxfam pour rendre la vie plus supportable aux femmes dans les camps de réfugiés palestiniens. Les femmes ont créé des comités et peuvent désormais donner leur avis pour améliorer l'aménagement des camps. Cela leur permet également de discuter de ce qu'elles vivent en toute sécurité et de se sentir soutenues.

Dans le camp de Za'atari en Jordanie, grâce à l'aide d'Oxfam, les femmes participent à l'organisation des programmes d'aide humanitaire et prennent des responsabilités au nom de leur communauté. Alors que le conflit s'intensifie, Oxfam mène résolument campagne en faveur des droits de toutes les communautés touchées, ceux des femmes en particulier, afin qu'elles puissent bénéficier de l'aide qu'elles méritent.

### **UNE SOLUTION PACIFIQUE**

En 2013, Oxfam a mobilisé des milliers de personnes à travers le monde dans le cadre d'une campagne réclamant la progression rapide des pourparlers

de paix. Oxfam est ainsi parvenue à influencer les débats parlementaires nationaux en vue d'apaiser le conflit, en limitant les transferts d'armes vers la Syrie.

En amont de la conférence « Genève 2 » en janvier 2014, nous avons fait campagne avec des organisations syriennes de femmes pour réclamer la participation de groupes de la société civile aux pourparlers de paix. Des militantes ont alors rencontré des émissaires de l'ONU et du Congrès des États-Unis pour mettre en place une feuille de route. Au mois de mars 2014, nous nous sommes associés à 130 autres organisations humanitaires pour marquer le triste anniversaire des trois ans de crise en Syrie et nous avons organisé des veillées dans plus de trente pays dans le cadre de la campagne #WithSyria. Depuis les femmes déplacées du camp d'Abu Shouk au Darfour jusqu'au rassemblement auquel Desmond Tutu a participé en Afrique du Sud, ces veillées ont constitué un mouvement d'indignation publique sans précédent pour faire cesser le bain de sang.

### **PHILIPPINES : DE L'URGENCE AU RELÈVEMENT**

Le 8 novembre 2013, le typhon Haiyan (appelé localement Yolanda) a ravagé une grande partie du centre des Philippines. Plus de 8 000 personnes ont perdu la vie, quatre millions ont été déplacées et 14 autres millions avaient besoin d'aide pour survivre. Outre les effets immédiats de la dévastation, la destruction des cultures de riz, des cocotiers et des bateaux de pêche a enfoncé davantage encore des millions de personnes dans la pauvreté et les dettes.

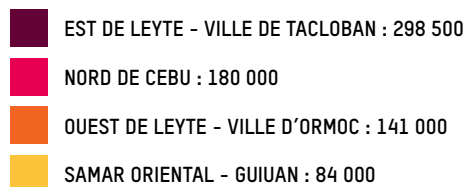
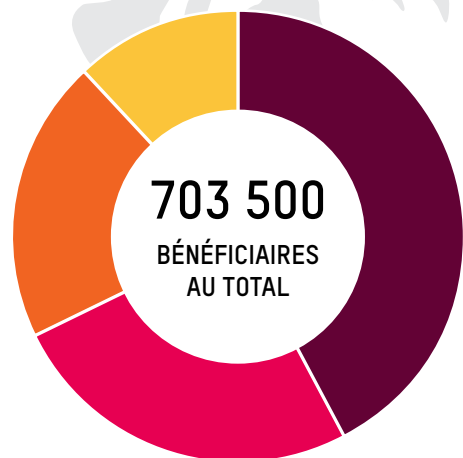
Nos équipes ont été confrontées à d'énormes difficultés logistiques : routes bloquées, aéroports fermés, électricité coupée... Néanmoins, à la fin de la première semaine, nous sommes parvenus à apporter une aide humanitaire d'urgence (eau potable, nourriture, abris) aux personnes vulnérables. En mars, soit quatre mois après le passage du typhon, environ 650 000 personnes avaient reçu d'Oxfam une aide nécessaire à leur survie.

Nous avons alors commencé à aider les familles à retrouver des moyens de subsistance pour qu'elles puissent



## TRAJECTOIRE DU TYPHON HAIYAN AUX PHILIPPINES

(Source : UNOCHA)



 **50 %**  
DE FEMMES ET DE FILLES

reconstruire leur vie brisée. Nous étions particulièrement préoccupés par le sort des personnes les plus pauvres, qui étaient aussi les plus touchées et qui n'avaient peu, voire pas, de ressources pour se relever. Dans l'ensemble de notre travail, nous avons tout mis en œuvre pour comprendre l'impact que le typhon avait sur la vie des femmes et des hommes et répondre à leurs besoins respectifs.

### EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

Immédiatement après la catastrophe, notre priorité était d'empêcher la propagation des maladies. Nous avons donc fourni de l'eau potable, des latrines et des articles d'hygiène de base. Nous avons également distribué des seaux, du savon, des sous-vêtements propres, des moustiquaires et des nattes de couchage à 62 500 familles. 27 300 kits d'eau, contenant un jerrycan, un seau et du matériel de traitement de l'eau, ont en outre été distribués pour que les populations aient de l'eau potable. Toujours dans un souci de propreté et de prévention des maladies, nous avons aussi construit et réparé 3 300 latrines communautaires.

En collaboration avec les autorités locales de Tacloban, nous avons réparé des canalisations cassées, ce qui a permis à plus de 200 000 personnes

parmi les plus touchées d'avoir de l'eau potable quelques jours après le passage du typhon. Nous avons également aidé les administrations publiques à améliorer le ramassage des déchets et nous avons drainé l'eau stagnante, qui favorise la reproduction des moustiques, afin de réduire le risque de transmission des maladies.

### AIDER LES SINISTRÉS À SE NOURRIR ET À GAGNER LEUR VIE

Après la catastrophe, les familles avaient désespérément besoin de nourriture. Pour leur permettre d'acheter ce dont elles avaient besoin sur les marchés locaux, nous avons fait des dons en espèces ou avons rémunéré, également en espèces, du travail comme le déblaiement des décombres. Le fait de remettre des espèces laisse aux gens une liberté de choix ainsi qu'un contrôle sur leur vie et fait tourner l'économie locale. Mais il ne peut s'agir que d'une mesure provisoire. Si l'on veut que les communautés sortent renforcées de la crise, les habitantes et habitants doivent recommencer à gagner leur vie pour pouvoir subvenir aux besoins de leur famille.

Nous avons fourni des semences de riz à plus de 6 000 agricultrices et agriculteurs de Leyte, pour qu'ils puissent remplacer les récoltes détruites

par le typhon et semer à temps pour la récolte suivante. Nous leur avons également fourni des tronçonneuses et d'autre matériel pour qu'ils puissent débarrasser les champs des cocotiers abattus et tirer un revenu de la vente du bois. Les communautés de pêcheurs ont également bénéficié d'une aide pour construire de nouveaux bateaux, réparer leurs filets et ainsi reprendre la pêche.

Nous continuerons à aider les familles le temps que leurs moyens de subsistance soient rétablis et à collaborer avec le gouvernement philippin, ainsi que la communauté internationale, pour nous assurer que les initiatives de relèvement aident en priorité les personnes les plus démunies à sortir de la pauvreté. Le travail d'Oxfam a été bien accueilli. Sur Bantayan, une des îles les plus durement touchées, une petite « stèle » a été construite pour remercier Oxfam d'avoir contribué à générer des emplois et assurer une certaine sécurité financière.

### DÉFENDRE LES DROITS DES PLUS PAUVRES

Le typhon Haiyan a très durement frappé les secteurs de l'agriculture et de la pêche, détruisant plus de 33 millions de cocotiers et environ 30 000 bateaux, rendant les personnes qui en



vivaient tributaires de l'aide et de la distribution alimentaire. Au cours des premiers mois, l'aide d'urgence leur a permis de survivre, mais au bout de quatre mois d'efforts pour reconstruire leur moyens de subsistance, elles ne bénéficiaient plus des initiatives de relèvement. Les planteurs devaient sans attendre dégager les arbres tombés avant que ceux-ci ne pourrissent, mais pour cela, l'autorisation des propriétaires fonciers leur était nécessaire. Les communautés de pêcheurs s'inquiétaient en outre de devoir déménager à cause d'une loi interdisant la construction d'habitations à moins de 40 mètres du littoral. Oxfam a pu soutenir ces deux groupes de la population en persuadant les autorités de modifier leur approche de la réinstallation des communautés de pêcheurs et de garantir un revenu aux cultivateurs de noix de coco les plus pauvres.

#### RÉDUIRE L'IMPACT DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

« Le typhon Haiyan nous montre la tournure que vont prendre les choses, estime Justin Morgan, directeur pays d'Oxfam aux Philippines. Le changement climatique risque de renforcer l'intensité

*des typhons dans notre région. Nous allons avoir besoin d'une aide prolongée et de programmes durables pour nous préparer à faire face à d'autres typhons comme celui-ci. »*

Oxfam œuvre à tous les niveaux pour réduire la vulnérabilité des plus démunis face à l'impact des phénomènes météorologiques extrêmes et aider les communautés à renforcer leur résilience. En mai 2013, Oxfam a publié le rapport « **Pas de hasard : résilience et inégalités face au risque** », qui invitait les gouvernements et les organismes d'aide à prendre des mesures concrètes pour s'attaquer aux effets croissants du changement climatique, tels que l'augmentation des inégalités et de la vulnérabilité des populations aux catastrophes. Ce rapport a été bien accueilli par la communauté humanitaire, ECHO, OCHA et d'autres organismes d'aide humanitaire et de développement.

Oxfam travaille également à l'élaboration de politiques internationales qui mettent davantage l'accent sur l'aide à apporter aux communautés pour que celles-ci deviennent plus résilientes face aux phénomènes météorologiques extrêmes. La réduction des risques de catastrophe,



qui vise à aider les populations à prendre des mesures pour atténuer l'impact des typhons ou de graves inondations, a fait ses preuves mais n'est pas encore considérée comme indispensable par les autorités nationales et la communauté internationale.

Oxfam poursuit ses efforts afin qu'à partir de 2015 (au terme des objectifs du Millénaire pour le développement), la réduction des risques de catastrophe devienne un élément incontournable de l'élaboration des politiques internationales. Cela impliquera de participer à la renégociation du Cadre d'action de Hyogo et de s'assurer que le renforcement de la résilience devienne un objectif prioritaire lors du Sommet humanitaire mondial (2016).

#### LA CRISE AU SOUDAN DU SUD

Oxfam travaille au Soudan du Sud depuis 1983. Nous apportons une aide humanitaire aux victimes des violences armées, des sécheresses et des inondations, ainsi qu'une aide au développement sur le long terme pour les communautés les plus vulnérables. En décembre 2013, un conflit a éclaté entre plusieurs groupes politiques, faisant des milliers de morts et chassant près d'un million de personnes de chez elles. Pour échapper aux violences, elles se sont réfugiées dans des camps à l'intérieur du pays et dans les pays voisins, essentiellement l'Éthiopie et l'Ouganda.



Oxfam était bien préparée à répondre aux besoins des communautés touchées par le conflit. Trois mois à peine après le début des affrontements, 120 000 personnes avaient bénéficié d'une aide nécessaire à leur survie au Soudan du Sud et en Ouganda : accès à l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène, notamment. Étant donné que la population ne pouvait plus cultiver la terre, nous avons également fourni une aide alimentaire d'urgence et des produits ménagers de base.

Les personnes qui arrivent dans les camps de réfugiés sont souvent traumatisées et perdues. Il est indispensable de leur parler, notamment aux femmes et aux enfants, d'écouter leurs préoccupations et d'y répondre par des initiatives qui leur faciliteront un peu la vie. Au Soudan du Sud, nous avons installé l'éclairage solaire près des latrines pour que les réfugiés se sentent plus en sécurité la nuit et pour réduire le risque d'agressions physiques et sexuelles. Nous avons également distribué des bons pouvant être échangés contre des aliments et du charbon sur les marchés locaux.

En Ouganda, plus de 32 000 réfugiés du Soudan du Sud ont bénéficié d'eau potable, d'installations d'assainissement et de conseils en matière de pratiques d'hygiène à adopter pour éviter l'apparition de maladies. Là aussi, il était indispensable de collaborer avec les communautés hôtes. Avec l'aide de nos partenaires, nous avons employé près de 3 000 personnes pour travailler à l'amélioration des routes et creuser des sites d'enfouissement des déchets. Cela a rendu un service utile et pérenne à la communauté tout en assurant un revenu aux réfugiés pour qu'ils et elles puissent subvenir aux besoins de leur famille.

#### **PROTÉGER LA POPULATION CIVILE CONTRE LA VIOLENCE**

Depuis le début de la crise, Oxfam a, au total, aidé plus de 120 000 personnes au Soudan du Sud et en Ouganda. Pourtant, la situation s'aggrave et d'autres efforts sont nécessaires pour venir en aide aux personnes touchées et les protéger. Près de 5 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire, parmi lesquelles 200 000 enfants, qui souffrent de malnutrition aiguë sévère. Le début de la saison des pluies a fortement augmenté



les risques de maladies et entraîne également d'importantes difficultés logistiques pour l'acheminement de l'aide par les organisations humanitaires.

Depuis le début du conflit, Oxfam appelle au renforcement de l'aide et de la protection des civils. Nous travaillons avec d'autres ONG et des organismes d'aide pour trouver une solution politique à la crise et promouvoir l'unité et la réconciliation.

#### **RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

En décembre 2012, un violent conflit entre groupes armés a éclaté en République centrafricaine, entraînant

l'une des crises humanitaires les plus graves de l'année. Des centaines de milliers de personnes ont dû fuir pour sauver leur vie. Elles ont trouvé refuge dans des villages moins menacés et des camps de déplacés à l'intérieur du pays, mais aussi dans les pays voisins. Deux millions et demi de personnes, soit plus de la moitié de la population, avaient besoin d'une aide d'urgence. De nombreuses familles ne mangeaient qu'une fois par jour.

La situation se détériorant, la nourriture s'est raréfiée, car les paysannes et paysans ne pouvaient plus s'occuper de leurs champs et la plupart des commerçantes et commerçants avaient



fui le pays. Les personnes déplacées qui avaient trouvé refuge dans les camps avaient un besoin urgent d'eau potable et d'équipements sanitaires. Bien qu'Oxfam n'ait encore jamais travaillé en République centrafricaine, nous ne pouvions ignorer la gravité de cette situation. Nous avons alors ouvert un bureau dans la capitale, Bangui, déchirée par le conflit. Dans ce contexte difficile, notre équipe a fourni de l'eau potable à 20 000 personnes en quelques semaines seulement.

Au Tchad, pays voisin, Oxfam travaille depuis de nombreuses années dans les camps de réfugiés. Aujourd'hui, près de 80 000 Centrafricaines et Centrafricains sont venus s'ajouter aux réfugiés déjà présents et nos équipes veillent à ce qu'ils aient accès à de l'eau potable et à améliorer leur situation alimentaire.

Comme dans les autres situations d'urgence similaires, il est indispensable que la communauté internationale s'unisse pour venir en aide à la population civile, assurer sa protection et contribuer à la pacification du pays. S'associant à d'autres groupes humanitaires, Oxfam presse la communauté internationale d'allouer les fonds qui permettraient de

répondre aux besoins fondamentaux de la population et aux besoins pressants des femmes et des filles en matière de sécurité.

## AFGHANISTAN

Oxfam travaille depuis des dizaines d'années aux côtés de nos partenaires pour soutenir des projets qui ont considérablement amélioré la vie des communautés en Afghanistan. Notre approche associe interventions d'urgence et travail de développement et de plaidoyer. Elle vise notamment à aider les femmes à gagner en autonomie. Avec d'autres ONG et groupes de la société civile, Oxfam fait également campagne en faveur de changements en Afghanistan, s'efforçant notamment d'améliorer la protection des citoyennes et citoyens et contribuant à renforcer la stabilité.

En 2013, Oxfam a lancé avec l'Institut de recherche pour les femmes, la paix et la sécurité (RIWPS) une campagne publique visant à améliorer les perspectives des femmes au sein de la police afghane. Le projet éducatif afghan de la BBC a diffusé une série d'émissions sur le travail des femmes



agentes de police dans vingt provinces afghanes, un moyen efficace pour changer les perceptions et attirer l'attention sur le formidable travail déjà effectué. Depuis le début de la campagne, davantage d'Afghanes sont entrées dans la police. Il y a aujourd'hui 1 700 femmes agentes de police. En 2014, la première femme chef de police de district a été nommée à Kaboul, et le gouvernement afghan a promis de former 10 000 autres femmes au cours des prochaines années. (Consultez notre rapport « **Les femmes et la police afghane** ».)

Suite à cette campagne, le ministère de l'Intérieur afghan a qualifié Oxfam de grand moteur de la prise de décision et du changement de politique en matière de droits des femmes à l'échelle nationale. Et le nombre de femmes osant signaler les cas d'abus sexuels a augmenté de 28 %. Cette bonne nouvelle a néanmoins été tempérée par le fait que seulement 2 % de ces cas ont été jugés. Oxfam a communiqué les résultats de cette étude à l'ONU, ce qui a influé sur les conclusions du rapport de la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan.



## ACCROÎTRE LA PORTÉE ET LA RAPIDITÉ DE NOS INTERVENTIONS

Les phénomènes météorologiques extrêmes vont devenir de plus en plus violents sous l'effet du changement climatique. Une partie des dommages pourra être atténuée grâce à des programmes de réduction des risques de catastrophe, qui aident les communautés à s'y préparer et à renforcer leur résilience. Cependant, avec la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes, de plus en plus de vies seront dévastées. Cela accroît la pression sur Oxfam et nos partenaires pour trouver des moyens efficaces et durables de sauver des vies et d'aider les populations à se reconstruire.

Nous croyons que l'aide humanitaire doit être fournie et gérée au plus près de l'origine de la catastrophe. Il faut pour cela s'assurer que les équipes pays d'Oxfam qui travaillent dans des zones vulnérables disposent de l'équipement et des qualifications nécessaires pour intervenir au plus vite en cas de besoin. Le plus souvent, ces situations ne font pas les gros titres. En plus de renforcer notre propre capacité à répondre aux situations d'urgence, nous travaillons étroitement avec nos partenaires

locaux pour partager nos approches et nos ressources, et veiller à ce que les populations soient mieux préparées.

## INTERVENTION RAPIDE ET EFFICACE EN INDE

En 2013, les affrontements communautaires et ethniques à Assam, les inondations en Uttarakand et le cyclone Phailin ont dévasté la vie de millions de personnes en Inde. Les dommages causés par le seul cyclone Phailin ont fait 8 millions de victimes dans l'est de l'État d'Orissa. Oxfam est rapidement intervenue après le passage du cyclone, fournissant de l'eau potable, de la nourriture et des abris à plus de 110 000 personnes, ainsi que des petits versements en espèces pour que les personnes sinistrées puissent satisfaire leurs besoins immédiats.

Dès les premières semaines, des camions ont livré une eau potable indispensable dans les villages. Nous avons également réparé et amélioré les installations sanitaires et nous sommes assurés que les communautés appliquaient les bonnes pratiques en matière d'hygiène, afin de réduire les risques de maladies. Des matériaux de construction ont également été distribués pour que les sinistrés

puissent se construire des abris provisoires en attendant de pouvoir reconstruire leur maison.

Nous avons ensuite commencé à travailler avec les communautés locales pour les aider à reconstruire. Nous avons réparé et amélioré des puits et des forages afin de pouvoir rétablir l'approvisionnement en eau pour l'usage domestique et les cultures. Il était également important de former les communautés pour qu'elles puissent assurer elles-mêmes la maintenance de leurs nouveaux systèmes d'approvisionnement en eau.

Avant le passage du cyclone, les familles des villages vivaient de l'agriculture et de la pêche. Il était donc important de les aider à redémarrer leur petite entreprise pour qu'elles puissent restaurer leurs moyens de subsistance. Nous avons mis en place des programmes de travail rémunéré en espèces. Les participantes et participants étaient payés chaque jour pour nettoyer les champs, restaurer les points d'eau et réparer les routes et les étangs d'élevage endommagés. Ces petites injections de liquidités les ont aidés à retrouver une vie normale, ce qui a profité aux familles et à l'ensemble des communautés.

# 97 500

BÉNÉFICIAIRES AU TOTAL

 **47 800**  
FEMMES ET FILLES

 **49 700**  
HOMMES ET GARÇONS

 **7**  
ORGANISATIONS PARTENAIRES

Immédiatement après la catastrophe, Oxfam a fourni des rations alimentaires d'urgence. Dans un deuxième temps, nous avons distribué des graines pour que les familles puissent commencer à semer et préparer la prochaine récolte. Nous avons plus spécifiquement ciblé les associations de femmes, leur fournissant des semences, des outils et leur dispensant des formations pour qu'elles puissent créer des potagers. À Puri et Ganjam, où les étangs assuraient auparavant un moyen



de subsistance à de nombreuses communautés, de petites subventions ont aidé les femmes à relancer l'activité de séchage du poisson destiné à la vente sur les marchés locaux.

### L'HISTOIRE DE RANJANI

« Il était environ 9 heures du matin lorsque le vent s'est mis à souffler très fort. La température a soudain chuté. Le vent et la pluie semblaient venir de tous les côtés », se souvient Ranjani. Avec sa famille, Ranjani s'est abritée dans une école voisine où 400 personnes ont trouvé refuge. L'eau leur arrivait déjà aux genoux. Le vent n'a commencé à faiblir que vers 4 heures du matin le lendemain. L'eau a alors commencé à se retirer.

Ranjani et sa famille sont restés confinés dans les locaux de l'école pendant quatre jours. Lorsqu'ils sont rentrés chez eux, un spectacle de dévastation les attendait : les maisons étaient effondrées, remplies de vase, d'eau et de débris. « Nous étions mentalement et physiquement épuisés et sous le choc. Plusieurs d'entre nous sont tombés malades et ont eu de la fièvre. »

Le gouvernement a fourni une aide alimentaire immédiate, et Oxfam et son partenaire local ont fourni de la nourriture, des bâches de protection, des tapis de sol, des couvertures, du savon, des seaux et des comprimés purificateurs d'eau. Il s'est alors remis à pleuvoir abondamment, ce qui a provoqué de nouvelles inondations et aggravé la situation de celles et ceux qui avaient déjà subi tant de pertes.

Ranjani participe à un programme « argent contre travail » d'Oxfam, qui consiste à améliorer les systèmes d'irrigation de son village. « Nous creusons un canal qui sera utilisé pour l'irrigation et abreuver le bétail, mais surtout, le canal dérivera l'eau loin du village et de nos maisons en cas de nouvelle inondation. » L'argent que gagne Ranjani lui permet d'assurer l'intendance du ménage mais aussi de couvrir les frais scolaires de ses enfants. « Oui, nous avons perdu notre maison, mais au moins nous sommes vivants, sains et saufs. Et Oxfam nous a aidés à reconstruire notre vie. »



### RÉPONDRE ET SE PRÉPARER AUX FUTURS ÉVÈNEMENTS CLIMATIQUES EN CHINE

Le 20 avril 2013, un tremblement de terre de magnitude 7.0 sur l'échelle de Richter a secoué la province de Sichuan en Chine, faisant près de 200 victimes et obligeant 700 000 personnes à quitter leur maison. Plus de 200 000 maisons ont été détruites. L'équipe d'Oxfam à Sichuan a pu rapidement accéder à la zone sinistrée pour venir en aide aux communautés touchées. Nous avons fourni du matériel de première

nécessité, tel que des ustensiles de cuisine, des moustiquaires, des bâches de protection et des nattes de couchage aux personnes qui avaient perdu leur maison. Nous avons également réparé des systèmes d'approvisionnement en eau, construit des latrines durables et des cabines de douche, et distribué des kits d'hygiène personnelle pour réduire les risques de maladies.

Une fois les besoins immédiats satisfaits, Oxfam a commencé à travailler aux côtés des communautés pauvres dans certaines régions



isolées pour les aider à mieux se préparer à l'impact d'un nouveau séisme. Pour cela, nous avons proposé diverses activités communautaires : cartographie des endroits susceptibles d'être touchés, élaboration de plans d'évacuation et conseils en matière de construction d'abris d'urgence. Dans le cadre de ce programme, nous avons également reconstruit les routes qui avaient été détruites par le séisme afin que les gens puissent à nouveau se rendre dans les villes voisines, gagner de l'argent et ainsi reconstruire plus rapidement leur vie.

Il était indispensable que les organisations locales (l'Association de volontaires de la communauté de Beichuan, le Comté autonome de la minorité ethnique de Qiang et l'ONG Service Park de Chengdu) aient les compétences nécessaires pour aider les communautés à mieux faire face aux situations d'urgence dans les zones à haut risque. Oxfam a pris soin d'associer ces organisations à nos programmes d'intervention pour qu'elles puissent continuer à travailler avec ces communautés.

## DOUBLE CATASTROPHE AU MEXIQUE

Au mois de septembre 2013, deux tempêtes tropicales, Manuel et Ingrid, ont simultanément frappé les côtes ouest et est du Mexique. Cette double catastrophe a frappé 22 des 32 États mexicains, fait 157 victimes et obligé des milliers de personnes à abandonner leur maison. Les routes, les maisons et les ponts ont été détruits, ainsi que des milliers d'hectares de cultures.

L'intervention d'Oxfam s'est concentrée sur l'État de Guerrero, sur la côte Pacifique, une zone qui n'était pas prise en charge par l'aide gouvernementale ou les autres organisations humanitaires. Sur une période de trois mois, avec nos partenaires, nous sommes venus en aide à 5 500 personnes dans 25 communautés qui étaient déjà la proie de nombreux actes de violence et d'une pauvreté endémique.

Nous avons réparé les systèmes d'approvisionnement en eau pour reconstituer les ressources d'eau potable, distribué des outils pour déblayer les décombres et animé des ateliers de promotion de l'hygiène pour sensibiliser la population aux risques de maladies. Nous avons également fourni des aliments pour le bétail et

avons vérifié que les vaches étaient vaccinées. Nous nous sommes assurés que les communautés comprenaient leurs droits en matière d'accès à l'aide d'urgence du gouvernement et avons exhorté les autorités locales et nationales à mieux se préparer en cas de nouvelle catastrophe.

Cette région du Mexique est déjà confrontée à de nombreuses difficultés et le changement climatique risque de provoquer des phénomènes météorologiques de plus en plus extrêmes. Nous continuerons à veiller à ce que les personnes les plus vulnérables bénéficient du soutien auquel elles ont droit, et à ce qu'elles deviennent plus résilientes et capables de faire face aux crises.

## LE CONFLIT PLONGE LE MALI DANS LA CRISE

Dans la région aride du Sahel, en Afrique, le Mali et les pays voisins devaient non seulement faire face à l'impact d'une crise alimentaire majeure touchant 18,7 millions de personnes, mais aussi aux conséquences humanitaires du conflit dans le nord du Mali. Début 2013, des affrontements entre des groupes insurgés et l'intervention de l'armée qui s'en est

suivie ont entraîné le déplacement de plus de 350 000 personnes au Mali et obligé 175 000 autres à chercher refuge dans les pays voisins.

Oxfam a alors mis en place un programme humanitaire répondant aux besoins fondamentaux des personnes déplacées au Mali même et à l'afflux de réfugiés en Mauritanie, au Burkina Faso et au Niger. Avec ses partenaires locaux, Oxfam a fourni un approvisionnement d'urgence en eau potable, une aide alimentaire et des installations sanitaires à 240 000 personnes. Nous avons également travaillé avec les réfugiés pour les aider à se sentir moins vulnérables et leur permettre d'affronter de nouvelles situations difficiles. Les programmes d'épargne et les banques de graines peuvent renforcer la capacité des éleveurs ou des agriculteurs à faire face aux périodes de crise, en rendant leur moyen de subsistance viable et plus durable.

Nous avons veillé à ce que les communautés puissent avoir accès à de l'eau potable en toute saison et que le maintien des équipements et des services soit facile à assurer. Dans toutes ces activités, nous avons tenu compte des besoins spécifiques



des femmes, des hommes et des enfants, et nous nous sommes efforcés d'assurer la protection des personnes les plus exposées aux risques de violations des droits humains et de violences sexuelles.

#### AGGRAVATION DE LA SITUATION ALIMENTAIRE

Les personnes qui avaient fui de l'autre côté de la frontière vers la Mauritanie, le Burkina Faso et le Niger commencent à revenir au Mali. Oxfam est en train de réduire progressivement son aide et de passer le relais à ses partenaires dans ces pays pour les activités en cours. La situation humanitaire au Mali n'est pas encore stabilisée et la sécurité alimentaire, en particulier dans la région instable du nord, est très alarmante. Au mois de mars 2014, plus de 1,5 million de personnes avaient encore besoin d'aide pour subvenir à leurs besoins alimentaires quotidiens. Oxfam concentre désormais ses efforts dans le nord du Mali et prévoit de fournir une aide d'urgence à 200 000 personnes au cours de l'année à venir, tout en aidant la population à améliorer ses moyens de subsistance et ses ressources face à l'avenir. Nous

travaillerons très étroitement aux côtés des femmes vulnérables pour renforcer leur pouvoir d'action et leur capacité de générer leurs propres revenus. Dans cette optique, 200 femmes victimes de violences participent à un projet qui leur permettra de gagner leur vie.

#### PAIX, RÉCONCILIATION ET PROTECTION DES CIVILS

Depuis le début du conflit en 2012, Oxfam n'a eu de cesse de militer pour la protection des populations civiles. Nous avons mené des activités de lobbying auprès des gouvernements et des institutions internationales, les exhortant à répondre aux besoins des personnes victimes de violences. Oxfam est convaincue qu'une solution pérenne au conflit du Mali ne pourra être trouvée que lorsque les causes profondes de l'insurrection seront comprises. Au mois de juin 2013, nous avons interviewé des personnes impliquées dans le conflit. Nous avons constaté que la plupart d'entre elles étaient disposées à entamer un dialogue et à envisager une réconciliation. En donnant aux gens les moyens de faire entendre leur voix, Oxfam a favorisé un environnement



**CI-DESSUS À DROITE :** Début 2013, des affrontements entre des groupes insurgés et l'intervention de l'armée ont entraîné le déplacement de plus de 350 000 personnes au Mali et poussé 175 000 autres à chercher refuge dans les pays voisins. Nanaï Touré et sa famille étaient à Konna quand des hommes en arme ont fait irruption dans son village. Elle a pu s'enfuir avec le plus jeune de ses enfants, mais n'a retrouvé les deux autres qu'une semaine plus tard, à son retour. PHOTO © Habibatu Gologo | OXFAM



dans lequel les institutions nationales et internationales puissent envisager différentes manières d'établir une paix durable. Cette disposition était évidente lors d'une importante conférence de donateurs pour le développement qui a eu lieu au Mali en mai 2013.

Oxfam a également participé à une campagne internationale visant à sensibiliser l'opinion publique aux violences faites aux femmes. Dans le cadre d'une campagne nationale intitulée « 16 jours d'activisme contre la violence sexiste », nous avons présenté des photos de femmes et d'hommes qui avaient souffert de violences sexistes et sexuelles dans les villes de Gao, Tombouctou et Bamako, entre autres. Cette approche a permis de briser le silence qui entoure ces crimes, de manière à ce que leur incidence sur le tissu social du Mali ne passe pas inaperçue.

## SOMALIE

### AIDER LES SOMALIENNES ET SOMALIENS DANS LE PAYS ET À L'ÉTRANGER

Les deux décennies d'affrontements et d'instabilité en Somalie ont gravement porté atteinte aux infrastructures et à la prospérité du pays. La population fait

difficilement face à la situation, surtout lors des périodes de sécheresses ou d'inondations. Bien que les conditions de vie soient meilleures que les années précédentes, plus de 3 millions de personnes ont encore besoin d'aide humanitaire, 1,1 million de personnes sont encore déplacées et 1 million sont réfugiées dans d'autres pays. Le taux de mortalité maternelle est le deuxième le plus élevé au monde, et le taux de mortalité, le plus élevé au monde.

### HUMANITAIRE

Soixante-dix pour cent de la population n'a pas accès à l'eau potable et moins d'une personne sur quatre dispose d'installations sanitaires adéquates et de services de santé de base. L'approche d'Oxfam a consisté à répondre aux besoins fondamentaux des personnes les plus vulnérables, notamment à ceux des enfants sous-alimentés et des femmes enceintes. Nous avons également mis en place des programmes alimentaires et fourni des aides en espèces pour que les bénéficiaires puissent s'acheter à manger sur les marchés locaux, au lieu de dépendre de l'aide alimentaire.

Entre janvier et mars 2014, plus de 360 000 personnes ont bénéficié de l'aide humanitaire d'Oxfam, ce qui porte le total

à plus d'un million de personnes depuis janvier 2013. Nos partenaires locaux ont joué un rôle déterminant dans la réussite de nos actions, en facilitant notre accès à un large éventail de communautés et en nous aidant à comprendre comment répondre au mieux à leurs besoins. Nous avons également fait bon usage de la technologie numérique pour cibler le plus efficacement possible les bénéficiaires. Nous avons par exemple utilisé la téléphonie mobile pour envoyer de l'argent en toute sécurité aux personnes les plus démunies.

### RENFORCER LA RÉSILIENCE AUX SÉCHERESSES

La Somalie est un pays aride. Bien que les agricultrices et agriculteurs parviennent habilement à tirer le meilleur de leurs terres, celles et ceux qui sont encore déplacés ou rentrés depuis peu dans leur village auraient besoin de plus de soutien pour relancer leur activité. Cette année la récolte était inférieure à la moyenne. Les réserves alimentaires seraient donc insuffisantes et il n'y aurait pas assez de semences pour replanter à la saison suivante.

Avec ses partenaires, Oxfam a aidé ces personnes à réinvestir dans leurs terres

et à renforcer leur sécurité pour pouvoir surmonter les périodes d'austérité et de conflit. Aujourd'hui, les programmes de plantation d'arbres permettent d'améliorer la fertilité du sol, les systèmes d'approvisionnement en eau ont été réparés pour pouvoir irriguer les champs, les semences et les outils fournis sont utilisés pour planter des cultures vivrières et fourragères, et les programmes de vaccination protègent la population des risques de maladies. Oxfam a également dispensé des formations et des fonds aux communautés vulnérables pour qu'elles puissent créer de petites entreprises.

### AUX CÔTÉS DES FEMMES

En Somalie, Oxfam a collaboré avec des organisations partenaires pour permettre aux femmes et aux hommes de mieux se faire entendre pour influencer sur les décisions qui les concernent. Nous avons travaillé avec des groupes et des organisations locales afin de les aider à mieux comprendre leurs droits fondamentaux et à exprimer leurs préoccupations auprès des autorités, ainsi que par le biais des médias nationaux et internationaux. Nous avons dispensé une formation





aux porte-parole et aux militantes et militants locaux pour qu'ils soient mieux préparés à faire pression pour le respect du quota de femmes au Parlement du Somaliland. Les droits civils et politiques des femmes ont fait l'objet de débats lors d'émissions de radio, touchant une audience de plus de 10 000 personnes. La situation en Somalie reste difficile pour les femmes, mais les choses évoluent.

#### LE SUCCÈS DES ENVOIS DE FONDS

À l'heure actuelle, il n'existe pas de secteur bancaire classique en Somalie. Plus de 40 % des familles dépendent d'envois de fonds qui leur parviennent

de parents partis travailler à l'étranger. Ces transferts d'argent représentent un tiers de l'économie de la Somalie et de nombreuses personnes en dépendent pour satisfaire leurs besoins fondamentaux.

Dans leurs efforts de lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent, les banques et les régulateurs financiers risquaient involontairement de saper ce moyen de subsistance et de le marginaliser. En travaillant étroitement avec ses partenaires, Oxfam s'est efforcée de convaincre les gouvernements britannique et américain, les banques et les

opérateurs de transfert de fonds en Somalie de trouver ensemble une solution à ce problème.

Dans un premier temps, Oxfam a recueilli les réactions des Somaliennes et Somaliens qui vivaient dans le pays sur l'impact potentiel de l'arrêt des transferts d'argent. Puis nous avons produit un **document d'information conjoint** (signé par 13 autres organisations) expliquant dans quelle mesure les envois de fonds du Royaume-Uni étaient indispensables pour satisfaire les besoins fondamentaux de la population. Nous avons organisé des tables rondes avec les principaux ministères concernés du Royaume-Uni et des États-Unis. Nous avons informé les responsables politiques en amont d'un débat au Parlement britannique. Nous avons planifié une rencontre à Nairobi avec l'Institut de la vallée du Rift, auquel plus de 300 personnes ont assisté. Nous avons rencontré les banques et les sociétés somaliennes concernées. Nous avons organisé un débat d'experts sur cette question à l'occasion du Festival de la Semaine de la Somalie à

Londres, et nous avons soutenu une excellente campagne menée par des Somaliennes et Somaliens vivant au Royaume-Uni, qui a permis de recueillir 100 000 signatures en l'espace d'une semaine.

Notre travail assidu, conjugué aux divers efforts de campagne, a suscité une couverture médiatique importante et permis de souligner l'importance des envois de fonds pour la population somalienne. Le gouvernement britannique a mis en place un groupe de travail pour s'attaquer à ce problème. La campagne a également contribué à la décision du groupe bancaire Barclays de reporter la clôture des comptes.

#### SOUDAN : L'APPROCHE PARTENARIALE

La reprise des violences au Darfour en 2013 et début 2014 a fait fuir des centaines de milliers de personnes. Plus de 200 000 hommes, femmes et enfants ont quitté leur maison pour chercher refuge dans des camps et des villages moins menacés, n'ayant pratiquement rien emporté, que les



vêtements qu'ils portaient. Oxfam travaillait déjà avec des partenaires dans cette région. Nous avons alors lancé de nouveaux programmes pour faire face à la gravité de la situation. Nous nous sommes rendus dans de nombreux endroits pour livrer de l'eau potable, des installations sanitaires, des produits d'hygiène et d'autres biens de première nécessité à 90 000 personnes nouvellement déplacées dans l'ensemble du Darfour. Nous les avons également tenues informées des conditions de sécurité dans la région.

Au Soudan, notre ambition est de fournir une aide d'urgence de grande qualité et de renforcer la capacité de nos partenaires locaux dans ce domaine. Il s'agit de notre priorité immédiate à chaque nouvelle flambée de violence. Sur place, nous travaillons étroitement avec l'organisation locale Kebkabiya Smallholders Charitable Society (KSCS), qui *« a accès à tous les villages de la région et qui peut atteindre et mobiliser tout le monde, même en période de conflit »*, explique Mohamed Abdel Rahaman, qui travaille pour KSCS.

Au mois de mars 2014, de violents affrontements ont éclaté dans une grande ville du nord du Darfour. Malgré les problèmes de sécurité, KSCS a pu rapidement apporter de l'eau potable aux dizaines de milliers de personnes déplacées par les violences. Lorsque les habitantes et habitants ont regagné ce qu'il restait de leur maison, KSCS a remis en état tous les points d'eau de la ville et a entrepris des démarches en vue d'une amélioration durable de la qualité de l'eau et de la santé publique. Le principal défi que doivent relever Oxfam et ses partenaires au Soudan est d'aider les communautés vulnérables à se relever de la crise et des violences menaçant les vies, mais aussi à devenir plus fortes et résilientes, et à préparer le terrain pour le développement à l'avenir.

#### FAIRE ENTENDRE LES VOIX SOUDANAISES DANS LES NÉGOCIATIONS DE PAIX

Au cours de l'année écoulée, Oxfam a veillé à ce que la voix et les préoccupations de ses partenaires soudanais soient entendues lors des discussions élargies sur le rétablissement de la paix dans les pays de la région touchés par le conflit,



c'est-à-dire au Soudan, au Soudan du Sud, en République démocratique du Congo, en Somalie et au Mali. En avril 2013, à l'occasion de la célébration du 50<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'Union africaine, nous avons, avec d'autres organisations, recueilli le témoignage de personnes originaires de ces pays afin de mieux comprendre leurs espoirs et leurs aspirations à la paix.

#### LES BESOINS SPÉCIFIQUES DES FEMMES AU YÉMEN

Le Yémen est le pays le plus pauvre du monde arabe et l'une des régions où la population est plus particulièrement exposée aux pénuries alimentaires. L'incapacité du gouvernement à mettre un terme aux violences et à juguler les prix élevés des denrées alimentaires et du carburant a aggravé une situation humanitaire déjà désastreuse. En 2014,



le nombre de Yéménites qui manquaient d'eau, de nourriture et de biens de première nécessité était estimé à 14,7 millions, soit plus de la moitié de la population du pays.

Oxfam travaille au Yémen depuis 29 ans. Cette année, nous avons répondu aux besoins fondamentaux de plus d'un demi-million de personnes. Nous avons distribué de petits dons en espèces aux ménages pour qu'ils puissent subvenir à leurs besoins essentiels, mais aussi investir dans des activités qui leur permettraient de générer un revenu durable. Nous avons également poursuivi notre programme mené en collaboration avec les compagnies publiques des eaux et les communautés pour améliorer l'approvisionnement en eau potable dans l'ensemble du Yémen.

Notre programme au Yémen a pu être optimisé grâce à une étude qui visait à améliorer notre connaissance des rôles spécifiques des femmes et des hommes au sein de la société yéménite. Nous avons ainsi mieux compris les dynamiques à l'œuvre au sein des communautés et peaufiné notre programme de manière à pouvoir mieux gérer certains problèmes auxquels les personnes vulnérables sont confrontées.

Oxfam est convaincue que les femmes peuvent jouer un rôle plus important dans la stabilisation et la promotion du développement au Yémen. Pour cela, nous avons commencé à travailler avec certains partenaires, comme le groupe des « Amis du Yémen », afin de créer ensemble de nouvelles opportunités pour les femmes. Le fait de connaître le rôle des femmes dans les économies locales, comme par exemple le commerce de vêtements, nous permet de mieux savoir comment les soutenir et les faire participer aux programmes qui visent à assurer au Yémen un avenir de stabilité à long terme.

### TRAITÉ SUR LE COMMERCE DES ARMES

*« Le commerce des armes échappe à tout contrôle. C'est un problème d'envergure mondiale qui a des conséquences terribles au niveau local. Et encore une fois, ce sont les plus pauvres qui en souffrent le plus. Un traité sur le commerce des armes est absolument indispensable si l'on veut endiguer l'afflux d'armes et rendre nos sociétés plus sûres », a affirmé Barbara Stocking, ancienne directrice générale d'Oxfam Grande-Bretagne. C'est sur ces mots que le 9 octobre*

2003, Oxfam a participé au lancement de la campagne Contrôlez les Armes, avec le Réseau international d'action contre les armes légères (IANSA) et Amnesty International. Il s'en est suivi dix ans de campagne et de plaidoyer pour parvenir à la ratification du Traité sur le commerce des armes (TCA).

À l'époque, Oxfam contribuait déjà depuis six ans au développement d'idées pour le TCA au sein d'un groupe d'ONG et de prix Nobel de la paix. Ce groupe avait en effet déjà promu l'idée d'un code de conduite international pour le commerce des armes, qui avait pris effet en 1997.

La campagne Contrôlez les Armes a été lancée au mois d'octobre 2003 dans une cinquantaine de pays. Entre 2003 et 2006, le projet de TCA a été communiqué aux gouvernements et débattu avec leurs experts, et l'idée de la faisabilité de ce projet s'est peu à peu imposée.

Dans le cadre de Contrôlez les Armes, Oxfam et ses partenaires ont lancé la pétition visuelle « Un million de visages », qui permettait aux citoyennes et citoyens de soutenir le projet de TCA

en accompagnant leur signature d'une photo de leur visage. Plus d'un million de « visages » ont ainsi été recueillis, à une époque où les smartphones et les selfies n'existaient pas et où les réseaux sociaux étaient encore peu développés (Facebook n'a été accessible au grand public qu'à partir de septembre 2006).

En octobre 2013, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a rencontré Julius Arile, originaire du Kenya, le « millionième visage » de la pétition. Julius était un ancien voleur de bétail qui a commencé à militer contre la violence armée et pour le contrôle des armes après que son meilleur ami a été tué. Cette rencontre a été organisée dans le cadre d'une campagne orchestrée par Contrôlez les Armes, qui compte aujourd'hui des membres dans plus de 100 pays. Elle s'est déroulée lors de l'Assemblée générale de l'ONU cet automne-là. Suite à la campagne, 153 pays ont voté pour le lancement du processus officiel. Le TCA a ensuite été ratifié par l'Assemblée générale de l'ONU le 2 avril 2013.







# ALIMENTATION DURABLE ET ACCÈS AUX RESSOURCES NATURELLES

## INTRODUCTION

Dans un monde bouleversé par l'imprévisibilité des saisons et la hausse considérable du prix des produits de première nécessité, les personnes pauvres et marginalisées sont les plus vulnérables et les plus touchées. Elles doivent relever plusieurs défis de taille : parvenir à cultiver et à acheter de quoi se nourrir, et obtenir un accès équitable à la terre, à l'eau et aux ressources énergétiques dont elles ont besoin pour survivre.

Ces deux grands objectifs sont étroitement liés, et ils sont tous deux inclus, par certains aspects, dans nombre de nos programmes. Mais nous les considérons comme des objectifs stratégiques distincts afin d'accorder à chacun d'eux l'attention qu'il mérite. En traitant la sécurité alimentaire comme une problématique à part, nous renforçons la résilience des personnes pauvres pour qu'elles puissent assurer leur propre subsistance dans un contexte mondial de plus en plus instable. Nos campagnes locales, nationales et internationales permettent à ces agricultrices et agriculteurs de s'exprimer. Cela suscite

une vague de soutien et permet à Oxfam ainsi qu'à d'autres de faire pression sur les gouvernements et les institutions internationales pour qu'ils reconnaissent la contribution de l'agriculture paysanne ou familiale à leur économie, et lui fournissent l'appui nécessaire.

Pour pouvoir atteindre notre objectif d'aider les communautés pauvres à bénéficier d'un accès équitable aux ressources naturelles, nous nous appuyons sur notre expérience et celle de nos partenaires et alliés en matière de programmes. Nous aidons

les gens à comprendre leurs droits pour qu'ils puissent acquérir et cultiver leurs propres terres. Les personnes pauvres se trouvent en concurrence croissante avec de puissants intérêts qui cherchent à prendre le contrôle des ressources foncières, hydriques et énergétiques. Oxfam donne une voix à ces communautés pour qu'elles ne se laissent pas intimider ou manipuler. Nous défendons leurs droits, en dénonçant l'accaparement injuste des terres ou l'exploitation des ressources naturelles par les multinationales au détriment des communautés pauvres.



## ALIMENTATION DURABLE

Dans un monde où la production alimentaire suffirait à nourrir toute la planète, il est inacceptable que près de 900 millions de personnes souffrent chaque année de la faim. Les chiffres de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) semblent indiquer que chaque jour dans le monde, une personne sur huit souffre de faim chronique.

Nous savons que l'agriculture paysanne et familiale permettrait potentiellement de réduire la pauvreté de deux milliards des personnes les plus pauvres et de répondre aux besoins alimentaires croissants de la population mondiale. De vastes superficies de terres arables sont ainsi cultivées, bien souvent par des femmes, et fournissent 80 % des aliments consommés par les habitants des pays en développement. Nous savons qu'il est possible de créer des modèles de commerce agricole plus équitables en donnant davantage de pouvoir aux petites productrices et petits producteurs sur les marchés, en appuyant le développement de

petites entreprises et en demandant aux entreprises agroalimentaires de se comporter de façon responsable.

Les prix des denrées alimentaires augmentent, mais leur qualité diminue. Près d'un milliard des personnes les plus pauvres du monde (qui ont le moins contribué au changement climatique) ont de plus en plus de difficultés à nourrir leur famille. Bientôt, le changement climatique aura une incidence sur notre alimentation à tous. Dans les pays pauvres, la lutte contre le changement climatique est axée sur la survie et le droit au développement. Les pays riches, eux, ont l'ambition de modifier leur mode de vie et leurs niveaux de consommation. Il y a là une profonde inégalité. Nous devons donc impérativement aider les pays en développement à s'adapter au changement climatique, et pour cela, commencer par l'agriculture familiale et paysanne.

En 2013, nous avons réalisé des avancées considérables, en collaboration avec nos partenaires et alliés, les gouvernements et les institutions internationales, ainsi que les millions de personnes qui vivent dans la pauvreté.

## CULTIVONS, LA CAMPAGNE D'OXFAM POUR LA JUSTICE ALIMENTAIRE

La campagne CULTIVONS d'Oxfam vise à proposer des solutions concrètes face aux défaillances du système alimentaire mondial complexe qui laisse tant de personnes dans le besoin et la faim. Cette campagne couvre tous les aspects de la justice alimentaire, qu'il s'agisse de l'accaparement illégal des terres ou des pratiques agricoles, de la volatilité des prix alimentaires ou de l'impact croissant du changement climatique. Dans ce rapport, elle sera donc mentionnée à la fois dans la partie consacrée à l'alimentation et celle sur les ressources naturelles.

CULTIVONS se fonde sur des programmes de développement de grande qualité qui bénéficient directement aux petits agriculteurs, et en particulier aux femmes. Nous avons la conviction de pouvoir concrétiser notre ambition de voir toujours plus d'agricultrices et d'agriculteurs assurer une production alimentaire suffisante et s'adapter aux chocs et aux contraintes du changement climatique. C'est grâce à des programmes solides et à notre relation étroite avec nos

partenaires et alliés que la campagne et les activités de plaidoyer d'Oxfam ont été efficaces, à l'échelle locale et internationale.

Cette campagne est menée dans plus de 50 pays. Les paysannes et paysans, les groupes de femmes et d'autres organisations locales soutiennent la cause de CULTIVONS et sont nombreux à revendiquer leur droit à bénéficier d'un soutien et d'investissements, faisant partie d'une solution durable à la crise alimentaire mondiale. Dans le cadre de la campagne, ces pays ont pu aborder certaines questions pressantes pour leur pays, parmi lesquelles l'investissement dans l'agriculture, les droits fonciers, l'adaptation au changement climatique ou le rôle des femmes dans l'agriculture.

Dix ans après le sommet de Maputo (en 2003), lors duquel les chefs d'État africains ont promis d'allouer au moins 10 % de leur budget national à l'agriculture, seulement huit pays avaient respecté cet objectif. CULTIVONS, en collaboration avec One et d'autres alliés, a lancé une campagne à travers toute l'Afrique de l'Ouest pour sensibiliser l'opinion



publique à cette promesse et réclamer d'importants investissements dans l'agriculture familiale et paysanne. Plus de deux millions de personnes ont adhéré à la campagne soutenue par plusieurs célébrités. Une pétition a été présentée aux ministres et chefs d'État africains lors du sommet de l'Union africaine (UA) tenu en juillet 2014 à Malabo. 2014 ayant été déclarée « Année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire », les membres de l'UA ont réaffirmé leur engagement de consacrer 10 % de leurs budgets au développement de l'agriculture. Ils ont également convenu d'un certain nombre d'autres objectifs, notamment le doublement de la production agricole et la réduction de moitié des pertes après récolte.

Les campagnes nationales en Tanzanie et au Ghana (voir les récits ci-après) ont également mobilisé un très grand nombre de personnes. Les gouvernements les ont écoutées et ont tenu compte de leur opinion. En Tanzanie, la campagne « Female Food Heroes » (les héroïnes de l'alimentation) a œuvré en partenariat avec une société nationale de télévision pour porter à l'attention du public la vie,

les luttes et les victoires des productrices de denrées alimentaires. Et la campagne « Oil4Food » au Ghana a permis de mobiliser les paysannes et paysans, ce qui a incité le gouvernement ghanéen à répondre largement aux demandes d'augmentation des investissements dans l'agriculture familiale et paysanne.

Au plan international, nos efforts de campagne se sont concentrés sur les droits fonciers et le rôle crucial du secteur privé. En 2013, nous avons influencé les politiques des plus grandes entreprises agroalimentaires du monde, ainsi que celles de la Banque mondiale. En trois ans, la campagne « La face cachée des marques » a permis de mobiliser des centaines de milliers de personnes pour demander aux entreprises agroalimentaires de mieux faire. À mesure que, dans le monde entier, de nouvelles personnes apportent leur soutien à la campagne, un mouvement d'envergure internationale se développe, tant et si bien que les États, le secteur privé et les institutions internationales pourraient difficilement l'ignorer et qu'il parvient à susciter des changements à l'échelle mondiale.



### S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN OUGANDA

Oxfam travaille aux côtés de millions de personnes dans le monde qui prennent déjà des mesures positives pour réduire l'impact des dérèglements météorologiques et du changement climatique. Il s'agit d'agricultrices et d'agriculteurs qui, par exemple, construisent des canaux d'irrigation pour leurs cultures résistantes à la sécheresse et aux saisons des pluies en Thaïlande, pratiquent la rotation des

cultures en fonction des différentes conditions météorologiques au Malawi ou plantent des mangroves pour protéger leurs terres des tempêtes tropicales au Vietnam.

En Ouganda, l'ACCRA (Africa Climate Change Resilience Alliance), une coalition dont fait partie Oxfam avec quatre autres organisations, a persuadé le gouvernement de fournir des prévisions météorologiques dans les langues locales. Les nouveaux bulletins météorologiques ont pu être



compris et, désormais, près de 200 000 agricultrices et agriculteurs de Kitgum (l'une des régions les plus pauvres et les plus arides de l'Ouganda) reçoivent les informations dont ils ont besoin pour prendre des décisions importantes pour leur exploitation. Ils peuvent ainsi décider d'adopter des variétés de cultures à maturation rapide pour tirer profit des brèves périodes de précipitations, ou de planter des arbres qui apporteront de l'ombre et retiendront l'humidité en cas de prévision de sécheresse prolongée.

Mais surtout, le fait d'avoir accès aux prévisions météorologiques renforce l'autonomie des agricultrices et agriculteurs et leur donne des informations qui leur permettent de planifier l'avenir et de prendre de bonnes décisions. Ce subtil renforcement de leur pouvoir a en réalité des conséquences considérables. Non seulement parce qu'ils se sentent moins vulnérables, mais aussi parce qu'ils ont le choix, souvent pour la toute première fois.

« Pour la première fois, nous avons

*reçu les prévisions météorologiques dans notre langue locale. Ce n'était encore jamais arrivé. Comme je ne sais pas écrire, j'ai demandé à mon fils de noter les points importants. Ça m'a aidée à planifier et jusqu'ici, les prévisions ont été justes. »* Akello Lucia, petite agricultrice du sous-comté d'Amida, dans le district de Kitgum.

Une aide financière importante de 5,3 millions de dollars a été accordée à l'ACCRA pour mener un programme de recherche de six ans, visant à déterminer dans quelle mesure l'ensemble des projets entrepris en Ouganda, au Mozambique et en Éthiopie aident les agricultrices et agriculteurs à s'adapter aux changements climatiques. Dans ces trois pays, onze projets ont été retenus pour cette étude, en association nos partenaires locaux. Les membres de l'ACCRA ont également efficacement collaboré avec les services ministériels pour diffuser les enseignements tirés et répliquer les initiatives à l'échelle nationale.

## MICRO-LAITERIES EN COLOMBIE

Oxfam a aidé des millions de petits producteurs agricoles, essentiellement des femmes, à mener à bien leur projet. Ceux-ci travaillent généralement chez eux, le plus souvent avec d'autres membres de la communauté. Ils cultivent leurs terres, élèvent du bétail et confectionnent des produits qu'ils vendent sur les marchés locaux. Avec les revenus tirés de ces activités, ils peuvent scolariser leurs enfants, payer les services de santé et s'acheter des articles ménagers, complétant ainsi les revenus familiaux.

En Colombie, les familles pauvres possèdent parfois une ou deux vaches qui servent généralement à fournir du lait et des produits laitiers pour la famille. Si la production de lait est mise en commun et qu'elle peut être efficacement collectée, elle peut devenir une source de revenus pour les familles. Voilà comment ces familles peuvent devenir de petits producteurs.

En Colombie, Oxfam travaille avec Alpina, un transformateur laitier qui a mis en place des micro-laiteries

pour la collecte du lait. Lorsque les productrices et producteurs amènent leur lait à la laiterie, ils reçoivent une rémunération équitable et bénéficient d'une formation en soins vétérinaires, en gestion financière ou aux techniques d'amélioration de la production. La production laitière n'est plus seulement réservée à la consommation familiale. Elle permet de créer une petite entreprise et les résultats sont prometteurs. Une augmentation de 87 % de la qualité du lait et de 26 % du rendement du cheptel laitier a été enregistrée. Les productrices et producteurs apportent de plus grandes quantités de lait, de meilleure qualité, et le prix qu'ils en obtiennent aujourd'hui a augmenté de 15 %.

Suite à un rapport important produit par Alpina et Oxfam, le gouvernement a amélioré l'accès aux crédits pour les petites entreprises rurales, et le modèle de micro-laiteries est soutenu par un fonds public de l'ordre de 15 millions de dollars. La structure de micro-laiterie est aujourd'hui répliquée dans 14 municipalités et bénéficie à 7 800 autres personnes.



## REVENUS DU PÉTROLE POUR L'AGRICULTURE DU GHANA

Au Ghana, l'agriculture familiale et paysanne représente 60 % de la population. Pourtant, le secteur ne bénéficie que de 8,5 % des dépenses publiques. La campagne « Oil4Food » est née du fait que la voix de la main-d'œuvre agricole n'était que trop

# 62M\$

DES REVENUS DU PÉTROLE DÉSORMAIS ALLOUÉS À LA MODERNISATION DE L'AGRICULTURE

 **60 %**  
DE LA POPULATION VIT DE L'AGRICULTURE

 **8,5 %**  
DES DÉPENSES PUBLIQUES POUR L'AGRICULTURE PAYSANNE

 **94,5 %**  
DES FONDS POUR RÉDUIRE LA PAUVRETÉ DES PAYSANS

rarement entendue lors des prises de décisions importantes. Tout cela dans un contexte de richesse potentielle considérable liée aux revenus pétroliers du Ghana et aux exportations censées générer en moyenne un milliard de dollars par an au cours des vingt prochaines années.

Cette campagne d'Oxfam a mobilisé les agricultrices et agriculteurs ghanéens afin qu'ils exigent des autorités une distribution plus équitable des revenus pétroliers dans le budget national. En novembre 2013, l'Association des paysans du Ghana (PFAG), le Centre africain pour la politique énergétique (ACEP), ainsi que d'autres alliés de la campagne CULTIVONS, ont fait pression sur le Parlement pour qu'il soutienne en priorité l'agriculture paysanne. Dans le cadre de la campagne, plus de 20 000 agricultrices et agriculteurs avaient déjà signé une pétition réclamant l'augmentation des investissements dans l'agriculture. Oil4Food a également ciblé les jeunes citadins du Ghana au moyen de Facebook, de Twitter, d'Instagram et de textos pour qu'ils exhortent le gouvernement à utiliser l'argent du pétrole pour nourrir la population ghanéenne.

Au mois de novembre 2013, le gouvernement du Ghana a annoncé qu'il donnerait en grande partie satisfaction à ces revendications. Désormais, 15 % des revenus pétroliers (soit 62 millions de dollars) devraient être alloués à la modernisation de l'agriculture, avec un accent sur la pêche et l'alimentation. 94,5 % de ces fonds seront consacrés à des initiatives visant à réduire la pauvreté dans le secteur de l'agriculture paysanne.

## L'EUROPE, LES AGROCARBURANTS ET LES PRIX ÉLEVÉS DES DENRÉES ALIMENTAIRES

En Europe, les politiques favorisant les agrocarburants ont été bien accueillies car elles ont permis de proposer des énergies alternatives et ainsi de réduire la dépendance au pétrole et l'utilisation des combustibles fossiles. Cette approche s'est toutefois révélée coûteuse et totalement inefficace, certains agrocarburants dégagant plus de gaz à effet de serre que les combustibles fossiles. D'ici 2020, les objectifs européens d'incorporation d'agrocarburants dans les carburants traditionnels pourraient à eux seuls provoquer une hausse du prix de certains produits alimentaires de base de près de 36 %.

Tout au long de l'année 2013, l'équipe de plaidoyer d'Oxfam a continué à protester contre les politiques de soutien aux agrocarburants adoptées par l'Union européenne dans le but d'atteindre l'objectif de 10 % d'énergies renouvelables dans le secteur des transports à l'horizon 2020. Nous avons été témoins des conséquences des accaparements de terres et des expulsions pour faire place aux cultures destinées aux agrocarburants. Et nous savons que ces cultures réduisent la production alimentaire et font grimper les prix des produits alimentaires à l'échelle mondiale, ce qui aggrave la faim et la malnutrition dans les pays pauvres. En collaboration avec d'autres organisations, nous avons fait pression sur les autorités nationales et les institutions européennes pour changer les législations existantes et orienter les futures politiques de l'UE en matière d'agrocarburants.

Nous avons en partie réussi. Le Parlement européen a voté en faveur de la réforme de la réglementation actuelle de l'UE, afin de limiter l'utilisation des cultures alimentaires pour produire du carburant et de prendre en compte la véritable empreinte carbone des agrocarburants.





La Commission européenne a proposé de mettre un terme au financement des agrocarburants produits à base de matières premières alimentaires après 2020, en supprimant les objectifs relatifs au secteur des transports de son ébauche de politique en matière d'énergies renouvelables à l'horizon 2030. La clé de la réforme est dans les mains des gouvernements européens, mais ceux-ci continuent à la freiner et à plaider en faveur du maintien après 2020 de la politique inadéquate actuellement en vigueur. Oxfam continuera, avec ses partenaires de même sensibilité, à exhorter les gouvernements européens à mettre un terme à l'utilisation des cultures alimentaires pour la production de carburant, en veillant à ce que les voix des pays en développement se fassent clairement entendre.

Oxfam et ses alliés ont également fait pression sur l'UE pour une réglementation qui restreigne véritablement la capacité des banques et des autres acteurs financiers à spéculer sur les prix alimentaires. Les fonds permettant de spéculer sur les matières premières agricoles gonflent artificiellement le prix des produits alimentaires, les rendant inabordables pour des millions de personnes. En 2012-2013, certaines banques européennes ont fermé leurs fonds indexés sur les matières premières agricoles et d'autres évolutions positives ont eu lieu, avec la réforme de la législation régulant les marchés financiers européens (Directive MiFID sur les marchés d'instruments financiers).

Malgré l'opposition farouche du secteur financier et d'autres lobbys puissants, cette nouvelle législation donne aux

organismes de régulation le pouvoir de poser des limites strictes au montant que les acteurs financiers peuvent miser sur les futurs prix de certains produits de base, comme le blé ou le maïs. Étant donné que la majorité des personnes les plus pauvres du monde consacrent jusqu'à 80 % de leurs revenus à l'alimentation, ces nouvelles mesures devraient permettre de réduire la volatilité des prix des produits de base et d'augmenter la sécurité alimentaire des pays en développement. Oxfam continuera à faire pression sur l'UE pour veiller à la bonne application de la directive MiFID.

## POUR UN PARTAGE ÉQUITABLE DES RESSOURCES NATURELLES

Oxfam s'efforce d'assurer la protection des communautés vulnérables qui risquent de perdre leurs ressources foncières, hydriques et énergétiques face à de puissants intérêts cherchant à s'approprier la terre à d'autres fins. Bien souvent, les femmes et les filles (soit plus de la moitié des agriculteurs et des producteurs alimentaires dans le monde) en subissent les conséquences de manière démesurée. Bon nombre d'entre

elles se voient contraintes, souvent par la violence, d'abandonner leur maison et leur ferme, sont dépossédées de leurs moyens de subsistance et réduites à vivre dans le dénuement.

La ruée mondiale sur les terres est due à de nombreux facteurs, dont l'explosion de la demande d'aliments pour la population et les animaux, d'agrocarburant, et de fibres. La consommation mondiale de ressources continuant à dépasser la demande, les cas d'expulsions de communautés se multiplient. La terre est devenue un bien très recherché, qui oppose les intérêts des multinationales à ceux des gens ordinaires, les pays riches aux pays pauvres.

En septembre 2011, Oxfam a publié un rapport intitulé « **Terres et pouvoirs : le scandale grandissant qui entoure la nouvelle vague d'investissements fonciers** ». Celui-ci démontrait que la crise des prix alimentaires de 2008 avait accéléré les acquisitions de terres par les investisseurs étrangers dans les pays en développement. Jusqu'à deux-tiers des acquisitions de grandes superficies se sont faites en Afrique, la majorité des investisseurs prévoyant d'exporter tout ce qui y serait cultivé. Cela dans un



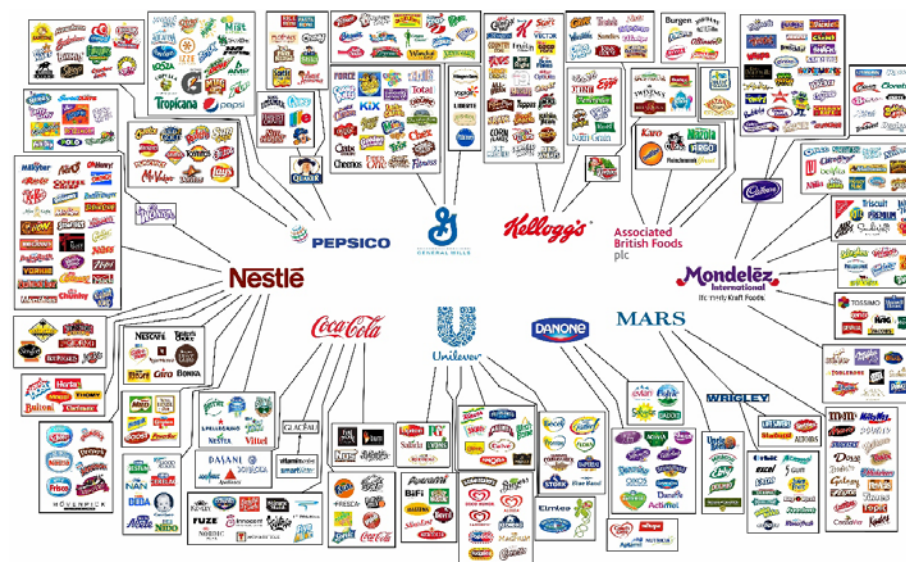
contexte où, selon la Banque mondiale, plus de 90 % des terres d'Afrique subsaharienne ne figurent pas dans un cadastre foncier. Les communautés qui n'ont que des droits coutumiers ou communaux sur leurs terres peuvent donc être facilement dépossédées.

## LA CAMPAGNE « CULTIVONS » ET L'ACCÈS À LA TERRE

Face à cette menace, la campagne CULTIVONS a visé à renforcer les moyens d'action des communautés concernées et à remettre en question les « règles du jeu » qui régissent l'accès à la terre. En Afrique et en Asie, Oxfam a contribué à l'organisation d'audiences sur les droits fonciers, réunissant des communautés qui avaient été expulsées de leurs terres, pour qu'elles puissent témoigner et expliquer leurs démarches pour obtenir justice. Dans le même temps, Oxfam milite pour l'établissement de règles internationales plus rigoureuses qui protégeront les communautés des accaparements de terres et renforceront leur droit à la terre et aux ressources sur lesquelles repose leur sécurité alimentaire.

En collaboration avec ses partenaires et ses alliés, Oxfam cible les entreprises, les gouvernements, les investisseurs et les bailleurs de fonds. Pour cela, elle travaille depuis la base, avec les communautés touchées à travers le monde, jusqu'au niveau international, avec des institutions comme la Banque mondiale, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale de l'ONU et le G8. Au niveau national, nous avons forgé de solides alliances avec nos partenaires et les communautés, et nous avons réclamé justice pour les communautés touchées, du Guatemala à l'Ouganda, du Darfour au Honduras.

Ce travail porte ses fruits. Travaux de recherche du plus haut niveau, couverture médiatique, mobilisation du public, publications, activités de lobbying, étroite collaboration avec nos partenaires et les communautés : tout cela a contribué à donner une envergure internationale à notre action. L'engagement de Coca-Cola en faveur d'une politique de tolérance zéro des accaparements de terres (voir l'article ci-après sur « La face cachée des marques ») n'est qu'une victoire parmi de nombreuses autres. Oxfam est aujourd'hui une voix respectée



et néanmoins radicale, qui milite avec force en faveur des droits des communautés pauvres et vulnérables aux terres et aux ressources dont elles tirent leur subsistance.

## LA FACE CACHÉE DES MARQUES

Au mois de février 2013, la campagne CULTIVONS a lancé l'initiative **La face cachée des marques** afin d'améliorer le rôle du secteur privé dans le système alimentaire mondial. Nous avons ciblé les dix géants mondiaux de l'agroalimentaire : Nestlé, PepsiCo, Unilever, Mondelez, Coca-Cola, Mars, Danone, Associated British Foods

(ABF), General Mills et Kellogg's, qui représentent un chiffre d'affaires total de 418 milliards de dollars (2010) et possèdent une influence considérable sur leurs vastes chaînes d'approvisionnement à travers le monde.

Nous nous sommes appuyés sur de solides études pour analyser les politiques et les comportements de chaque entreprise et évaluer leurs performances dans les domaines suivants : le foncier, les droits des femmes, les petits agriculteurs, la main-d'œuvre agricole, le climat, la transparence et l'eau. À l'aide d'une « fiche d'évaluation », nous avons



objectivement noté chacune des dix multinationales dans tous ces domaines. Aucune ne satisfaisait aux normes que nous avons fixées, la mieux notée obtenant une note de 38 sur 70.

Nous avons commencé par nous attaquer au problème du foncier en ciblant Coca-Cola, PepsiCo et Associated British Foods (ABF), en raison du rôle que toutes trois ont joué dans le défrichage de terres paysannes pour la production de sucre. En novembre 2013, 225 000 signatures avaient été recueillies par une pétition en ligne. Coca-Cola s'est engagée à adopter une politique de « tolérance zéro des accaparements de terres » et a exigé de ses embouteilleurs et franchiseurs qu'ils fassent de même. Coca-Cola s'est également engagée à effectuer des évaluations socio-environnementales de l'ensemble de ses chaînes d'approvisionnement en Colombie, au Guatemala, au Brésil, en Inde et en Afrique du Sud, notamment. De plus, l'entreprise a accepté de rendre publique l'identité de ses principaux fournisseurs de canne à sucre.

En mars 2014, PepsiCo a suivi le mouvement et pris des engagements similaires. Ce sont là des engagements historiques sans précédent et des victoires majeures pour Oxfam. Aucune

autre entreprise n'avait encore accepté de s'engager à examiner et contrôler ainsi ses chaînes d'approvisionnement. Notre capacité à influencer ces leaders de l'agroalimentaire a été applaudie par l'USAID, la FAO et la Banque mondiale et a ouvert un nouvel espace de dialogue entre la société civile et le secteur privé. Elle a également poussé Coca-Cola et PepsiCo à procéder à un examen général de leurs pratiques à long terme. Oxfam sera présente à chaque étape pour dialoguer avec ces entreprises et évaluer leurs progrès.

Aujourd'hui, neuf des dix entreprises ciblées par cette campagne ont amélioré leurs politiques relatives au foncier, huit d'entre elles ayant adopté des politiques décisives qui donnent le droit aux communautés de décider de ce qui se passe sur leurs terres. Des centaines de milliers de clients ont également soutenu une initiative qui invitait la société mère de certaines marques (parmi lesquelles Twinings, Frosties, Häagen Daaz, Pringles et Coca-Cola) à améliorer un certain nombre de leurs politiques, suscitant une « course vers le sommet » dans ce secteur. Nestlé, Mars et Mondelēz se sont également engagées à améliorer les conditions de travail des femmes dans la chaîne d'approvisionnement en cacao. Ces trois entreprises ont signé

les **7 principes des WEP** (*Women's Empowerment Principles*), qui définissent les meilleures pratiques en matière de droit des femmes sur leur lieu de travail.

La fiche d'évaluation de « La face cachée des marques » a été mise à jour trois fois depuis le lancement de la campagne et nous continuerons à l'adapter au fil des changements de politiques. Notre prochaine initiative mettra l'accent sur les émissions de gaz à effet de serre dans les chaînes d'approvisionnement. Le système alimentaire est responsable d'un quart des émissions mondiales, et ces dix leaders de l'agroalimentaire produisent plus d'émissions que la Finlande, la Suède, le Danemark et la Norvège réunis.

## LA BANQUE MONDIALE ET LA QUESTION DES TERRES

En 2013, Oxfam a demandé à la Banque mondiale, qui fixe les normes internationales en la matière et est un grand investisseur foncier, de balayer devant sa porte. Notre étude indiquait que 60 % des plaintes formulées par les communautés à l'encontre de la Banque mondiale concernaient des conflits fonciers, et que les garanties mises en place par la Banque ne suffisaient pas à protéger les droits des communautés.

Les réunions de printemps de la Banque mondiale à Washington, en avril 2013, ont marqué le point d'orgue de notre campagne publique. Pendant deux jours, un camion d'Oxfam a circulé autour du bâtiment de la Banque mondiale, portant une immense affiche qui réclamait des mesures énergiques, et nous avons transmis les signatures de 50 000 personnes exprimant leur préoccupation. Dans le même temps, « **In My Place** », un projet vidéo participatif innovant, a été réalisé avec la contribution du groupe Coldplay. Nous avons reçu près de 7 000 photos et vidéos de sympathisantes et sympathisants d'Oxfam de 55 pays, dans lesquelles ils se mettaient en scène avec leurs affaires personnelles dans un lieu incongru pour dénoncer les accaparements de terres. Ces séquences ont ensuite été montées pour créer un clip vidéo de la version acoustique du morceau « In my place », diffusé sur les réseaux sociaux.

Cette campagne a permis de remporter de belles victoires, telles qu'une déclaration du président du Groupe de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, affirmant : « Des efforts doivent être faits pour renforcer les capacités et les garanties en matière de droits



fonciers ». La Banque mondiale s'est engagée à tout faire pour que ses activités soient régies par les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, seules normes internationales en matière de régime et de droits fonciers. Elle a également convenu que la révision de ses politiques de sauvegarde devait aborder les questions foncières. Grâce aux activités de plaidoyer d'Oxfam, le premier projet d'un nouveau cadre environnemental et social, présenté en avril 2014, inclut la protection des communautés contre les acquisitions de terres à grande échelle.

### DES TITRES DE PROPRIÉTÉ POUR LES FAMILLES EXPULSÉES

Dans les pays en développement, près de 227 millions d'hectares de terres, soit la superficie de l'Europe de l'Ouest, ont été vendus ou loués depuis 2001. La majeure partie de ces acquisitions foncières ont eu lieu au cours des deux dernières années. Le plus souvent, les habitants perdent la partie face aux élites locales et aux investisseurs nationaux ou étrangers, parce qu'ils ne sont pas en mesure de faire valoir leurs droits.

Le monde entier s'est tourné vers le Guatemala pour la production d'agrocarburants, à la fois pour l'éthanol (canne à sucre) et le biodiesel (huile de palme). Cet engouement a engendré une nouvelle vague d'accaparements de terres, prenant pour cible les quelques rares terres que possédaient encore les communautés autochtones et paysannes. Au Guatemala, la superficie plantée en canne à sucre est passée de 3,4 % de la superficie agricole totale en 1980, à 14 % en 2008.

La région de la Vallée du Polochic, dans le nord-ouest du pays, est l'une des zones ciblées pour la culture à grande échelle de la canne à sucre. En 2005, grâce à un prêt de 26 millions de dollars de la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE), la famille Widmann a déplacé sa raffinerie de canne à sucre de la côte sud à la Vallée du Polochic, la rebaptisant Chawil Utz'aj (« Bonne canne » en dialecte q'eqchi'). En 2008, Chawil Utz'aj avait planté 5 000 hectares de canne à sucre.

Les familles qui cultivaient ces terres n'ont eu d'autre choix que de partir s'installer sur les terres arides et infertiles de la Sierra de las Minas.

Selon la presse, en 2010, Chawil Utz'aj avait des difficultés à rembourser le prêt et ses terres ont été mises aux enchères publiques. Les familles qui avaient quitté la vallée quelques années auparavant ont alors décidé de revenir habiter et cultiver ces terres. Mais en mars 2011, des services de sécurité privée ont expulsé de force 769 familles de 14 communautés de la vallée. Trois personnes sont mortes au cours des violences.

Avec les familles concernées, les mouvements paysans guatémaltèques, les ONG et les sympathisantes et sympathisants d'Oxfam, nous avons attiré l'attention de la planète sur le déplacement forcé de ces familles. Avec une pétition signée par plus de 100 000 personnes d'une cinquantaine de pays, nous avons fait pression sur le gouvernement du Guatemala pour qu'il accorde une juste compensation financière à ces familles.

En octobre 2013, les communautés indigènes ont organisé des réjouissances lorsque le président du Guatemala, Otto Pérez Molina, a remis de nouveaux titres de propriété aux 140 premières familles. La déclaration de Molina a été énergique : « *Je ne relâcherai*

*pas mes efforts tant que toutes les familles n'auront pas retrouvé un toit et reçu des terres. Nous continuerons à nous battre. Ce n'est pas qu'une promesse. C'est un engagement envers les 769 familles de la Vallée du Polochic* ». Depuis, les progrès ont été lents, mais il y a lieu d'être optimiste et de croire qu'une solution finira par être trouvée pour toutes les familles. Nous continuerons à surveiller la situation et à rappeler le gouvernement à sa promesse.

### DES COMMUNAUTÉS PAYSANNES CONTRE LA MULTINATIONALE DINANT

En janvier 2014, suite à un rapport d'audit accablant portant sur un prêt de 30 millions de dollars octroyé par la Banque mondiale à la société Dinant (une entreprise productrice d'huile de palme qui s'accapare de vastes étendues de terres au Honduras), Oxfam, en collaboration avec 70 ONG internationales et alliés locaux, a demandé à la Banque mondiale de geler les financements accordés à Dinant et de faire en sorte que de telles situations ne se reproduisent pas.



L'expansion des plantations de palmiers à huile dans la vallée de l'Aguán a été à l'origine d'exactions importantes, dont le meurtre, l'enlèvement et l'expulsion forcée de communautés paysannes. L'avocat des communautés a été assassiné après avoir obtenu gain de cause pour que les terres leurs soient rendues aux personnes déplacées par le projet de plantation de la société Dinant. Oxfam a contribué à ce que la responsabilité de la Société financière internationale (SFI), membre du Groupe de la Banque mondiale, soit exposée dans le **New York Times**, le Washington Post et le Financial Times. Bien que dans un premier temps la SFI n'ait pas tenu compte des résultats de ses propres mécanismes de contrôle, la pression de la société civile, des médias et de son conseil d'administration l'ont obligée à reconsidérer sa position et proposer de nouvelles solutions concrètes. En avril 2014, la SFI a publié un mea culpa en promettant de tirer les leçons de ses erreurs, non seulement par rapport à l'affaire Dinant mais aussi dans d'autres cas de conflits fonciers. Elle a également élaboré un plan d'action pour réduire l'impact des activités de Dinant dans la vallée de l'Aguán.

## NOS VOIX ONT ÉTÉ ENTENDUES

En septembre 2011, Oxfam braquait les projecteurs sur deux transactions foncières qui ont eu lieu en Ouganda et dans le cadre desquelles des communautés ont été expulsées pour laisser place à des plantations de bois d'œuvre. En 2013, après quinze mois de négociations menées par le Bureau du conseiller-médiateur (CAO) de la SFI, la communauté de Mubende a signé un accord définitif avec la New Forests Company (NFC). Le CAO est l'organisme chargé de traiter les plaintes des communautés souffrant des conséquences des investissements de la SFI.

Oxfam a soutenu les communautés tout au long du processus en leur fournissant des conseils juridiques et en renforçant leurs capacités. En décembre 2013, la communauté de Mubende a pu acquérir 500 acres où construire des habitations et cultiver les terres. Un membre de la communauté a confié au CAO : *« Aujourd'hui, nous rêvons... nous rêvons d'avoir un avenir, nous rêvons d'un nouveau départ, sur nos terres. Je suis très heureux. »* Un autre s'est réjoui que *« même si nous sommes petits et*



*vulnérables, nos voix ont été entendues et on nous a écoutés* ». Depuis, la deuxième communauté touchée dans le district voisin de Kiboga a également conclu un accord définitif avec la NFC et est en passe d'acquérir des terres.

## L'AVENIR

Nous savons qu'il est possible de nourrir toute la planète. Oxfam continuera à travailler aux côtés des millions de personnes à travers le monde qui renforcent leurs capacités à produire des aliments dans un contexte mondial de plus en plus instable. Grâce à notre campagne CULTIVONS, nous continuerons également à maintenir la pression sur les gouvernements, le secteur privé et les institutions internationales, afin d'assurer que les politiques sont équitables et prennent en compte les besoins de l'agriculture familiale et paysanne.

En 2014-2015, la campagne CULTIVONS mettra l'accent sur les effets du changement climatique sur la production alimentaire. Mais face aux phénomènes météorologiques extrêmes et à l'imprévisibilité des saisons, la production des agricultrices et agriculteurs change déjà. Avec le réchauffement de la planète, l'intensité et la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes augmentent. Nous continuerons à exiger des multinationales et des États qu'ils réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre, afin d'aider les agricultrices et agriculteurs à faire face aux changements climatiques et de veiller à ce que nous puissions toutes et tous manger à notre faim. Nous devons travailler étroitement avec nos alliés, notamment avec les gouvernements progressistes, afin d'orienter le processus de négociations sur les changements climatiques sous l'égide de l'ONU.



SECTION

# 6





# FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET SERVICES ESSENTIELS

Personne ne devrait se trouver dans l'obligation d'y réfléchir à deux fois avant de consulter un médecin. Pourtant, chaque seconde, trois personnes sont confrontées à ce dilemme : décider de faire soigner un membre de leur famille mais pas un autre, choisir entre aller chez le médecin et acheter à manger ou payer les frais de scolarité. Voilà la dure réalité de la pauvreté. L'accès gratuit à des services publics de qualité en matière de santé, mais aussi d'éducation, transformerait pourtant la vie de millions de personnes.

Le droit fondamental à l'égalité d'accès à la santé et à l'éducation est trop souvent négligé et considéré comme un luxe insoutenable pour les caisses de l'État. Le principal obstacle à l'offre de services publics vient du coût financier, mais aussi de la difficulté jugée périlleuse de s'engager à assurer des soins de santé et un enseignement de qualité pour toutes et tous. Un fossé grandissant sépare les riches et les pauvres partout dans le monde, et les systèmes politiques tendent de plus en plus à privilégier les grandes fortunes. D'où des sociétés fracturées.

Mais ce n'est pas une fatalité. Il est possible d'enrayer la montée des inégalités pour bâtir un monde plus égalitaire et plus fertile. Des services publics gratuits et de qualité en matière de santé et d'éducation constituent des armes puissantes dans la lutte contre les inégalités et pourraient devenir réalité dans tous les pays, si les gouvernements instaurent une fiscalité progressive et plus juste. Pour être juste, un système fiscal doit être transparent et donner les moyens aux citoyennes et citoyens de demander des comptes à leur gouvernement et aux institutions publiques sur leurs dépenses de santé et d'éducation.

Les pratiques fiscales internationales peuvent en outre nuire aux pays les plus pauvres. Les États doivent conjuguer leurs efforts pour veiller à ce que les entreprises multinationales paient leur juste part. L'aide publique au développement (APD) peut jouer là un rôle important et aider les pays en développement à améliorer leur système de perception de l'impôt

et à renforcer les infrastructures et les dispositifs nécessaires pour offrir des services publics de qualité. Les mesures d'austérité continuent d'assécher les budgets de l'aide, mais quelques États, dont le Royaume-Uni qui a réitéré son engagement de consacrer 0,7 % de son RNB à l'aide en 2015, s'efforcent de préserver ces fonds. Cela doit être la règle et non l'exception.

Nous travaillons aux côtés de personnes qui font entendre leur voix, des personnes qui exigent plus de justice fiscale et revendiquent leurs droits à la santé et à l'éducation. En conjuguant nos efforts, avec les communautés, les collectifs locaux, la société civile et les bailleurs de fonds, nous pouvons faire en sorte que les États disposent des fonds nécessaires pour offrir des services de santé et d'éducation à l'ensemble de leur population.



## DÉNONCER LES INÉGALITÉS

### EN FINIR AVEC LES INÉGALITÉS EXTRÊMES

Le fossé entre riches et pauvres se creuse dans les pays du monde entier. Nombre d'organisations de premier plan voient dans la montée des inégalités économiques un risque majeur pour le développement humain, gage d'un plus grand bonheur et de plus de sécurité pour toutes et tous. Le Forum économique mondial, notamment, a

Cette concentration massive de ressources économiques entre les mains d'un petit nombre met en péril les systèmes politiques inclusifs. Elle permet aux plus riches de fragiliser les processus démocratiques et de dicter les politiques qui, comme le secret bancaire et les paradis fiscaux, favorisent leurs intérêts aux dépens du reste de la population. Selon des sondages réalisés dans six pays (Afrique du Sud, Brésil, Espagne, États-Unis, Inde et Royaume-Uni), la majeure

## « OXFAM A DOMINÉ LES DÉBATS DANS LES MÉDIAS ET SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX LORS DU FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL »

souligné que ces disparités croissantes risquent de compromettre la stabilité sociale et la sécurité dans le monde.

Une étude d'Oxfam, dont le rapport s'intitule « **En finir avec les inégalités extrêmes** », a établi que les 85 personnes les plus riches du monde possèdent autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale.

partie de la population estime que les lois sont faussées en faveur des riches.

Oxfam a dominé les débats dans les médias et sur les réseaux sociaux lors du Forum économique mondial qui se tenait à Davos, en janvier 2014. Depuis, ce chiffre continue d'être cité à travers le monde, et nous continuons de dénoncer le creusement des inégalités extrêmes.

### AU SERVICE DE LA MAJORITÉ

Le rapport « En finir avec les inégalités extrêmes » soulignait que les inégalités croissantes peuvent fausser les systèmes politiques en faveur des plus riches, mais expliquait aussi que les inégalités ne sont pas une fatalité et qu'il est possible de les combattre avec des politiques qui bénéficient à tout le monde. Faisant suite à cela, un autre rapport d'Oxfam, « **Au service de la majorité** », a analysé les services publics, tels que la santé et l'éducation, et établi qu'ils constituent l'une des meilleures armes dans ce combat. Ces services bénéficient à toutes et tous, surtout aux personnes les plus démunies.

### LE PIÈGE DE L'AUSTÉRITÉ

Face à la généralisation des mesures d'austérité en Europe, Oxfam a étudié l'impact de la pauvreté et des inégalités dans la région. Notre rapport « **Le piège de l'austérité** » présente des perspectives accablantes pour l'avenir de l'Europe : il prédit que la poursuite des mesures d'austérité pourrait plonger jusqu'à 25 millions d'Européennes et Européens dans la pauvreté d'ici 2025. Les personnes en situation de pauvreté représenteraient alors plus du quart de la population européenne.

Sur la base d'une analyse comparative des politiques imposées à l'Amérique latine, à l'Asie du sud-est et à l'Afrique subsaharienne dans les années 1980 et 1990 et de son expérience concrète dans ces régions, Oxfam a mis en garde les responsables européens contre les lourdes conséquences d'une austérité rigoureuse. Estimant qu'il existe d'autres choix, Oxfam a appelé les gouvernements européens à favoriser une croissance inclusive qui améliorerait le sort de leur population et de l'environnement.

Les responsables politiques pourraient notamment instaurer des systèmes fiscaux plus équitables, garantissant que les plus riches paient leur juste part et resserrant les mailles du filet sur les multinationales et les particuliers qui continuent de se soustraire à l'impôt. Cette approche permettrait de mobiliser davantage de fonds en faveur de services de base, tels que la santé et l'éducation, dont les citoyennes et citoyens les plus vulnérables en Europe se voient de plus en plus refuser le bénéfice.





**CI-DESSUS À GAUCHE :** Au Lesotho, Oxfam critique un hôpital construit en partenariat public-privé, car il prive les régions rurales et pauvres de financements essentiels. À lui seul, le consortium qui gère le Queen Mamohato Memorial Hospital, initialement conçu pour améliorer les soins de santé, engloutit 51 % du budget national de la santé. Les autres pays d'Afrique sont mis en garde : surtout ne pas répéter l'erreur du Lesotho. PHOTO © Sandhya Suri | OXFAM

## LA SANTÉ POUR TOUTES ET TOUS

Le Lesotho est un petit pays enclavé dans l'Afrique du Sud. C'est l'un des pays les plus pauvres et inégalitaires au monde, et il fait face à de nombreux défis en matière de santé, avec notamment le troisième taux d'infection au VIH/sida dans le monde. Le Queen Mamohato Memorial Hospital a été construit pour remplacer l'ancien hôpital public principal du Lesotho, le Queen Elizabeth II, dans la capitale Maseru. Il s'agit du premier projet du genre sur le continent africain et dans un pays à faible revenu : toutes les installations ont été conçues, construites, financées et gérées dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP) englobant l'ensemble des services cliniques. Ce PPP a été monté sur les conseils de la Société financière internationale (SFI), l'organisme d'investissement dans le secteur privé du Groupe de la Banque mondiale. Il promettait de considérablement améliorer la qualité des services de santé pour le même coût annuel que l'ancien hôpital public.

La réalité est tout autre. Le ministère lesothan de la Santé se retrouve à présent lié par un contrat de 18 ans qui absorbe déjà plus de la moitié de son budget. Pire, les maigres fonds publics qui étaient consacrés aux services de santé primaires dans les régions rurales, où vit la majeure partie de la population, ont été détournés au profit de cet hôpital. L'expérience du Lesotho ne fait que conforter ce qui a déjà été démontré dans d'autres pays, à savoir que ce type de partenariat public-privé est très risqué et onéreux, et ne permet pas de parvenir à la couverture santé universelle.

Dans le rapport « **Une dangereuse diversion** », Oxfam et l'Association de protection des consommateurs du Lesotho font valoir que la SFI doit répondre de la médiocrité des conseils qu'elle a dispensés au gouvernement du Lesotho et du fait qu'elle a promu ce type de PPP, le présentant comme un succès international, en dépit de coûts manifestement exorbitants. Oxfam demande également à la SFI de réévaluer le projet pour pouvoir en tirer les leçons sur le bien-fondé des PPP dans le secteur de la santé, dans les pays à faible revenu.



Ce rapport a été lancé en avril 2014, en amont des réunions de printemps de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) à Washington, et s'inscrivait dans le cadre des activités de plaidoyer que mène Oxfam auprès des institutions financières internationales, telles que la SFI. Interpellé à propos du PPP au Lesotho lors d'un événement public qui se tenait pendant ces réunions, le président du Groupe de la Banque mondiale a répondu qu'il examinera le cas « très attentivement » afin d'établir si la banque maintient un bon équilibre entre les services de santé publics et privés. De son côté, le ministre lesothan de la Santé a admis que son gouvernement avait été mal conseillé, tandis que son homologue sud-africain rappelait qu'il avait émis des mises en garde contre un tel projet.

Après ces premières excellentes avancées, Oxfam et l'Association de protection des consommateurs du Lesotho attendent encore une réaction officielle du Groupe de la Banque mondiale à leur rapport et appellent la SFI à adopter un plan d'action précis permettant d'éviter qu'une telle situation ne se reproduise.

## COUVERTURE SANTÉ UNIVERSELLE

Riches ou pauvres, nous devrions toutes et tous avoir accès aux services de santé et aux médicaments dont nous avons besoin, sans risquer de nous retrouver en difficulté financière. Pourtant, chaque seconde, trois personnes basculent dans la pauvreté, car elles doivent trouver le moyen de payer leurs soins médicaux. En permettant à celles et ceux qui en ont le plus besoin de bénéficier de soins de santé vitaux, la couverture santé universelle (CSU) pourrait changer la vie de millions de personnes.

Malheureusement, prétendant soutenir la CSU, certains bailleurs et pays en développement favorisent des régimes d'assurance maladie qui risquent de creuser les inégalités en ne couvrant qu'une petite partie de la population : celles et ceux qui ont un emploi dans le secteur formel. Les personnes les plus pauvres et marginalisées, qui n'ont pas les moyens de payer les primes d'assurance, restent trop souvent exclues.

Le rapport d'Oxfam intitulé « **Couverture santé universelle : pourquoi les personnes en situation de pauvreté sont les laissés-pour-compte des**

**régimes d'assurance maladie** » attire l'attention sur ce problème et présente des exemples de pays ayant privilégié les dépenses publiques pour la santé afin d'élargir la couverture santé. Selon les estimations, améliorer la perception de l'impôt dans 52 pays en développement pourrait permettre d'accroître les recettes fiscales de 457 milliards de dollars, soit de quoi doubler les budgets de la santé dans ces pays.

Ce rapport a été présenté en avant-première en Zambie, dans le cadre d'un événement qui a réuni le ministère zambien de la Santé, des économistes du Ghana et de Tanzanie spécialisés dans le secteur de la santé, ainsi qu'Oxfam Zambie, afin d'examiner les moyens d'améliorer la couverture maladie. À l'époque, le gouvernement de la Zambie étudiait la possibilité de mettre en place un régime d'assurance maladie pour les personnes travaillant dans le secteur formel afin d'accroître les fonds disponibles pour le budget de la santé. Mais depuis cet événement, il a collaboré plus étroitement avec les organisations de la société civile à l'élaboration d'une stratégie complète de financement de la santé visant à répondre aux besoins de l'ensemble de la population zambienne.

## ROBIN DES BOIS – FINANCER LE DÉVELOPPEMENT

Avec de nombreuses autres organisations, Oxfam mène campagne depuis 2010 pour que les gouvernements européens instaurent une taxe sur les transactions financières (TTF). Cette « taxe Robin des bois » consiste en une taxe minuscule qui, appliquée au secteur bancaire, pourrait générer des milliards de dollars pour lutter contre la pauvreté et le changement climatique dans le monde.

Sa mise en œuvre historique par onze États européens étant désormais plus proche que jamais, Oxfam a continué à faire pression pour qu'une partie des recettes serve les intérêts des citoyennes et citoyens et de la planète. Cette cause a recueilli un large soutien du public. Plus de 750 000 personnes ont déjà signé la pétition, visant le million de signatures, pour montrer aux responsables politiques la popularité de cette toute petite taxe. La sensibilisation aux enjeux de la taxe Robin des bois était au cœur de la stratégie d'Oxfam. Cette année, l'acteur Bill Nighy a donc de nouveau endossé le rôle du Banquier



dans un court-métrage au casting prestigieux : « **Le JT du futur** ». De nombreuses manifestations organisées à travers l'Europe, dans le cadre de la coalition Taxe Robin des bois, ont également porté la question à l'attention des médias, à des moments décisifs.

Les lobbies financiers n'ont eu de cesse de faire pression sur la proposition de TTF européenne afin d'en limiter le champ d'application. Le Royaume-Uni avait même déposé un recours auprès de la Cour de justice européenne, qui l'a cependant rapidement rejeté en mars 2014. Bien que la proposition initiale soit loin d'arriver aux 37 milliards d'euros de recettes potentielles, Oxfam continuera de se mobiliser pour qu'une part non négligeable des recettes générées serve à financer les services publics et des projets de lutte contre le changement climatique en Europe et dans les pays en développement.

### L'ART POUR DÉFENDRE L'APD

Le gouvernement espagnol actuel renie ses engagements en matière d'aide et de coopération au développement. Oxfam a donc mis au point une

stratégie innovante pour informer et mobiliser les citoyennes et citoyens. Il a fallu notamment trouver des moyens de toucher de nouveaux publics pour sensibiliser à l'impact qu'aurait une réduction du budget espagnol de l'aide publique au développement (APD).

Dans le cadre d'un projet, quinze artistes espagnols très en vue se sont rendus dans des pays bénéficiaires de l'aide humanitaire et au développement

## « ILS ONT EXPRIMÉ DANS LEUR ART LEURS NOUVELLES CONNAISSANCES ET LEUR SENTIMENT SUR L'UTILITÉ DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT »

de l'Espagne. À leur retour, ils ont exprimé dans leur art leurs nouvelles connaissances et leur sentiment sur l'utilité de cette aide. Cela a abouti à la création et à l'exposition de plusieurs bandes dessinées (accessibles à l'aide d'une appli BD) et d'œuvres d'art dans le cadre de Comic Cons et de foires d'art, visitées par environ 8 000 personnes.

Sur Internet, le lancement d'une initiative originale d'action en ligne (#DaTactic), au début du mois

d'avril 2014, a également permis de toucher de nouveaux publics et d'attirer l'attention sur l'amputation des budgets de l'Espagne alloués à l'aide au développement. À l'occasion de la publication des statistiques officielles de l'aide en 2013 par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ce site Web a réuni un large éventail d'ONG, d'associations et de collectifs citoyens, ainsi que des journalistes

et des « ambassadrices et ambassadeurs » des réseaux sociaux. Le *hashtag* #LaAyudaImporta (« l'aide est importante ») a fait le buzz pendant plusieurs heures dans toute l'Espagne, et des personnalités politiques et des journalistes influents ont déclaré soutenir l'APD sur Twitter. Plusieurs quotidiens et des blogs ont également couvert le sujet, et la plupart des ONG ont publié des messages pour défendre l'APD.

### JUSTICE FISCALE ET UNION EUROPÉENNE

Les pays pauvres perdent environ 700 milliards d'euros par an dans des flux financiers illicites. Face à ce constat, Oxfam a continué de faire pression sur les institutions européennes et les États membres de l'Union sur une série de questions fiscales. Malgré des avancées importantes, les politiques fiscales européennes s'appliquant aux multinationales sont encore loin d'assurer l'équité et la transparence. Sachant que les deux tiers des 18 500 milliards de dollars cachés offshore par des particuliers se trouvent dans des paradis fiscaux liés aux pays européens, l'UE a indubitablement un rôle central à jouer dans ce combat contre un manque à gagner fiscal qui prive les plus démunis de financements essentiels, en Europe comme dans les pays en développement.

En mars 2014, après cinq ans d'obstruction de la part du Luxembourg et de l'Autriche, l'UE a enfin décidé d'augmenter la quantité d'informations partagées automatiquement par les autorités fiscales nationales. Ce nouveau mécanisme permettra de



mieux comprendre ce qu'il advient des 850 milliards d'euros qui échappent chaque année à l'impôt, en Europe, à cause de la fraude fiscale. L'UE obligera bientôt les banques européennes à indiquer les pays dans lesquels elles ont des filiales, y compris les paradis fiscaux, ce qui permettra d'établir si elles paient leur juste part d'impôt. Elle a également décidé d'imposer aux entreprises extractives de déclarer les montants qu'elles paient dans les pays riches en ressources naturelles. C'est une étape essentielle dans la lutte contre la corruption et l'évasion fiscale, qui permettra aux populations des pays en développement de bénéficier de la richesse du sous-sol de leur pays et de sortir de la pauvreté.

Oxfam continuera à mener campagne pour que ces normes d'information financière soient également appliquées dans d'autres secteurs, tels que la construction et les télécommunications. Ces changements législatifs montrent que l'UE prend conscience de l'état de crise de notre système fiscal. Oxfam doit poursuivre sur cette lancée pour atteindre l'objectif d'un système parfaitement

transparent, qui ne défavorise pas les plus pauvres, tant en Europe que dans les pays en développement.

### PUBLIEZ CE QUE VOUS PAYEZ

Le Niger est l'un des pays les plus pauvres du continent africain, alors qu'il fournit l'uranium permettant d'éclairer une ampoule sur trois en France. Le Niger est un fournisseur stratégique d'Areva, leader français de l'énergie nucléaire. Les filiales d'Areva basées dans le pays bénéficient d'avantages fiscaux considérables, tandis que la population nigérienne bénéficie trop peu de l'exploitation du minerai et se voit privée de fonds essentiels qui pourraient permettre d'améliorer les services publics.

Le contrat entre la multinationale française et le gouvernement du Niger expirait en décembre 2013. Pendant la négociation de son renouvellement, Oxfam et l'association nigérienne Rotab, toutes deux membres de la coalition **Publiez ce que vous payez**, se sont associées pour effectuer une analyse approfondie du contrat d'exploitation d'uranium liant Areva et





le Niger. Une pression ciblée dans les médias et sur Internet en ont fait un enjeu d'intérêt public, et la question a été abordée par de nombreux journalistes dans leurs interviews, notamment du président du Niger en visite en France. Il était désormais impossible d'ignorer la voix de la population nigérienne, et des négociations qui se déroulaient auparavant en toute discrétion se sont retrouvées sous le feu des médias. Résultat : le gouvernement français a dû officiellement prendre position et soutenir les exigences « légitimes » du Niger à l'égard d'Areva.

Le Niger et la multinationale française ont finalement conclu un nouvel accord, et cette dernière s'est engagée à respecter la loi minière nigérienne de 2006. Les droits qu'elle paie sur l'uranium extrait passeront progressivement de 5,5 % à 12 %, ce qui signifie que l'entreprise ne devrait plus bénéficier de privilèges fiscaux, même si le détail des conventions avec les filiales d'Areva n'est pas encore connu. Ce résultat, fruit d'un plaidoyer tenace auprès des États et d'Areva, au Niger comme en France, montre tout l'intérêt d'unir ses forces et de mener campagne en partenariat.



### ACCÈS À L'ÉDUCATION : MES DROITS, MA VOIX

Les jeunes ont le pouvoir et l'énergie de susciter le changement dans leur vie et au sein de leur famille, leur communauté et leur pays. Le programme « Mes droits, ma voix » vise à les mobiliser et à les aider à faire valoir leurs droits à la santé et à l'éducation. Près de la moitié de la population mondiale est âgée de moins de 25 ans, et 85 % de ces jeunes vivent dans un pays en développement. Nous

adaptions le programme à la situation et aux besoins particuliers des jeunes dans chacun des pays où il est mis en œuvre : l'Afghanistan, la Géorgie, le Mali, le Népal, le Niger, le Pakistan, la Tanzanie et le Vietnam.

En Afghanistan, des conseils de la jeunesse ont été mis sur pied dans 180 communautés afin de développer des réseaux et de donner les moyens aux jeunes de réaliser certains des changements qu'ils souhaitent voir dans la société. Parmi ces conseils

constitués de représentants élus, 88 sont présidés par des femmes. Une journée d'apprentissage a été organisée à Kaboul pour permettre aux participants de tout l'Afghanistan d'échanger des idées et de définir un objectif commun pour l'ensemble des conseils. Cette journée a également offert aux jeunes un espace d'interaction avec des ministres, des parlementaires, l'ONU et des organisations de la société civile, dans le cadre duquel ils ont fait entendre leurs points de vue.

Selon Samera, 18 ans, représentante de l'un des conseils de la jeunesse, faire partie d'un groupe leur a permis de « donner de la voix et de voir des suites concrètes à leurs revendications ». Le groupe de Samera a déjà enregistré des succès, dont la résolution d'un problème de pénurie de livres dans les écoles locales. Elle estime que les jeunes « pourraient apporter des changements positifs dans la politique et jouer un rôle dans la stabilisation de notre pays ».



SECTION

7





# FINANCEMENT

## INTRODUCTION

Oxfam ne peut changer des vies que grâce aux millions de sympathisantes et sympathisants qui font partie de son mouvement mondial. Leur soutien financier prend de nombreuses formes : dons mensuels ou ponctuels dans le cadre d'appels à la générosité du public en cas de situation d'urgence, organisation et participation à des événements, dont l'Oxfam Trailwalker, cadeaux « Oxfam s'emballe », achats dans les 1 200 magasins Oxfam à travers le monde, ou encore legs testamentaires.

Les partenariats avec des bailleurs institutionnels constituent un autre volet important des activités de recherche de financements d'Oxfam. Nous nous efforçons de renforcer le caractère stratégique de ces partenariats et de les inscrire dans le long terme, chaque fois que possible. Nous continuons en outre d'enrichir notre expérience des grands appels à projets internationaux pour notre travail humanitaire, de développement et de campagne.

## OXFAM ITALIE : ACTION HELLO KITTY

En septembre 2013, Hello Kitty s'est faite le héraut de la lutte contre la pauvreté et les injustices avec le lancement d'un t-shirt en édition limitée, inspiré de la top-modèle, photographe et ambassadrice d'Oxfam : Helena Christensen. En association avec Sanrio (la société qui détient les droits d'Hello Kitty), le fabricant de t-shirts Fashion Lab et l'enseigne italienne de grands magasins Coin, 1 600 t-shirts ont été réalisés et vendus au profit d'Oxfam dans 50 magasins Coin, en Italie. Swarovski

Elements a également rejoint l'équipe et fait don des pierres qui ornaient les t-shirts, ajoutant une touche supplémentaire d'exclusivité.

Lors de la conférence de presse qui s'est tenue dans le magasin phare de Coin à Milan, le t-shirt a été dévoilé en grande pompe, avec un discours d'Helena Christensen évoquant son premier voyage avec Oxfam dans le pays natal de sa mère, le Pérou. Helena a ainsi raconté son ascension à plus de 4 500 mètres d'altitude, dans les Andes, pour voir le glacier Ausangate, qui fond à une vitesse alarmante. Depuis des milliers d'années,



ce glacier permet aux populations établies au pied des montagnes de subvenir à leurs besoins. Helena avait pu constater que les rivières s'assèchent et évoquer le manque de précipitations avec des agricultrices et agriculteurs de la région.

Grâce à l'énorme couverture médiatique des t-shirts Hello Kitty, cette initiative a largement contribué à mieux faire connaître le nom d'Oxfam en Italie. La vente des t-shirts a également permis de réunir 15 000 euros.

## COLLECTE DE FONDS D'URGENCE

Au cours de l'année écoulée, Oxfam est intervenue dans près de 50 situations d'urgence à travers le monde, dont 12 crises majeures. Mais c'est grâce à nos sympathisantes et sympathisants remarquables que nous avons pu apporter aux communautés vulnérables une aide essentielle, qui a sauvé des vies. Dans le monde entier, ils ont réagi avec générosité et créativité à nos appels de fonds humanitaires lors de situations d'urgence telles que le typhon Haiyan aux Philippines et

la crise en Syrie. Des communautés entières se sont mobilisées pour lancer des collectes, parrainer des marches et organiser des ventes aux enchères, par exemple. Des hommes et des femmes ont repoussé leurs limites, escaladant même des montagnes, pour réunir des fonds au profit d'Oxfam. Cet esprit et cette générosité ont permis à Oxfam d'apporter une aide vitale à plus de 730 000 personnes aux Philippines et à près d'un million de personnes en Syrie, en Jordanie et au Liban.

À sept ans, Mungo Sweeny, de Melbourne en Australie, est l'un des plus jeunes sympathisants d'Oxfam. Après avoir vu des images des ravages causés par le typhon Haiyan, il a absolument tenu à faire quelque chose pour les sinistrés. « *Pendant son goûter, nous parlions de cette terrible nouvelle et de ce que ça lui ferait de perdre tous ses jouets*, a expliqué son père, Dave, au journal The Herald Sun. *Il lui est alors venu à l'esprit que tout le monde peut faire sa part.* » Armé de son ukulélé, Mungo a fait la manche devant chez lui et a collecté 1 200 dollars.



Au Royaume-Uni, Ben Ansell a créé une boutique électronique pour vendre du café à ses amis au prix de 2,50 livres sterling la tasse. Sur sa page de financement participatif, Ben avait affiché le message suivant : « *Tout le café proposé est bio, équitable et*

*100 % virtuel. L'intégralité de l'argent que vous versez servira à financer les opérations d'approvisionnement en eau et d'assainissement menées par Oxfam en aide aux personnes touchées par le typhon Haiyan.* » Ben a ainsi réuni 630 livres.





## RESSOURCES DE LA CONFÉDÉRATION OXFAM

Exercice : du 1<sup>er</sup> avril 2013 au 31 mars 2014

Tous les chiffres sont exprimés en millions d'euros.

Ces chiffres représentent les ressources financières consolidées de l'ensemble de la confédération (15\* affiliés plus le secrétariat Oxfam International), hors transferts entre affiliés. Ces données sont fournies à titre indicatif et ne correspondent pas aux chiffres définitifs et audités des différents affiliés. Pour des informations précises, il convient de s'adresser directement aux affiliés.

Les Standards financiers d'Oxfam constituent des normes minimales que les affiliés doivent respecter dans des domaines tels que le contrôle interne. La conformité aux normes minimales est contrôlée par un système d'examen par les pairs, dont le prochain cycle doit avoir lieu en 2015. Il incombe à chaque affilié d'instaurer et d'actualiser ses propres mécanismes d'allocation des ressources et de décider de l'emploi des fonds.

\*Oxfam Japon et Oxfam Mexique non compris



## VALEUR MONÉTAIRE TOTALE DES FONDS REÇUS PAR SOURCE

Exercice : du 1<sup>er</sup> avril 2013 au 31 mars 2014. En millions d'euros.

Sources de financement	Millions €	%
<b>Fonds institutionnels</b>	<b>397,7 M€</b>	<b>42,0 %</b>
ONU et institutions des Nations unies	47,4 M€	5,0 %
UE et institutions européennes	75,3 M€	8,0 %
Autres institutions supranationales	4,0 M€	0,4 %
Bailleurs publics nationaux	204,2 M€	21,6 %
Autres bailleurs publics	41,0 M€	4,3 %
ONG et autres	25,5 M€	2,7 %
Organismes associés	0,3 M€	0,0 %
<b>Fonds privés</b>	<b>346,7 M€</b>	<b>36,5 %</b>
Événements de collecte	18,4 M€	1,9 %
Appels humanitaires	41,1 M€	4,3 %
Dons réguliers	145,3 M€	15,3 %
Dons ponctuels	55,0 M€	5,8 %
Legs	26,5 M€	2,8 %
Loteries	13,6 M€	1,4 %
Autres dons d'entreprises et de fondations	28,2 M€	3,0 %
Autres fonds privés	18,6 M€	2,0 %
Intérêts et revenus des investissements	8,1 M€	0,9 %
Ventes*	181,4 M€	19,2 %
Autres ressources	13,2 M€	1,4 %
<b>Total des ressources</b>	<b>947,1 M€</b>	<b>100 %</b>

\* Chiffres bruts. Les frais n'ont pas été retranchés.

## LES SIX PRINCIPALES SOURCES DE FINANCEMENT ET LEUR VALEUR MONÉTAIRE

Exercice : du 1<sup>er</sup> avril 2013 au 31 mars 2014. En millions d'euros.

	Millions €
Bailleurs publics nationaux	204,2 M€
Ventes*	181,4 M€
Dons réguliers (Fonds privés)	145,3 M€
UE et institutions européennes (Fonds institutionnels)	75,3 M€
Dons ponctuels	55,0 M€
ONU et institutions des Nations unies (Fonds institutionnels)	47,4 M€
<b>Total des six principales sources de financement</b>	<b>708,6 M€</b>

Produit net des ventes :	Millions €
Ventes	181,4 M€
Dépenses liées aux ventes	143,7 M€
<b>Produit net des ventes</b>	<b>37,7 M€</b>

Ressources et dépenses	Millions €
Total des ressources	947 M€
Total des dépenses	922 M€
<b>Excédent</b>	<b>25 M€</b>

Bilan	Millions €
Total de l'actif	616 M€
Total des dettes	296 M€
<b>Actif net</b>	<b>320 M€</b>



# DÉPENSES

## DÉPENSES DE LA CONFÉDÉRATION OXFAM\*

Ces données sont fournies à titre indicatif et ne correspondent pas aux chiffres définitifs et audités des différents affiliés. Pour des informations précises, il convient de s'adresser directement aux affiliés.

Exercice : du 1<sup>er</sup> avril 2013 au 31 mars 2014. En millions d'euros.

Catégorie	Millions €	%
<b>Programmes</b>	<b>631 M€</b>	<b>69 %</b>
Mise en œuvre des programmes	529 M€	58 %
<i>Développement et humanitaire</i>	473 M€	52 %
<i>Influence</i>	56 M€	6 %
Gestion des programmes	102 M€	11 %
<b>Hors programme</b>	<b>284 M€</b>	<b>31 %</b>
Gestion et administration	60 M€	7 %
Collecte de fonds/marketing	80 M€	9 %
<i>Fonds institutionnels</i>	5 M€	1 %
<i>Collecte de fonds auprès du public/marketing</i>	75 M€	8 %
Dépenses liées aux ventes	144 M€	16 %
<b>Total des dépenses</b>	<b>915 M€</b>	<b>100 %</b>

\* Ces chiffres ne tiennent pas compte d'une perte de 7 millions d'euros.



## DÉPENSES DE LA CONFÉDÉRATION OXFAM

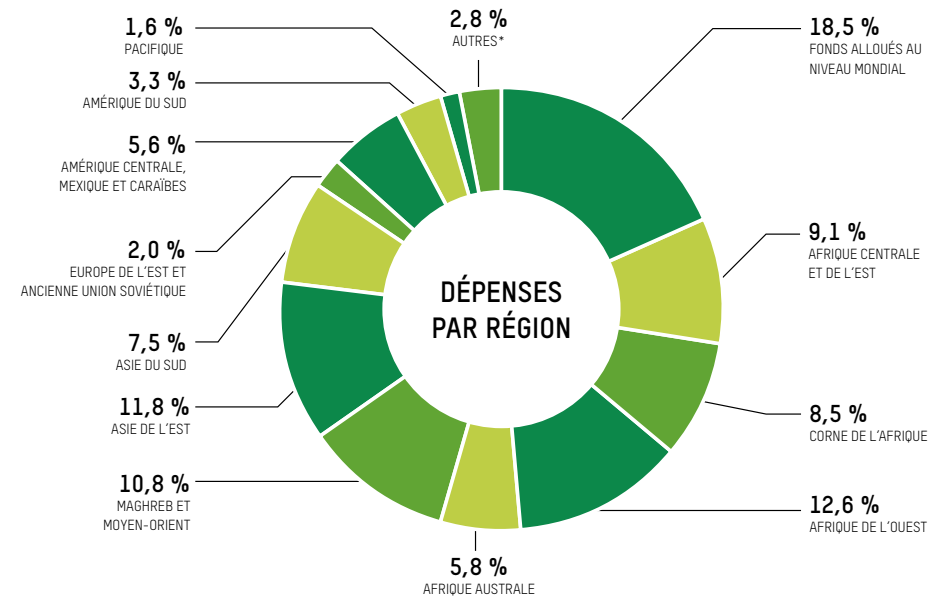
### DÉPENSES DE PROGRAMME

Exercice : du 1<sup>er</sup> avril 2013 au 31 mars 2014. En millions d'euros.

Régions	Millions M€	%
Fonds alloués au niveau mondial	116,8 M€	18,5 %
Afrique centrale et de l'Est	57,7 M€	9,1 %
Corne de l'Afrique	53,6 M€	8,5 %
Afrique de l'Ouest	79,3 M€	12,6 %
Afrique australe	36,5 M€	5,8 %
Maghreb et Moyen-Orient	68,3 M€	10,8 %
Asie de l'Est	74,5 M€	11,8 %
Asie du Sud	47,3 M€	7,5 %
Europe de l'Est et ancienne Union soviétique	12,8 M€	2,0 %
Amérique centrale, Mexique et Caraïbes	35,4 M€	5,6 %
Amérique du Sud	20,8 M€	3,3 %
Pacifique	10,4 M€	1,6 %
Autres*	17,9 M€	2,8 %
<b>Total</b>	<b>631,3 M€</b>	<b>100 %</b>

Objectifs	Millions €	%
Moyens de subsistance	192,7 M€	30,5 %
Services sociaux de base	68,2 M€	10,8 %
Vie et sécurité	199,1 M€	31,5 %
Droit de se faire entendre	90,4 M€	14,3 %
Identité	80,9 M€	12,8 %
<b>Total</b>	<b>631,3 M€</b>	<b>100 %</b>

\* La catégorie « Autres » couvre les fonds alloués au niveau régional pour 1) la Corne de l'Afrique et l'Afrique centrale et de l'Est et 2) l'Amérique latine et les Caraïbes, ainsi que les dépenses de programme en Europe occidentale et en Amérique du Nord.



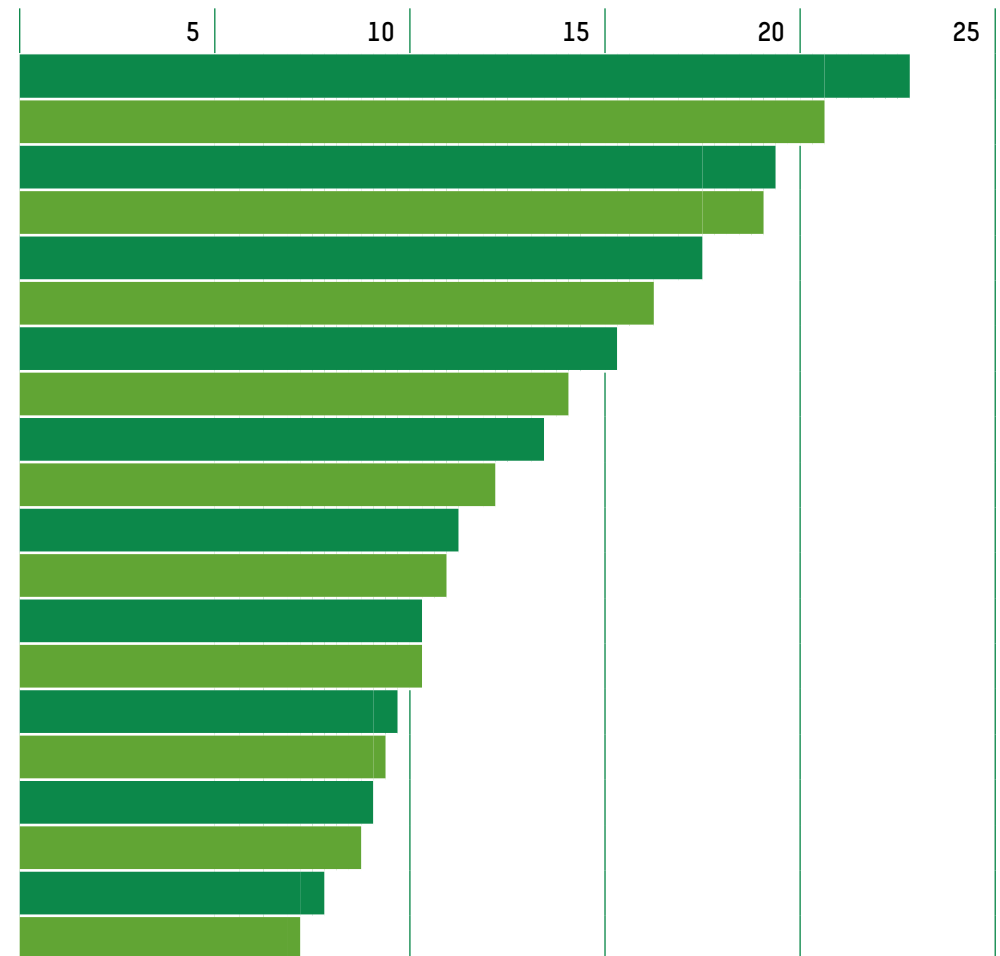


## DÉPENSES DE LA CONFÉDÉRATION OXFAM

LES DÉPENSES DE PROGRAMME POUR LES 20 PRINCIPAUX PAYS BÉNÉFICIAIRES S'ÉLÈVENT À 262,2 MILLIONS D'EUROS, SOIT 42 % DU TOTAL

Exercice : du 1<sup>er</sup> avril 2013 au 31 mars 2014. En millions d'euros.

Les 20 principaux pays bénéficiaires	Millions €
Congo, République démocratique du	23,3 M€
Philippines	20,6 M€
Soudan du Sud	19,4 M€
Territoire palestinien occupé	19,0 M€
Niger	16,5 M€
Éthiopie	15,6 M€
Yémen	15,2 M€
Mali	13,4 M€
Pakistan	13,0 M€
Somalie	11,7 M€
Mozambique	10,7 M€
Chine	10,6 M€
Haïti	10,1 M€
Kenya	10,1 M€
Afghanistan	9,9 M€
Myanmar	9,4 M€
Tchad	9,0 M€
Ouganda	8,8 M€
Liban	8,1 M€
Bangladesh	7,7 M€
<b>Total des 20 principaux pays bénéficiaires</b>	<b>262,2 M€</b>





# CONTACTEZ-NOUS

Oxfam est une organisation internationale de développement qui mobilise le pouvoir citoyen contre la pauvreté. Nous sommes une confédération de 17 organisations travaillant ensemble dans plus de 90 pays.

Le secrétariat Oxfam International assure une mission de coordination et de soutien au sein de la confédération. Pour tout complément d'information sur ce rapport, contactez le secrétariat à l'adresse [information@oxfaminternational.org](mailto:information@oxfaminternational.org) ou rendez-vous sur [www.oxfam.org/fr](http://www.oxfam.org/fr). Pour en savoir plus sur nos affiliés, consultez leurs sites Web respectifs ou contactez-les aux coordonnées ci-après.

Oxfam tient à mener ses activités en toute transparence et c'est avec plaisir que nous donnons suite aux demandes de renseignements et aux observations sur notre action. Il peut arriver que les circonstances nous interdisent de divulguer des informations, notamment pour des raisons de sécurité, de confidentialité ou compte tenu du caractère sensible de nos documents internes. Le cas échéant, nous fournissons des informations sur les motifs de la non-divulgaration.

## OXFAM ALLEMAGNE

Président :  
Matthias von Bismarck-Osten  
Directrice : Marion Lieser  
Greifswalder Str. 33a,  
10405 Berlin, Allemagne  
Tél. : + 49 30 428 4530 69-0  
Courriel : [info@oxfam.de](mailto:info@oxfam.de)  
[www.oxfam.de](http://www.oxfam.de)

## OXFAM AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

Président : Joe Loughrey  
Directeur : Raymond Offenheiser  
226 Causeway Street, 5th Floor  
Boston, MA 02114-2206, États-Unis  
Tél. : + 1 617 482 1211  
(Numéro gratuit : 1 800 77 OXFAM)  
Courriel : [info@oxfamamerica.org](mailto:info@oxfamamerica.org)  
[www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org)

## OXFAM AUSTRALIE

Présidente : Jane Hutchison  
Directrice : Helen Szoke  
132 Leicester Street, Carlton,  
Victoria, 3053, Australie  
Tél. : + 61 3 9289 9444  
Courriel : [enquire@oxfam.org.au](mailto:enquire@oxfam.org.au)  
[www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au)

## OXFAM-EN-BELGIQUE

Président : Guido van Hecken  
Directeur : Stefaan Declercq  
Rue des Quatre Vents 60,  
1080 Bruxelles, Belgique  
Tél. : + 32 2 501 6700  
Courriel : [oxfamsol@oxfamsol.be](mailto:oxfamsol@oxfamsol.be)  
[www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be)

## OXFAM CANADA

Présidente : Margaret Hancock  
Directeur : Robert Fox  
39 McArthur Avenue, Ottawa,  
Ontario, K1L 8L7, Canada  
Tél. : + 1 613 237 5236  
Courriel : [info@oxfam.ca](mailto:info@oxfam.ca)  
[www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca)

## OXFAM FRANCE

Présidente : Véronique Rioufol  
Directeur : Luc Lamprière  
104 Rue Oberkampf, 75011  
Paris, France  
Tél. : + 33 1 56 98 24 40  
Courriel : [info@oxfamfrance.org](mailto:info@oxfamfrance.org)  
[www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org)

## OXFAM GRANDE-BRETAGNE

Présidente : Karen Brown  
Directeur : Mark Goldring  
Oxfam House, John Smith Drive,  
Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni  
Tél. : + 44 1865 473727  
Courriel : [enquiries@oxfam.org.uk](mailto:enquiries@oxfam.org.uk)  
[www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk)

## OXFAM HONG KONG

Président : Chi Kin Lo  
Directeur : Stephen Fisher  
17/F, China United Centre, 28 Marble  
Road, North Point, Hong Kong  
Tél. : + 852 2520 2525  
Courriel : [info@oxfam.org.hk](mailto:info@oxfam.org.hk)  
[www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk)

## OXFAM INDE

Président : Kiran Karnik  
Directrice : Nisha Agrawal  
2nd Floor, 1 Community Centre,  
New Friends Colony, New Delhi,  
110 065 Inde  
Tél. : + 91 (0) 11 4653 8000  
Courriel : [delhi@oxfamindia.org](mailto:delhi@oxfamindia.org)  
[www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org)

## OXFAM INTERMÓN (ESPAGNE)

Président : Xavier Torra Balcells  
Directeur : José María Vera Villacián  
Roger de Llúria 15, 08010,  
Barcelone, Espagne  
Tél. : + 34 902 330 331  
Courriel : [info@intermonoxfam.org](mailto:info@intermonoxfam.org)  
[www.intermonoxfam.org](http://www.intermonoxfam.org)

## OXFAM IRLANDE

Présidente : Anna McAleavy  
Directeur : Jim Clarken  
Dublin Office, 2nd Floor, Portview  
House, 4 Thorncastle Street,  
Ringsend, Dublin 4  
Tél. : + 353 1 672 7662  
Belfast Office, 115 North St,  
Belfast BT1 1ND, Royaume-Uni  
Tél. : + 44 28 9023 0220  
Courriel : [info@oxfamireland.org](mailto:info@oxfamireland.org)  
[www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org)

## OXFAM ITALIE

Présidente : Maurizia Iachino  
Directeur : Roberto Barbieri  
Via Concino Concini 19 52100 Arezzo  
00199 Rome, Italie  
Tél. : + 39 05 75 18 24 81  
Courriel : [segreteria@oxfamitalia.org](mailto:segreteria@oxfamitalia.org)  
[www.oxfamitalia.org](http://www.oxfamitalia.org)

## OXFAM JAPON

Présidente : Kathy Matsui  
Directrice : Akiko Mera  
Maruko bldg. 2F  
1-20-6, Higashi-Ueno, Taito-ku  
Tokyo 110-0015 Japon  
Tél. : + 81 3 3834 1556  
Courriel : [oxfaminfo@oxfam.jp](mailto:oxfaminfo@oxfam.jp)  
[www.oxfam.jp](http://www.oxfam.jp)

## OXFAM MEXIQUE

Président : Jesús Cantu Escalante  
Directeur : Carlos Zarco Mera  
Alabama 105 Col Nápoles,  
Delegación Benito Juárez  
C.P. 03810 Mexique  
Tél. : + 52 55 5687 3002 / 3203  
Courriel : [contacto@oxfamemexico.org](mailto:contacto@oxfamemexico.org)  
[www.oxfamemexico.org](http://www.oxfamemexico.org)

## OXFAM NOUVELLE-ZÉLANDE

Présidente : Nicki Wrighton  
Directeur : Barry Coates  
PO Box 68357 Level 1, 14 West Street  
Newton, AUK 1145 Nouvelle-Zélande  
Tél. : + 64 9 355 6500  
Courriel : [oxfam@oxfam.org.nz](mailto:oxfam@oxfam.org.nz)  
[www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz)

## OXFAM NOVIB (PAYS-BAS)

Président : Joris Voorhoeve  
Directrice : Farah Karimi  
Mauritskade 9, Postbus 30919, 2500 GX,  
La Haye, Pays-Bas  
Tél. : + 31 70 342 1621  
Courriel : [info@oxfamnovib.nl](mailto:info@oxfamnovib.nl)  
[www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl)

## OXFAM-QUÉBEC

Président : Jean-Guy Saint-Martin  
Directrice : Denise Byrnes  
2330 Rue Notre Dame Ouest,  
Bureau 200, Montréal, Québec,  
H3J 2Y2, Canada  
Tél. : + 1 514 937 1614  
Courriel : [info@oxfam.qc.ca](mailto:info@oxfam.qc.ca)  
[www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca)

## SECRÉTARIAT OXFAM INTERNATIONAL

Suite 20, 266 Banbury Road, Oxford  
OX2 7DL, Royaume-Uni  
Courriel : [information@oxfaminternational.org](mailto:information@oxfaminternational.org)  
Tél. : + 44 1865 339 100  
[www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

Président : Joris Voorhoeve  
Trésorière :  
Monique Létourneau  
Directrice générale :  
Winnie Byanyima  
Directrice de la communication  
internationale : Brigid Janssen  
Directeur des opérations :  
Brian Deadman  
Directrice du plaidoyer et des  
campagnes : Céline Charveriat  
Directeur de la programmation  
internationale : Franc Cortada  
Directeur stratégie et  
développement de la  
confédération : Barney Tallack

## OXFAM INTERNATIONAL BUREAUX DE PLAIDOYER

Courriel : [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

## WASHINGTON

1100 15th St., NW, Suite  
600, Washington, DC 20005,  
États-Unis  
Tél. : + 1 202 496 1170

## BRUXELLES

Rue de la Science 4,  
1000 Bruxelles, Belgique  
Tél. : + 32 234 1110

## GENÈVE

15 rue des Savoises,  
1205 Genève, Suisse  
Tél. : + 41 22 321 7516

## NEW YORK

355 Lexington Avenue,  
3rd Floor, New York, NY 10017,  
États-Unis  
Tél. : + 1 212 687 2091

## BRASILIA

SCS Quadra 08, Bloco B-50,  
Sala 401, Edifício Venâncio  
2000,  
Brasília DF 70333-900, Brésil  
Tél. : + 55 61 3321 4044

## ADDIS-ABEBA

Bureau de liaison auprès de  
l'Union africaine  
TK Building, Bole Airport area,  
Suite 304 B,  
Addis-Abeba, Éthiopie  
Tél. : + 251 11 661 16 / 01



**OXFAM EST UNE ORGANISATION INTERNATIONALE DE  
DÉVELOPPEMENT QUI MOBILISE LE POUVOIR CITOYEN CONTRE  
LA PAUVRETÉ**



**OXFAM**